

Masson Phil. 1857

guy

INSTRUCTION DES NEGOCIANS,

*Tirée des Ordonnances, Edits, Dé-
clarations, Arrêts, & des Usages
reçus.*

Nouvelle Edition augmentée.

PREMIERE PARTIE.



A BLOIS,
CHEZ PHILBERT-JOSEPH MASSON.

M. DCC. XLVIII.

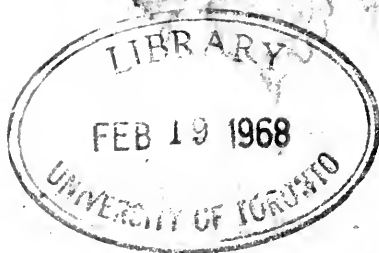
Avec Privilège du Roi.

HF

1324

M3

1748



AVERTISSEMENT.

L'OUVRAGE que je présente est tiré des Ordonnances, Edits & Arrêts, & des Usages reçus parmi les Négocians. Je l'ai communiqué à d'habiles gens; j'ai profité de leurs lumières, & j'ai cru, avec eux, qu'il seroit utile au Public. Ce n'est pas que bien des Auteurs n'aient écrit sur le Commerce; mais la plupart des Livres qu'ils nous ont donnés, exigent une étude trop étendue; c'est ce qui m'a engagé à rapprocher dans un abrégé, facile à entendre, les différentes matières qui peuvent faire l'instruction d'un Négociant.

Ne m'est il rien échappé? C'est ce que je n'oserois assurer. Quelque attention que l'on ait, il est comme impossible de tout prévoir. La preuve s'en trouve dans des volumes considérables, qui pour être étendus ne vous laissent pas moins à désirer.

Les Auteurs de ces amples Traités passent trop légèrement sur les différens Billets qui entrent dans le Commerce, & ne disent presque rien sur le délai de

AVERFISSEMENT.

païer qu'on peut accorder aux Débiteurs, ni sur les Cautions en pareil cas.

Ils nous donnent en maximes que les Lettres de Change pour les Foires, ne se païent que dix jours après l'expiration de la Foire.

Qu'un Négociant qui fait les diligences d'un Biller à Ordre, causé pour valeur en Marchandises, un mois après l'échéance, doit passer pour un homme dur.

Que la vérification des écritures déniées appartient de droit aux Juge & Consuls, sur le fondement d'une Déclaration qui, au contraire, leur en ôte nommément la connoissance.

Tels sont les cas où, sans m'ériger en Critique, j'ai dû m'écarter de leurs sentimens. Il en est d'autres encore dont le détail ne conviendrait pas ici. Cependant il ne faut pas regarder leurs Ouvrages comme défigurés par les traits que j'ai raportés; ils renferment d'ailleurs d'excellentes choses; j'en ai même profité.

Je vais finir en répétant ce que j'ai dit

AVERTISSEMENT.

ailleurs. * Qu'on ne s'attende pas à trouver dans mon Livre un stile recherché; un Ouvrage de Commerce n'est pas un Ouvrage Académique: le bon sens doit l'emporter ici sur l'esprit.

* C'est dans l'*Instruction sur les Lettres de Change* publiée en 1736. pour la première fois, aujourd'hui retouchée & augmentée; elle fait la seconde Partie de l'Ouvrage qu'on va lire.



A P P R O B A T I O N.

J'Ai lu par l'ordre de Monseigneur le Chancelier, un Ouvrage intitulé *Instruction des Négocians, &c.* & je n'ai rien trouvé qui puisse en empêcher l'impression. A Paris, ce 11. Juillet 1743. R ASSICOD.

P R I V I L E G E D U R O Y.

L O U I S, par la grâce de Dieu, Roi de France & de Navarre; A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers qu'il apartiendra, Salut. Notre bien-aimé le Sieur M A S S O N, Imprimeur-Libraire à Blois, Nous a fait exposer qu'il souhaiteroit faire imprimer & donner au Public un Manuscrit qui a pour titre, *Instruction des Négocians*, s'il Nous plaisoit de lui accorder nos Lettres de Privilège pour ce nécessaires. A ces Causes, voulant favorablement traiter ledit Exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes de faire imprimer l'Ouvrage ci-dessus spécifié en un ou plusieurs volumes, & autant de fois que bon lui semblera, & de les vendre, faire vendre & debiter par tout notre Royaume, pendant le tems de six années consécutives, à compter du jour de la date desdites Présentes. Faisons defenses à toutes sortes de personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun Lieu de notre obéissance; comme aussi à tous Imprimeurs &

Libraires, de faire imprimer, vendre, faire vendre
ni contrefaire ledit Ouvrage, ni d'en faire aucuns
extraits sous quelque prétexte que ce soit d'augmen-
tation, correction, changement ou autres sans la per-
mission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de
ceux qui auront droit de lui; à peine de confiscation
des Exemplaires contrefaits, de trois mille livres
d'amende contre chacun des Contrevenans, dont
un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Pa-
ris, l'autre tiers audit Exposant, & de tous dé-
pens, dommages & intérêts; à la charge que
ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le
Registre de la Communauté des Libraires & Im-
primeurs de Paris dans trois mois de la date d'icel-
les; que l'Impression dudit Ouvrage sera faite dans
notre Royaume & non ailleurs; en bon papier &
beaux caractères; conformément à la feuille impri-
mée, attachée pour modèle sous le contre-scel des-
dites Présentes; que l'Impétrant se conformera
en tout aux Reglemens de la Librairie, & no-
tamment à celui du 10. Avril 1725. & qu'avant
de les exposer en vente, le Manuscrit ou Imprimé
qui aura servi de copie à l'Impression dudit Ouvra-
ge sera remis dans le même état où l'Aprobation y
aura été donnée, ès mains de notre très-cher & féal
Chevalier le Sieur Daguesseau, Chancelier de Fran-
ce, Commandeur de nos Ordres, & qu'il en sera en-
suite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque
publique, un dans celle de notre Château du Louvre,
& un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier
le Sieur Daguesseau, Chancelier de France; le tout à
peine de nullité des Présentes; du contenu desquelles
vous mandons & enjoignons de faire jouir l'Exposant
& ses ayant cause, pleinement & paisiblement, sans
souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empê-

ciement. Voulons que la Copie desdites Prêfentes ; qui fera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage foit tenue pour dûement fignifiée ; & qu'aux Copies collationnées par l'un de nos amés & fêaux Confeillers, & Secretaires, foit ajoutée comme à l'Original. Commandons au premier notre Huiffier ou Sergent fur ce requis de faire pour l'exécution d'icelles tous Actes requis & néceffaires, fans demander autre permiffion, & nonobftant clameur de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires ; car tel eft notre plaifir. Donné à Paris, le trentième jour du mois d'Août, l'an de grace mil fept cent quarante-trois, & de notre Règne le vingt-huitième. Par le Roi en fon Confeil.

SAINSON.

Regiftré fur le Regiftre XI. de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N°. 245. fol. 203. conformément aux anciens Réglemens, confirmés par celui du 28. Février 1723. A Paris, le 18. Novembre 1743. SAUVERRAIN, Syndic.



INSTRUCTION DES NEGOCIANS.

CHAPITRE I.

Des Marchands & Négocians.



N apelle Marchands tous ceux qui commercent en gros ou en détail, & qui font corps. Ceux qui font commerce en gros & qui ne tiennent à aucun corps, sont aussi réputés Marchands ou Négocians; tels sont les Marchands de bois, de vins, eaux-de-

2 INSTRUCTION

vie, bleds, &c. Tous sont soumis à la Jurisdiction Consulaire, de quelqu'état & condition qu'ils soient. Ainsi un Gentilhomme, un Ecclésiastique, un Officier du Roi ou de Judicature, qui commerce, est soumis à la Jurisdiction Consulaire & aux Reglemens des Marchands.

Les Revendeurs qui ne font point corps, les Artisans, Laboureurs, Vignerons, Fermiers, sont dans le cas des Marchands, quant à la Jurisdiction Consulaire, en ce qui concerne leur Commerce.

Des Marchandes publiques.

On nomme Marchandes pu-

bliques, les Lingeres, Grene-
tieres, Revendeuses, Harange-
res, Regratieres, enfin toutes les
filles & femmes qui achettent &
qui revendent ; elles engagent
leurs maris au paiement de leurs
dettes pour le fait de leur Com-
merce, par les mêmes voies que
s'ils les avoient eux-mêmes con-
tractées ; & elles ne sont point
tenues à l'acquitemment des achats
faits par leurs maris, & des Let-
tres de Change tirées par eux sur
elles pour raison du Commerce
qu'elles font, si leurs maris ne
sont pas chargés de leur procu-
ration.

Le seul cas où le mari d'une
Marchande publique n'est point

4 INSTRUCTION

garant du Commerce de la femme, est lorsqu'il n'y a point de communauté entr'eux, ou qu'il y a séparation de biens; mais il faut que l'exclusion de communauté, ou la séparation de biens soit publiée, enregistrée & inscrite sur le tableau de la Jurisdiction Consulaire, ou autre au défaut. Sans ces formalités, elle ne peut avoir son effet. (1)

(1) Dans les lieux où la communauté de biens d'entre mari & femme est établie par la Coutume ou par l'Usage, la clause qui y dérogera dans les contrats de mariage des Marchands Grossiers ou Détailliers & des Banquiers, sera publiée à l'Audience de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a; sinon dans l'assemblée de l'Hôtel Com.

On appelle aussi Marchande publique une femme qui fait un Commerce séparé de l'état, profession ou Négoce de son mari. Il s'en suit de là que la femme d'un Officier, d'un Bourgeois, d'un Gentilhomme, qui fait Commerce, est dans le cas des Marchandes publiques, & son mari est garant des engagemens qu'elle prend, par un principe d'équité;

mun des Villes, & insérée dans un Tableau exposé en lieu public, à peine de nullité : & la clause n'aura lieu que du jour qu'elle aura été publiée & enregistrée.

Voulons le même être observé entre les Négocians & Marchands, tant en gros qu'en détail, & Banquiers,

6 INSTRUCTION

puisque le profit qui en résulte, entre dans la communauté dont il est le maître.

Des Femmes de Négocians.

La femme d'un Négociant engage son mari au paiement des Marchandises qu'elle achete de son ordre, & des Marchandises qui lui sont livrées ; parce qu'on doit la regarder comme un Facteur, quand ces Marchandises concernent le Commerce de son mari ; cependant il est des cas où elle peut être délavouée : ils dépendent des circonstances.

pour les séparations de biens d'entre mari, & femme, outre les autres formalités en tel cas requises. *Edit du Commerce, Tit. 8.*

Des Banquiers.

Un Banquier est, à proprement parler, un homme qui fait commerce d'argent dans différens lieux du monde, selon que ses correspondances sont étendues; tout le monde peut l'être: il n'y a point de maîtrise.

Des Agens de Change.

Les Agens de Change sont ceux qui s'entremettent pour le Commerce des Lettres & Billets Négociables, dans les Villes où il y a Bourse; & dans celles où il n'y en a point, ce sont les Courtiers qui en font les fonctions. Ils sont tenus d'avoir un registre journal contenant toutes

les parties par eux négociées. (1)

Des Commissionnaires.

Un Commissionnaire est un homme choisi par un autre pour faire ses affaires, moyennant une rétribution convenue. Tout le monde peut l'être pour acheter, payer, recevoir; mais on ne peut vendre par Commission dans les Villes où il y a Maîtrise, sans être reçu Maître. Le nom de Commissionnaire est sy-

(1) Les Agens de Change & de Banque tiendront un livre journal, dans lequel seront insérées toutes les parties par eux négociées, pour y avoir recours en cas de contestation.

Edit du Commerce, Tit. 3. Art. 2.

DES NEGOCIANS. 9

nonime en bien des lieux avec celui de Courtier & de Facteur. Cependant les Commissionnaires ne doivent pas être confondus avec les Courtiers, comme on le dira ci-après.

Un Commissionnaire est garant des Lettres & Billets qu'on lui remet, s'il n'en fait pas les diligences dans le tems prescrit par l'Ordonnance. Il sert de Banquier en ce cas, & il est payé de sa Commission, sur les sommes dont il procure le paiement. Il en est de même de deux personnes de différentes Villes qui reçoivent l'une pour l'autre réciproquement sans rétribution, quand ils ont ensemble un compte courant.

10 INSTRUCTION

Un Commissionnaire est obligé de tenir registre des achats qu'il fait, & d'y porter le nom des Vendeurs, pour y avoir recours en cas de contestation de la part de ses Commettans.

Des Courtiers.

Les Courtiers de vins, eaux-de-vie, & de quelque Marchandise que ce soit, sont autres que les Commissionnaires. Les premiers ne sont pas caution des achats qu'ils font, & tout trafic pour leur compte leur est interdit. (1)

(1) Ne pourront aussi les Courtiers de Marchandises en faire aucun trafic pour leur compte, ni tenir caisse chez eux, ou signer des Lettres de Change

DES NEGOCIANS. 11

Il n'en est pas de même des Commissionnaires ; ils sont cautions de leurs Commettans envers ceux de qui ils achettent, & la Commission n'exclue point en eux un Commerce particulier.

Des Gentilshommes.

Par Edit du mois d'Août 1669. & autre de Décembre 1701. il est permis à tous Gentilshommes de faire le Commerce en gros, tant au dehors qu'au dedans du Royaume, sans déroger à la Noblesse ; & dans les Assemblées de Négocians & Marchands, ils ont

paraval. Pourront néanmoins certifier que la signature des Lettres de Change est véritable. *Edit du Com. Tit. 2. Art. 2.*

le droit de précéder les Roturiers; ils participent aussi aux honneurs du Consulat.

*Des Secrétaires du Roi & Officiers
de Judicature.*

Le même Edit de Décembre 1701. permet aux Marchands en gros de posséder des Charges de Secrétaire du Roi, & interdit le Commerce en gros & en détail à tous Officiers de Judicature.

Des Mineurs.

Les Mineurs établis Marchands, Négocians ou Banquiers sont réputés Majeurs pour le fait de leur Commerce & Banque, sans qu'ils puissent être restitués sous prétexte de minorité.

Il en est de même des Marchandes publiques , lorsqu'elles sont Mineures. (1)

Cependant le cautionnement d'un Marchand ou Marchande Mineure n'est pas valable : ils s'en feroient restituer. (2)

Des Garçons de Boutique.

Un Garçon de Boutique ,
Commis ou Facteur de Magasin

(1) Tous Négocians & Marchands en gros ou en détail , comme aussi les Banquiers , seront réputés Majeurs pour le fait de leur Commerce & Banque , sans qu'ils puissent être restitués sous prétexte de minorité. *Edit du Commerce , Tit. 1. Art. 2.*

(2) Arrêt de le Bret 1601. Arrêt du Parlem. de Dijon du 28. Juillet 1614.

14 INSTRUCTION

a droit de faire assigner un Marchand pardevant les Juge & Consuls , pour le paiement de sa pension ou de ses gages , mais il ne peut obtenir de contrainte par corps contre lui. Il n'a de privilège que sur ses meubles.

Des Tapissiers, Fripiers & Marchands de Chevaux.

Il est défendu aux Tapissiers, Fripiers & autres, qui se trouvent aux Inventaires & ventes de meubles , de recevoir de l'argent pour ne point enchérir sur les particuliers ; de faire entr'eux aucune convention de ne point encherir les uns sur les autres ; d'acheter aucuns meubles sous le nom d'un seul, pour être rapporté & crié

entr'eux au plus offrant, ni de faire d'autres conventions ou associations de cette nature contraires au bien public. (1)

Il est décidé par Arrêt du 19. Juin 1680. & par les usages, qu'un Marchand de Chevaux n'est garant de la pousse, morve & courbature que pendant neuf jours, parce que ces maladies ne peuvent être cachées plus de trois jours.

(1) Arrêt du Parlement de Paris du 6. Fevrier 1685. confirmatif d'une Sentence des Juge & Consuls du 11. Décembre 1684. portant condamnation de plusieurs Fripiers, chacun en dix livres d'amende solidaire.

*Des Messagers, Voituriers
& Rouliers.*

Voici l'Arrêt de Reglement
qui les concerne.

LE Roi étant en son Conseil, s'étant fait représenter les Arrêts & Reglemens intervenus sur le fait des Messageries, Coches, Carosses, Roullages & autres Voitures & Chevaux de louage; & ayant été informé des entreprises que les uns font au préjudice des autres, des divers procès qui surviennent incessamment entr'eux, & des jugemens contraires qui se rendent sur le fait de l'exercice des Voitures; voulant en empêcher la continuation, & prévenir les désordres & les inconveniens qui arrivent journellement: ouï le raport, & tout considéré, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné

& ordonne que les Arrêts & Reglemens intervenus sur le fait des Messageries , Coches , Carosses , Chevaux de louages , Roulages & autres Voitures , seront exécutés selon leur forme & teneur ; ce faisant , Sa Majesté a permis & permet à toutes sortes de personnes , sans distinction , de faire le Roulage , pour la liberté publique & facilité du Commerce , à l'exception des Maîtres des Coches & Carosses , & leurs Fermiers , tant & si longuement qu'ils feront l'exercice desdits Coches & Carosses seulement. Permet Sa Majesté à toutes sortes de personnes de faire voiturier ce que bon leur semblera , soit par les Messagers ou Rouliers ; à la charge toutefois que les Rouliers , Coquetiers , Poulailers , Muletiers & autres Voituriers , qui n'ont rien financé dans les coffres

de Sa Majesté, ne pourront rien entreprendre sur les fonctions desdites Messageries, Coches, Carrosses & Chevaux de louage; qu'ils seront tenus de faire le Roulage par eux-mêmes, ou par leurs Valets & Domestiques; qu'ils auront des Chevaux, Charettes, Chariots & Mulets à eux appartenant en propre; qu'ils feront ledit Roulage sans aucune fraude ni déguisement; qu'ils ne pourront avoir aucun jour réglé pour leur départ; qu'ils seront tenus de partir aussitôt qu'ils auront leurs Voitures; qu'ils ne pourront tenir aucun Bureau, Tableau, ni autre inscription sur leurs portes; qu'ils n'auront aucuns Facteurs ni Commissionnaires, soit à Paris, ou autres Villes & lieux du Royaume, ni aucuns Entrepôts sur les Routes, qu'ils n'auront aucuns re-

gistres ni feuilles de voiture, mais seulement des Lettres de Voiture ouvertes, lesquelles Lettres de Voiture seront adressées à ceux auxquels lesdites Marchandises, Balles & Ballots seront envoyés; qu'ils ne pourront porter ni conduire aucunes personnes sur leurs Chevaux, Chariots, Charettes & Mulets, ni se charger d'aucuns Ballots au-dessous du poids de cinquante livres, ni en composer aucuns de plusieurs paquets appartenans à divers particuliers; que lorsqu'il leur manquera des Chevaux dans les Routes, ils seront tenus d'en prendre de louage dans les lieux où leurs Chevaux auront manqué, ou en emprunter, s'ils n'en trouvent pas de louage; le tout à peine de 500. liv. d'amende pour chacune contravention, aplicable le tiers à l'Hôpital plus prochain des lieux où les contra-

ventions auront été faites, le tiers au dénonciateur, s'il y en a, & l'autre tiers au profit de ceux au préjudice desquels lescdites contraventions auront été faites. Et en attendant l'enregistrement du présent Arrêt dans les Cours du Royaume, ordonne Sa Majesté que les contestations qui interviendront en execution du present Arrêt, seront réglées & terminées au Conseil, & pardevant les Sieurs Commissaires Généraux députés par l'Arrêt du Conseil d'Etat du 18. Août 1682. & Lettres Patentes du 20. Octobre ensuivant, & leurs Ordonnances exécutées nonobstant oppositions, appellations & autres empêchemens quelconques, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'en est réservé, & à son Conseil, la connoissance, & icelle interdit à toutes les autres Cours & Juges. Fait au

Conseil, &c. le 24. Janvier 1684.

Les Billets simples faits par les Fermiers des Messageries pour la nourriture ou entretien de leurs équipages, & les contestations d'entr'eux & leurs Créanciers, pour faits de Messagerie, sont de la compétence des Juge & Consuls. (1)

Il est permis à tous Négocians & Marchands d'adresser leurs caisses & ballots à des correspondans, pour les faire passer au lieu de leur destination, par telles voitures qu'ils jugeront à propos, pourvu que lesdits ballots &

(1) Ordonnance des Commissaires Généraux, du 21. Fevrier 1699. qui renvoie aux Juge & Consuls.

caisses soient d'un poids au-dessus de cinquante livres. (1)

Des Entrepreneurs de Rouliers.

Les Entrepreneurs & Commissionnaires de Rouliers répondent des Marchandises qui leur sont remises, & du dommage qui peut arriver. (2)

(1) Arrêt du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1701.

(2) Arrêt du Parlement, du 28. Février 1727. contre les Sieurs Abraham & Consorts, Entrepreneurs & Commissionnaires à Paris.



CHAPITRE II.

Des Registres.

T OUS Marchands, Negocians, & autres faisant commerce, doivent avoir un Livre Journal contenant leur Negoce, leurs Lettres de Change, leurs Dettes actives & passives, & les Deniers employés à la dépense de leur maison. (1)

Ce Registre doit être signé & paraphé par un Consul, ou au défaut, par le Maire, ou par un des Echevins, & cotté par premier & dernier. (2) Mais com-

(1) Edit du Comm. Tit. 3. Art. 1.

(2) Edit du Comm. Tit. 3. Art. 3.

me un feul Regiftre ne fuffiroit pas dans un Commerce un peu étendu , on a recours à d'autres Regiftres ; tels font les Extraits , le Livre de caiffe , le Carnet , le Livre de chargement , celui des copies de Lettres & autres , que le genre de Négoce où l'on fe trouve , oblige de tenir. Il n'est pas néceffaire de faire parapher ces Livres ; ils ne font foi en Juftice qu'autant que le rapport en eft exact avec le Journal.

Quoique le Livre Journal ne foit pas paraphé , on n'y a pas moins d'égard en Juftice , lorsqu'il eft en bon ordre , c'est-à-dire , par datte , fans aucun blanc , & que d'ailleurs le Marchand

chand est en bonne réputation, même dans le cas où il feroit faillite.

L'Ordonnance de 1673. Titre 3. Article 7. assujettit les Marchands à mettre en liasse les Lettres missives qu'ils reçoivent En execution de cet Article , lorsqu'il y a contestation entre deux Marchands, dont l'un demande le raport de ses Lettres, & l'autre dit les avoir perdues , le premier peut rapporter son Livre de copies de Lettres, auquel on a égard, comme s'il rapportoit les Lettres en original.



CHAPITRE III.

Des Sociétés.

Toute Société entre Négocians, Gens d'affaires & autres, pour Marchandise, Banque, Entreprise, &c. doit être par écrit, soit devant Notaire, soit sous signature privée, & la preuve par témoins ne peut avoir lieu contre les articles de l'Acte de Société, quand il ne s'agiroit que d'une somme au-dessous de cent livres. (1)

Il y a deux sortes de Sociétés, l'une générale, l'autre en commandite. La Société générale est

(1) Edit du Comm. Tit. 4. Art. 1.

celle où tous les Associés font également leurs fondions sous le nom collectif d'Associés.

La Société en commendite est celle où quelqu'un s'intéresse par une somme d'argent, & ne se mêle point de la Regie ou du Commerce. Un tel Associé est, à proprement parler, un Intéressé ou un Actionnaire, à moins qu'il ne paroisse au jour avec les autres Coassociés.

L'Article 2. du Titre 4. de l'Ordonnance, rapporté ci-dessus, exige que l'Extrait des Sociétés, soit enregistré au Greffe de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a; sinon en celui de l'Hôtel de Ville, & au déffaut, au Greffe des Juges

des lieux, ou de ceux des Seigneurs, & inféré dans un tableau exposé en lieu public, à peine de nullité des Actes & Contrats passés, tant entre les Associés, qu'avec leurs Créanciers & ayans cause. Cependant il ne s'ensuit pas que des Associés pussent se prévaloir d'avoir manqué à ces formalités pour frustrer des Créanciers, ou pour rompre leur société avant le tems. Il suffit que leur Commere en société soit notoire.

Tous Associés sont obligés solidairement aux dettes de la société quand l'un d'eux a signé pour lui & sa compagnie. (1)

(1) Edit du Comm. Tit. 4. Art. 7.

Il en est de même quand un Associé achette des Marchandises à crédit, & que le Vendeur l'a porté Débiteur sur son Livre, comme ayant acheté pour sa compagnie, ou lui ayant livré, ou à son Commis ou Facteur.

Il fut cependant rendu un Arrêt au Parlement de Paris, le 18. Juillet 1713. qui juge qu'un Associé ne peut engager ses Coassociés par des Actes faits peu de tems avant la Banqueroute ouverte; mais il s'agissoit d'un fait particulier qui ne peut influencer sur la regle générale.

En cas de contestation entre Associés, on doit s'en rapporter à

des Arbitres : il faut en faire clause dans l'acte de société. Si pourtant elle étoit omise, on n'en doit pas moins exiger l'effet. (1)

On doit faire homologuer les Sentences arbitrales en la Jurisdiction Consulaire, ou autre au défaut. L'Apel en est porté à la grande Chambre du Parlement; mais avant d'appeller, il faut satisfaire aux clauses de l'Acte de société, par lesquelles on auroit prévu les cas de l'Arbitrage & de l'Apel qui pourroit s'ensuivre.

N^a. Les Sentences arbitrales ne portent hypothèque que du jour de l'homologation.

(1) Edit du Comm. Tit 4. Art 9.

CHAPITRE IV.

*Des Billets, Quittances &
Mémoires arrêtés.*

PAR une Déclaration du Roi du 30. Juillet 1730. tous Billets, Promesses & Quittances sont nuls, si le corps de l'écriture n'est pas de la même main de celui qui a signé; ou si l'aprobation de la somme ou de la quantité des effets, pour lesquels l'engagement a été contracté, n'est pas entièrement écrite en toutes lettres de la main de celui qui a signé.

Mais par une autre Déclaration du 22. Septembre 1733. Sa

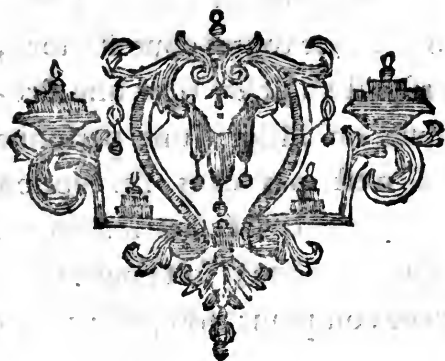
Majesté excepte de la loi les Banquiers , Négocians , Marchands , Manufacturiers , Artisans , Fermiers , Laboureurs , Vignerons , Manouvriers & autres de pareille qualité, occupés aux arts & métiers, & à la culture des terres, qu'il seroit difficile, & même souvent impossible, d'assujettir à l'observation de cette formalité, & déclare nuls tous Billets sous signature privée ou au porteur, à ordre, ou autrement, causés seulement pour valeur en argent, qui n'auront que la signature de l'écriture du Débiteur, quand le Débiteur ne sera point Marchand , Artisan , &c. Cependant elle ordonne que

celui qui refuse de payer le contenu de semblables Billets ou Promesses, soit tenu d'affirmer qu'il n'en a point reçu la valeur, & ses héritiers ou representans, qu'ils n'ont aucune connoissance que lesdits Billets ou Promesses soient dus.

Il est à remarquer que la Déclaration du 30. Juillet ne paroît pas avoir été registrée; en ce cas elle n'est point en vigueur; mais pour éviter toutes contestations, lorsqu'il s'agit de tirer une Promesse ou Billet d'une personne qui n'est pas dans l'exception portée par la Déclaration du 22. Septembre 1733. soit pour valeur reçue comptant, soit pour valeur

en Marchandise ou autres effets, il est bon de lui faire mettre au bas en toutes lettres : *J'approuve l'écrit ci-dessus pour la somme de.....*

A l'égard d'un Memoire que l'on arrête, il suffit de dire au bas, aussi en toutes lettres : *Bon pour la somme de.....* & de faire dater, quoiqu'il n'en soit rien ordonné, afin de fixer le terme de la prescription.



CHAPITRE V.

Des Lettres de Crédit.

A Nantes le 19. Octobre 1748.

Monsieur, Monsieur Milton, Gentilhomme Anglois, est porteur de la présente ; je vous prie de lui compter jusqu'à la somme de vingt mille livres sur ses récépissés, & de vous en prévaloir sur moi, suivant l'avis de

Votre serviteur ;

RICHMOND.

A Monsieur,
Monsieur ROUFFAC, Banquier,
A MARSEILLE.

La Lettre de crédit ci-dessus, peut servir de modele en toutes occasions; soit que l'on envoie un Commis en achat de Marchandises dans des lieux où il peut avoir besoin d'argent; soit qu'un Ami ou un Parent fasse un voiage. Il sera aisé de suppléer à cette formule, suivant l'exigence des cas. Il est toujours de la prudence de préparer, par un avis, l'arrivée du porteur de la Lettre de crédit, & d'envoier sa signature, crainte d'accident. En voici la forme; elle est relative à la Lettre ci-dessus.



A Nantes, le 19. Octobre 1748.

MONSIEUR,

Monsieur Milton, Gentilhomme Anglois, est porteur de ma Lettre de crédit de la somme de vingt mille livres, que je lui ai donné sur vous, en date de ce jour. Je vous prie de les lui compter sur ses récépissés. Vous me les enverrez en tirant sur moi les sommes que vous lui aurez païées, auxquelles vous ajouterez tant pour cent pour votre droit de Banque ou Commission; & comme mondit Sieur Milton peut tomber malade en route, mourir, ou être volé,

ci-bas est la signature ; vous aurez la précaution de la confronter à celle du porteur de ma Lettre de crédit. C'est ce que je vous prie d'exiger avant de rien paier.

Je suis votre très-humble Serviteur,

RICHMOND.



CHAPITRE VI.

De la Jurisdiction Consulaire.

LES Juge & Consuls ont été établis à Paris sous le Règne de Charles IX. au mois de Novembre 1563. & depuis dans toutes les meilleures Villes du Roïaume. Comme l'Edit de leur établissement, avec les Articles des Titres 16. & 34. de l'Ordonnance de 1667. & ceux du Titre 12. de l'Ordonnance de 1673. qui s'y rapportent, font à peu près toutes les loix Consulaires, on a cru devoir les placer ici,



Edit du Roi Charles IX. sur
l'érection, élection & établif-
fement d'un Juge & de quatre
Consuls des Marchands en la
Ville de Paris, pour connoî-
tre de tous procès & differens
à mouvoir entre Marchands,
pour fait de Marchandise.

Du Mois de Novembre 1563.

CHARLES, par la grace de
Dieu, Roi de France: A tous
presens & à venir, salut: Sçavoir fai-
sons, que sur la Requête & Remon-
trances à Nous faites en notre Conseil
de la part des Marchands de notre
bonne Ville de Paris, & pour le bien
public & abréviation de tous procès
& differens entre Marchands qui doi-
vent négocier ensemble de bonne foi
sans être astraits aux subtilités des

Loix & Ordonnances , avons par l'avis de notre très-honorée Dame & Mere , des Princes de notre Sang , Seigneurs & Gens de notredit Conseil statué , ordonné & permis ce qui s'ensuit.

ARTICLE I.

Election des Juge & Consuls , & l'Edit de leur établissement déclaré commun.

Premierement , avons permis & enjoint aux Prévôt des Marchands & Echevins de notredite Ville de Paris , nommer & élire en l'Assemblée de cent notables Bourgeois de lad. Ville , qui seront pour cet effet apellés & convoqués trois jours après la publication des Presentes , cinq Marchands du nombre desdits cent ou autres absens , pourvu qu'ils soient natifs & origi-

naires de notre Royaume , Marchands & demeurant en notredite Ville de Paris; le premier desquels Nous avons nommé Juge des Marchands , & les quatre autres , Consuls desdits Marchands , qui feront fermement devant ledit Prévôt des Marchands ; la Charge desquels cinq ne durera qu'un an , sans que , pour quelque cause ou occasion que ce soit , l'un d'eux puisse être continué.

» Déclarons communs pour tous
» les Siéges de Juge & Consuls , l'Edit
» de leur établissement dans notre
» bonne Ville de Paris , du mois de
» Novembre 1563. & tous autres
» Edits & Déclarations touchant la
» Jurisdiction Consulaire enregistrés
» en nos Cours de Parlement. *Ordonn.*
» de 1673. *Tit. 12. Art. 1.*

ARTICLE II.

Ordonnons & permettons ausdits cinq Juge & Consuls assembler & apeller trois jours avant la fin de leur année jusqu'au nombre de soixante Marchands Bourgeois de ladite Ville qui en éliront trente d'entr'eux, lesquels, sans partir du lieu, & sans discontinuer, procéderont avec lesdits Juge & Consuls, en l'instant & le jour même, à peine de nullité, à l'élection de cinq nouveaux Juge & Consuls des Marchands, qui feront le serment devant les anciens, & fera la forme dessus dite gardée & observée dorénavant en l'élection desdits Juge & Consuls, nonobstant opositions ou appellations quelconques, dont Nous réservons à notre Personne & à notre Conseil la connoissance, icelle interdisant à nos Cours de Parlement & Prévôt de Paris.

ARTICLE III.

Leur Compétence & leur Incompétence.

Connoîtront lefdits Juge & Consuls des Marchands , de tous procès & différens qui seront ci-après meus entre Marchands pour fait de Marchandises seulement , leurs Veuves Marchandes Publiques , leurs Facteurs , Serviteurs ou commettans , tous Marchans , soit que lefdits différens procèdent d'obligations , Cédules , Récépissés , Lettres de Change ou Crédit , Réponses , Assurances , Transport de Dettes & novation d'icelles , Comptes , Calcul , ou Erreur en iceux , Compagnie , Société ou Associations jà faites ou qui se feront ci-après. Desquelles matieres & différens Nous avons de nos pleines puis-

fance & autorité Royale , attribué & commis la connoissance , jugement & décision ausdits Juge & Consuls , & aux trois d'eux , privativement à tous nos Juges apellés avec eux si la matiere y est sujette & en sont requis par les parties , tel nombre de personnes de Conseil qu'ils aviseront , exceptés toutefois & réservés les procès de la qualité susdite jà intentés & pendans pardevant nos Juges : ausquels néanmoins enjoignons les renvoyer pardevant lesdits Juge & Consuls des Marchands si les parties le requierent & consentent.

» Les Juge & Consuls connoîtront
» de tous Billets de Change , faits
» entre Négocians & Marchands , ou
» dont ils devront la valeur , & entre
» toutes personnes pour Lettres de
» Change ou remises d'argent faites

46 INSTRUCTION

» de place en place. *Ordonnance de*
» 1673. *Tit. 12. Art. 2.*

» Les Juge & Consuls connoîtront
» des differends pour ventes faites par
» des Marchands, Artisans & gens de
» métier, afin de revendre ou de tra-
» vailler de leur profession ; comme
» à Tailleurs d'habits, pour étoffes,
» passemens & autres fournitures ;
» Boulangers & Pâtissiers, pour bled
» & farine ; Maçons, pour pierre,
» moëlon & plâtre ; Charpentiers,
» Menuisiers, Charrons, Tonneliers
» & Tourneurs, pour bois ; Serru-
» riers, Maréchaux, Taillandiers &
» Armuriers, pour fer ; Plombiers
» & Fontainiers, pour plomb & au-
» tres semblables. *Art. 4. de la même.*

» Connoîtront aussi des Gages, Sa-
» laires & Pensions des Commission-

» naires,, Facteurs ou Serviteurs des
 » Marchands,, pour le fait du trafic
 » seulement. *Art. 5. de la même.*

» Les Juge & Consuls connoîtront
 » des differens à cause des Assurances,
 » Grosses - Aventures , Promesses ,
 » Obligations & Contrats concernant
 » le Commerce de la Mer, le Fret ,
 » & le Naulage des Vaisseaux. *Art. 7.*
 » *de la même.*

N^o. L'Ordonnance de la Marine de 1681.
 déroge à cet Article ; c'est à l'Amirauté qu'est
 réservée la connoissance de tout ce qui a rap-
 port au Commerce Maritime.

» Connoîtront aussi du Commerce
 » fait pendant les Foires tenuës au lieu
 » de leur établissement, si l'attribution
 » n'en est faite aux Juges conservateurs
 » du privilège des Foires. *Art. 8. de la*
 » *même.*

» Connoîtront pareillement de l'exé-
» cution de nos Lettres , lorsqu'elles
» seront incidentes aux affaires de leur
» competence , pourvu qu'il ne s'a-
» gisse pas de l'état ou qualité des
» personnes. *Art. 9. de la même.*

» Leurs deffendons néanmoins de
» connoître des Billets de Change
» entre Particuliers autres que Né-
» gocians & Marchands , ou dont ils
» ne devront point la valeur. Vou-
» lons que les parties se pourvoient
» pardevant les Juges Ordinaires ,
» ainsi que pour de simples Promesses.
» *Art. 3. de la même.*

» Ne pourront les Juge & Consuls
» connoître des contestations pour
» nourritures , entretiens & emmeu-
» blemens , même entre Marchands ;
» si ce n'est qu'ils en fassent profession.
» *Art. 6. de la même.* ART.

ARTICLE IV.

Droits de juger nonobstant les transports faits à des Privilégiés.

Et avons dès à présent déclaré nuls tous transports de Cédules, Obligations & Dettes qui seront faits par lesdits Marchands à personne privilégiée ou autre quelconques non sujette à la Jurisdiction desdits Juge & Consuls.

» Les Juge & Consuls, dans les
» matieres de leur compétence, pour-
» ront juger nonobstant tout déclina-
» toire, apel d'incompétence, prise à
» partie, renvoi requis & signifié,
» même en vertu de nos Lettres de
» *Committimus*, aux Requêtes de no-
» tre Hôtel ou du Palais, le privilège
» des Universités, des Lettres de garde
» gardienne & tous autres. *Ordonn. de*
» 1673. *Tit. 12. Art. 13.*

Partie I.

C

ARTICLE V.

De la forme de procéder.

Et pour couper chemin à toute longueur, & ôter l'occasion de fuir & plaider ; voulons & ordonnons que tous ajournemens soient libellés, & qu'ils contiennent demande certaine. Et seront tenuës les Parties comparoir en personne à la premiere assignation, pour être ouïes par leur bouche, s'ils n'ont légitime excuse de maladie ou absence : esquels cas enverront par écrit leur réponse signée de leur main propre ; ou audit cas de maladie, de l'un de leurs parens, voisins ou amis, ayant de ce charge & procuration spéciale, dont il fera aparoir à ladite assignation : le tout sans aucun ministère d'Avocat ou Procureur.

DES NEGOCIANS. 51

Ceux qui seront assignés pardevant les Juges & Consuls des Marchands , seront tenus de comparoir en personne à la premiere Audience , pour être ouïs par leur bouche.

Ordonn. de 1667. Tit. 16. Art. 1.

En cas de maladie , absence , ou autre légitime empêchement , pourront envoyer un mémoire contenant les moyens de leur demande ou défences , signé de leur main , ou par un de leurs parens , voisins ou amis , ayant de ce charge & procuration spéciale , dont il fera apparoir ; & sera la cause vue & décidée sur le champ , sans ministère d'Avocat ni Procureur. Art. 2. de la même Ordonn.

» Ne sera établi dans la Jurisdiction Consulaire aucun Procureur-Syndic , ni autre Officier , s'il n'est ordonné par l'Edit de Création du Siège , ou autre Edit dûement enregistré. *Ord. de 1673. Tit. 12. Art. 11.*

ARTICLE VI.

Du délai pour ouïr les Témoins.

Si les Parties sont contraires & non d'accord de leurs faits , délai competent leur sera préfix à la premiere comparition , dans lequel ils produiront leurs témoins , qui seront ouïs sommairement ; & sur leur déposition , le differend sera jugé sur le champ , si faire se peut ; dont nous chargeons l'honneur & conscience desdits Juges & Consuls.

Si les Parties sont contraires en faits , & que la preuve en soit recevable par témoins , délai competent leur sera donné , pour faire comparoir respectivement leurs témoins , qui seront ouïs sommairement en l'Audience après que les Parties auront proposé verbalement leurs reproches , ou qu'elles auroient été sommées de le faire , pour ensuite être la cause jugée en la même Audience , ou

Conseil sur la lecture des pieces. Ordonn.
de 1667. Tit. 16. Art. 7.

ARTICLE VII.

*Du délai, des examens des causes,
interrogatoires, nouveaux delais
& deposition de témoins.*

Ne pourront lefd. Juge & Consuls ,
en quelque cause que ce soit , octroyer
qu'un seul délai , qui sera par eux ar-
bitré selon la distance des lieux , &
qualité de la matiere , soit pour pro-
duire pièces ou témoins ; & icelui
échu & passé , procederont au Juge-
ment du differend entre les Parties som-
mairement & sans figure de Procès.

*Pourront néanmoins les Juges & Consuls ,
s'il est nécessaire de voir les pièces , nommer
en presence des Parties ou de ceux qui se-
ront chargés de leurs memoires , un des an-
ciens Consuls , ou autre Marchand non sus-*

peut, pour les examiner, & sur son rapport donner Sentence, qui sera prononcée en la prochaine Audience. Ordonn. de 1667. Tit. 16. Art. 3.

Pourront, s'ils jugent nécessaire d'entendre la Partie non comparante, ordonner qu'elle sera ouïe par sa bouche en l'Audience, en lui donnant délai competent; ou si elle étoit malade, commettre l'un d'entre eux pour prendre l'interrogatoire, que le Greffier sera tenu rédiger par écrit. Art. 4. de la même.

Au cas que les témoins de l'une des Parties ne comparent, elle demeurera forclosé & déchuë de les faire ouïr, si ce n'est que les Juge & Consuls, en égard à la qualité de l'affaire, trouvent à propos de donner un nouveau délai d'amener témoins; auquel cas les témoins seront ouïs secrettement en la Chambre du Conseil. Art. 8. de la même.

Les dépositions des témoins ouïs en l'Audience seront redigées par écrit, & s'ils sont ouïs en la Chambre du Conseil, seront signées du témoin, sinon sera fait mention de

la cause pour laquelle il n'aura point signé.

Art. 9. de la même.

ARTICLE VIII.

Défenses de prendre des Salaires ou Honoraires.

Enjoignons ausdits Juge & Consuls
vaquer diligemment en leur Charge
durant le tems d'icelle , sans prendre
directement ou indirectement , en
quelque maniere que ce soit , aucune
chose , ni present ou don , sous cou-
leur ou nom d'épices ou autrement ,
à peine de crime de concussion.

*Ne sera pris par les Juge & Consuls
aucuns épices , salaires , droit de raport &
du conseil , même pour les interrogatoires
& auditions de témoins ou autrement , en
quelque cas ou pour quelque cause que ce
soit , à peine de concussion , & de restitution
du quadruple. Ordonn. de 1667. Tit. 16.*

Art. 11.

ARTICLE IX.

L'Apel ne peut être reçu si la somme n'est au-dessus de 500. livres.

Voulons & Nous plaît que des Mandemens, Sentences ou Jugemens qui seront donnés par lesdits Juge & Consuls des Marchands, ou les trois d'eux, comme dessus, sur differends meins entre Marchands & pour fait de Marchandise, l'apel ne soit reçu; pourvu que la demande & condamnation n'excède la somme de cinq cent livres tournois, pour une fois payer. Et avons dès à present déclaré non recevables les appellations qui seront interjettees desdits Jugemens, lesquels seront executés en nos Royaumes, pays & terre de notre obéissance, par le premier de nos Juges des lieux, Huissiers ou Sergens sur ce requis;

auxquels & chacun d'eux enjoignons de ce faire , à peine de privation de leurs Offices , sans qu'il soit besoin demander aucun placet , visa , ni pareatis.

ARTICLE X.

Défenses d'accorder des Reliefs d'Apel , & de casser ou surseoir les Sentences Consulaires.

Avons aussi dès à présent déclaré nuls tous reliefs d'apel , ou commissions qui seroient obtenues au contraire , pour faire appeler les Parties , intimer ou ajourner lesdits Juge & Consuls. Et défendons très-expressement à toutes nos Cours Souveraines & Chancelleries de les bailler.

» Déclarons nulles toutes Ordonnances , Commissions , Mandemens

» pour faire assigner , & les assigna-
» tions données en conséquence par-
» devant nos Juges , & ceux des Sei-
» gneurs , en révocation de celles qui
» auront été donnée pardevant les
» Juge & Consuls. Défendons , à
» peine de nullité , de casser ou sur-
» seoir les procédures & les poursui-
» tes en exécution de leurs Sentences,
» ni faire défenses de procéder par-
» devant eux. Voulons qu'en vertu
» de notre presente Ordonnance ,
» elles soient exécutées , & que les
» Parties qui auront présenté leurs
» Requêtes pour faire casser ; révo-
» quer , surseoir ou défendre l'exé-
» cution de leurs Jugemens ; les Pro-
» cureurs qui les auront signées , &
» les Huissiers ou Sergens qui les au-
» ront signifiées , soient condamnés
» chacun en cinquante liv. d'amende ,

» moitié au profit de la Partie , &
 » moitié au profit des pauvres , qui
 » ne pourront être remises ni mode-
 » rées ; au paiment desquelles , la
 » Partie , les Procureurs & les Ser-
 » gens seront contraints solidairement.
 » Ordonn. de 1673. Tit. 12. Art. 15.

ARTICLE XI.

*Les Sentences au-dessus de 500.
 livres s'exécutent par provision
 nonobstant l'Apel qui se relève
 au Parlement.*

Es cas qui excéderont ladite som-
 me de cinq cent livres tournois , sera
 passé outre à l'entière exécution des
 Sentences desdits Juge & Consuls ,
 nonobstant opositions ou appellations
 quelconques & sans préjudice d'icel-
 les , que nous entendons être relevées

60 INSTRUCTION

& ressorties en notre Cour du Parlement à Paris & non ailleurs.

A R T I C L E X I I.

Des Contraintes par Corps.

Les condamnés à garnir par provision ou diffinitivement, seront contraints par corps à payer les sommes liquidées par lesdites Sentences. & Jugemens, qui n'excederont cinq cent livres tournois, sans qu'ils soient reçus en nos Chancelleries à demander Lettres de repi : & néanmoins pourra le créateur faire exécuter son débiteur condamné en ses biens meubles, & saisir ses immeubles.

Défendons à nos Cours & à tous autres Juges de condamner aucuns de nos Sujets par corps en matière Civile, sinon & en cas de réintégration, pour délaisser un héritage, en exécution des Jugemens, pour Stellionnats

DES NEGOCIANS. 61

pour dépôt nécessaire ; consignation faite par Ordonnance de Justice , ou entre les mains de personnes publiques ; representations de biens par les Sequestres , Commissaires ou Gardiens ; Lettres de Change , quand il y aura remise de Place en Place ; Dettes entre Marchands , pour fait de Marchandise dont ils se mêlent. Ordonn. de 1667. Tit. 34. Art. 4.

Ne pourront les femmes & filles s'obliger , ni être contraintes par corps , si elles ne sont Marchandes publiques , ou pour cause de Stellionnat procedant de leur fait. Art. 8. de la même.

Les Septuagénaires ne pourront être emprisonnés pour dettes publiquement civiles , si ce n'est pour Stellionnat , recellé , & pour dépens en-matiere criminelle , & que les condamnations soient par corps. Art. 9. de la même.

Pour obtenir la contrainte par corps après les quatre mois , aux cas exprimés au second Article , le créancier fera signifier le Jugement à la personne ou domicile de la Partie ,

avec commandement de payer & la Déclaration qu'il y sera contraint par corps après les quatre mois. Art. 10. de la même.

Si la Partie appelle de la Sentence , ou s'oppose à l'exécution de l'Arrêt ou Jugement portant condamnation par corps , la contrainte sera sursise jusqu'à ce que l'apel ou opposition ayent été terminés ; mais si avant l'apel ou opposition signifiée les Huissiers ou Sergens s'étoient saisis de sa personne , il ne sera sursis à la contrainte. Art. 12. de la même.

Les poursuites & contraintes par corps n'empêcheront les saisies , exécutions & ventes des biens de ceux qui sont condamnés. Art. 13. de la même.

» Ceux qui auront signé des Let-
» tres ou Billets de Change , pour-
» ront être contraints par corps ; en-
» semble ceux qui y auront mis leur
» aval ; qui auront promis d'en four-
» nir avec remise de Place en Place ;

» qui auront fait des Promesses pour
 » Lettres de Change à eux fournies
 » ou qui le devront être entre tous
 » Négocians & Marchands qui au-
 » ront signé des Billets pour valeur
 » reçue comptant, ou en Marchan-
 » dise, soit qu'ils doivent être acqui-
 » tés à un particulier y nommé, ou
 » à son ordre, ou au porteur. *Ordonn.*
 » de 1673. Tit. 7. Art. 1.

ARTICLE XIII.

Des Intérêts.

Contre lesdits condamnés Mar-
 chands ne seront adjugés dommages
 & intérêts requis pour le retardement
 du paiement, qu'à raison du denier
 douze, à compter du jour du premier
 ajournement, suivant nos Ordonnan-
 ces faites à Orléans.

N^o. Par Edit de 1665. les Rentes sont ré-
 duites au denier vingt.

ARTICLE XIV.

Des Saisies & Décrets.

Les saisies , établissement de Commissaires , & vente de biens ou fruits , feront faits en vertu desdites Sentences & Jugemens ; & s'il faut passer outre , les criées & interpositions de Décret se feront par autorité de nos Juges ordinaires des lieux , auxquels très-expressement enjoignons , & chacun d'eux en son détroit , tenir la main à la perfection desdites criées , adjudication des héritages saisis , & à l'entiere exécution des Sentences & Jugemens qui seront donnés par lesdits Juge & Consuls des Marchands , sans y user d'aucune remise ou longueur , & à peine de tous dépens , dommages & intérêts des Parties.

ARTICLE XV.

*Suite contre les Héritiers des
Condamnés.*

Les exécutions encommencées contre les condamnés par lesdits Juge & Consuls, seront parachevées contre leurs héritiers, & sur les biens seulement.

» Les veuves & héritiers des Marchands, Négocians, & autres, contre lesquels on pourroit se pourvoir pardevant les Juge & Consuls, y seront assignés ou en reprise, ou par nouvelle action; & en cas que la qualité, ou de commune; ou d'héritier pur & simple, ou par bénéfice d'inventaire, soit contestée, ou qu'il s'agisse de douaire, ou de legs universel ou particulier, les Parties seront renvoyées pardevant les Juges ordinaires.

» res pour les régler : & après le Juge-
» ment de la qualité , douaire ou legs ,
» elles seront renvoyées pardevant les
» Juge & Consuls. *Ordonn. de 1673.*
Tit. 12. Art. 16.

ARTICLE XVI.

Geoliers & Prisonniers.

Mandons & commandons aux Geoliers & Gardes de nos prisons ordinaires & de tous hauts Justiciers , recevoir les prisonniers qui leur seront baillés en garde par nos Huissiers ou Sergens , en exécutant les Commissions ou Jugemens desdits Juge & Consuls des Marchands , dont ils seront responsables par corps , & tout ainsi que si le prisonnier avoit été amené par autorité de l'un de nos Juges.

ARTICLE XVII.

Permission d'acheter une Place.

Pour faciliter la commodité de convenir & négocier ensemble, avons permis & permettons aux Marchands Bourgeois de notre ville de Paris, natifs & originaires de nos Royaumes, Pays & Terres de notre obéissance, d'imposer & lever sur eux telle somme de deniers qu'ils aviseront nécessaires pour l'achapt ou louage d'une maison ou lieu qui sera apellé la Place commune des Marchands; laquelle Nous avons dès à présent établie à l'instar, & tout ainsi que les Places apellées le Change en notre ville de Lyon, & Bourses de nos villes de Tholose & Rouen, avec tels & semblables privilèges, franchises & libertés dont jouissent les Marchands

fréquentant les foires de Lyon & Places de Tholose & Rouen.

ARTICLE XVIII.

De faire contribuer ad hoc.

Et pour arbitrer & accorder ladite somme, laquelle sera employée à l'effet que dessus, & non ailleurs; les Prévôt des Marchands & Echevins de notredite ville de Paris assembleront en l'Hôtel de ladite Ville jusques au nombre de cinquante Marchands & notables Bourgeois, qui en députeront dix d'entr'eux, avec pouvoir de faire les cottisations & département de la somme qui aura été, comme dit est, accordée en l'Assemblée desdits cinquante Marchands.

ARTICLE XIX.

De poursuivre les Refusans.

Voulons & ordonnons que ceux qui seront refusans de payer leur taxe ou quote-part dans trois jours après la signification ou demande d'icelle, y soient contraints par ventes de leurs Marchandises & autres biens meubles, & ce par le premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis.

ARTICLE XX.

Ne point assigner aux heures de la Place.

Deffendons à tous nos Huissiers ou Sergens faire aucun exploit de Justice, ou ajournement en matiere civile aux heures du jour que les Marchands seront assemblés en ladite Place commune, qui seront de neuf à onze heures du matin, & de quatre jusques à six heures de relevée.

ARTICLE XXI.

Permission de se choisir un Greffier.

Permettons ausdits Juge & Consuls de choisir & nommer pour leur Scribe & Greffier telle personne d'expérience, Marchand ou autre qu'ils aviseront ; lequel fera toutes expéditions en bon papier, sans user de parchemin : & lui deffendons très étroitement de prendre pour ses salaires & vacations autre chose qu'un sol tournois pour feüillet ; à peine de punition corporelle, & d'en repondre par lesdits Juge & Consuls en leurs propres noms, en cas de dissimulation & connivence.

Si donnons en mandement, &c.
Donné à Paris au mois de Novembre
1563.

La Jurisdiction Consulaire est composée d'un Juge & de quatre Consuls. Les Réglémens qui les concernent sont communs dans tout le Royaume. Ils jugent souverainement jusqu'à cinq cent livres, & par provision, à quelque somme que ce puisse être, sans restriction.

De l'âge des Juge & Consuls.

Le Juge doit avoir quarante ans au moins, & les Consuls vingt-sept, à peine de nullité de leur élection. (1)

Ils peuvent juger au nombre de trois, comme s'ils étoient

(1) Arrêt du Conseil du 9. Septembre 1673.

tous assemblés, & les anciens Juge & Consuls n'ont aucun droit de les accompagner au Siège, s'ils n'en font requis par eux, suivant l'exigence des cas. (1)

De leur élection.

La forme d'élire les Juge & Consuls dans la ville de Paris ne peut être la même dans toutes les autres Villes. Tel est du corps des Marchands à Paris, qui n'en est point en Province, & qui par conséquent ne peut être appelé à l'élection, ni fournir de Sujets à la Jurisdiction Consulaire.

Tout ce qui peut y avoir de constant,

(1) Déclaration du Roi du 26. Juin 1723.

constant, c'est de tirer le Juge d'entre les quatre Consuls sortant d'exercice, & de laisser deux anciens Consuls avec deux nouveaux exercer pendant six mois, afin de les guider. Les six mois expirés, les deux anciens sortent, & font place à deux nouveaux qui ont été élus pour entrer seulement au bout de ce terme. C'est ainsi qu'il est ordonné pour Paris par une Déclaration du 18. Mars 1728. On voit qu'elle déroge à l'Edit de Charles IX. qui fixe à un an l'exercice du Juge & des quatre Consuls.

De leur Compétence.

La connoissance des diffé-
Partie I. D

rends pour raison des Lettres de Change, entre quelque personne que ce soit, des Billets de Change & à Ordre, entre Négocians seulement, & de tout engagement de Commerce, sous quelque dénomination que ce puisse être, est attribuée aux Juge & Consuls. (1)

Les Billets de Change & à Ordre, faits par un Négociant au profit d'un Particulier, & non par un Particulier au profit d'un Négociant, sont aussi de leur compétence. (2)

Enfin tous ceux qui tirent,

(1) Edit du Comm. Tit. 12. Art. 2.

(2) Edit du Comm. Tit. 12. Art. 3.

endossent, garantissent ou souscrivent les Lettres de Change, quels qu'ils soient, sont soumis à la Jurisdiction Consulaire & à la contrainte par corps. (1)

Nota. Les Billets conçus en ces mots : *Je payerai comme Lettre de Change, &c.* ne doivent pas être regardés comme des Lettres de Change, parce qu'il n'y a que la remise de Place en Place qui forme la Lettre de Change ; on ne doit donc les prendre que comme des Promesses qui ne soumettent point un Particulier non commerçant à la Jurisdiction Consulaire, ni à la contrainte par corps.

(1) Edit du Comm. Tit. 7. Art. 1.

Les Receveurs , Fermiers , Sous-Fermiers , Traitans Généraux & Particuliers , Intéressés & autres Gens d'affaires , sont dans le cas des Négocians. Ils doivent être contraints par corps au paiement de leurs Billets. (1)

Les Juge & Consuls peuvent connoître des ventes de Bleds , vins , bestiaux & autres denrées procédant du cru des Gens d'Eglise , Gentilshommes , Bourgeois , Laboureurs & autres , si elles ont été faites à des Marchands , Artisans ou autres qui en font Commerce. Il est cepen-

(1) Déclaration du Roi , du 26. Février 1692.

dant au choix des Gens d'Eglise, Gentilshommes, &c. d'assigner en ce cas devant le Juge ordinaire, ou devant les Juge & Consuls. (1)

La connoissance des faillites est encore attribuée aux Juge & Consuls. (2)

Ils ont pareillement droit de connoître des saisies mobilières faites en vertu de leurs Jugemens entre les Saisissans & le Débiteur. Mais si celui, entre les mains duquel la saisie & les arrêts ont été faits, prétend ne rien devoir, ou s'il se trouve un ou plusieurs

(1) Arrêt du Parlement, du 24. Janvier 1733.

(2) Déclarat. du 13. Sept. 1739.

tiers opofans qui ne foient point créanciers pour fait de Marchandise, & dont la créance ne foit point de la Jurifdiétion Confulaire, les Parties fe pourvoiront pardevant le Juge ordinaire. (1)

La connoiffance des conteftations entre les Femmes Donneufes & Preneufes par acquêts des Marchandifes de Marée, les Marchands, les Forains, les Faétices & les Détaillereffes de poiffon d'eau douce, & pour raifon du même Commerce, eft de la compétence des Juge & Confuls, & il leur eft enjoint

(1) Arrêt du Parlement, du 24. Janvier 1733.

de condamner les débiteurs par corps à payer dans vingt-quatre heures les sommes dont ils sont redevables. (1)

Nota. Ce Règlement n'est pas exécuté dans toutes les Villes du Royaume ; à l'égard des vingt-quatre heures ; parce que le Commerce de salines, marées & poisson d'eau douce est exercé par des Marchands d'une autre espèce que les Donneuses & Détailleres de Paris.

Des Juges conservateurs des Foires.

L'Article 8. du Titre 12. de l'Ordonnance de 1673. porte que

(1) Arrêts du Parlement des 3. Mai 1718. & 8. Août 1732.

les Juge & Consuls connoîtront du Commerce fait pendant les Foires, si l'attribution n'en appartient aux Juges conservateurs du privilege des Foires.

On doit entendre par cet Article que le Juge conservateur a seul le droit de prononcer dans toutes les affaires de Commerce & de Police, tant que la Foire dure; mais la Foire finie, la connoissance des contestations pour achat & vente de Marchandises, quoique faits pendant la Foire, appartient aux Juge & Consuls.



*Du Conflit de Jurisdiction entre les
Juge & Consuls, & les Juges
ordinaires.*

Lorsqu'il y a quelques contestations entre les Juge & Consuls & les Juges ordinaires au sujet de leur Jurisdiction, les premiers peuvent en demander l'évocation au Conseil. Elle fut accordée en pareil cas aux Juge & Consuls de Chartres contre le Bailli d'Etampes, par un Arrêt du 11. Octobre 1724.

De leur incompétence.

Les Juge & Consuls ne connoissent point à Paris des affaires pour Marchandises vendues & livrées sur les ports à des Mar-

chands, Artisans & Gens de métier, quoique pour revendre ou travailler de leur profession, même des Billets & Engagemens entre Marchands, causés pour Marchandises vendues & livrées sur les ports. La connoissance en appartient au Prévôt des Marchands & aux Echevins. (1)

Nota. Les Juge & Consuls connoissent de ces affaires dans les Villes où elles n'ont pas d'attribution particulière.

L'Ordonnance de 1681. pour la Marine, déroge à l'Article 7. du Titre 12. de celle de 1673. qui accordoit aux Juge & Consuls la

(1) Arrêt du Parlement, du 7. Mars 1738.

connoissance des differends pour raison des Assurances, grosses Avantures, Promesses, Obligations & Contrats concernant le Commerce de la Mer, le Fret & le Naulage des Vaisseaux. C'est à l'Amirauté qu'en est attribuée la connoissance exclusivement à tous Juges.

La connoissance de tout ce qui a raport aux Eaux & Forêts, Pêche & Chasse est interdite aux Juge & Consuls, par l'Article 14. du Tit. 1. de l'Ordonnance des Eaux & Forêts de 1669.

Les Juge & Consuls ne peuvent connoître des contestations formées contre des Marchands, Laboureurs, Vignerons & routes

autres personnes, pour raison de ce qu'ils achètent pour leur usage, & non pour revendre. Ils sont obligés de renvoyer les causes qui ne sont pas de leur compétence pardevant les Juges ordinaires, quoique le renvoi n'en soit pas requis. (1)

Il est deffendu aux Juge & Consuls de connoître des causes des Marchands qui sont domiciliés hors le ressort du Bailliage Royal de leur établissement, si ce n'est dans le cas porté par l'Article 17. du Titre 12. de l'Ordonnance de 1673. c'est-à-dire, à

(1) Arrêt du Parlement, du 23. Février 1695.

moins) qu'il ne plaise au créancier de faire assigner au lieu du domicile de son débiteur, ou au lieu où la promesse a été faite & la marchandise fournie, ou enfin au lieu où le paiement doit être fait. (1)

Les Juge & Consuls ne peuvent connoître des obligations entre Marchands & Négocians, qui ne sont pas causées pour fait de marchandises ; & si dans les transactions & obligations les Parties n'ont point stipulé la contrainte par corps, les Juge & Consuls ne peuvent la prononcer, encore bien qu'il s'agisse

(1) Arrêt du Parlement, (du) 20. Juin 1722.

du fait de marchandise. (1)

La connoissance des affaires criminelles est interdite aux Juge & Consuls. (2)

La connoissance des demandes pour raison de loyers de maisons, prix de ferme, locations, mandemens tirés par les Propriétaires ou ayant cause sur les Fermiers ou Locataires, au profit des Marchands & Négocians, n'appartient pas aux Juge & Consuls. (3)

(1) Arrêts du Parlement, des 7. Septembre 1716. & 20. Juin 1722.

(2) Arrêt du Parlement, du 8. Août 1702.

(3) Arrêt du Parlement, du 24. Janvier 1733.

Des Assignations Consulaires.

Les Domiciliés des Villes où il y a Jurisdiction Consulaire peuvent être assignés au lendemain pour tout délai ; & lorsqu'il y a péril dans la demeure, ils peuvent l'être à comparoître le même jour : en ce cas l'Huissier doit marquer l'heure où l'exploit a été donné, & l'heure à laquelle on doit comparoître.

L'Assignation doit contenir le détail des choses qui forment la demande, & les circonstances qui l'accompagnent, si elles sont nécessaires. (1)

(1) Edit de 1563.

Elle doit être concluante, à peine de nullité & d'amende. (1)

Les pièces qui font le fondement de la demande, doivent être copiées dans l'exploit, au-

(1) Les ajournemens & citations en toutes matieres & en toutes Jurisdiccions, seront libellées, contiendront les conclusions, & sommairement les moyens de la demande, à peine de nullité des exploits, & de vingt livres d'amende contre les Huissiers, Sergens ou Apariteurs, applicable moitié aux reparations de l'Auditoire, & l'autre moitié aux Pauvres du lieu, sans qu'elle puisse être remise ou modérée pour quelque cause que ce soit. *Ordonnance de 1667. Tit. 2. Art. 1.*

trement elles ne passent point en
taxe. (1)

*Du Controlle des Exploits ,
Billets , &c.*

Par Edit du Roi du mois d'Octobre 1705. & Arrêt du Conseil d'Etat, du 7. Février 1719. tous

(1) Les Demandeurs seront tenus de faire donner dans la même feuille ou cahier de l'Exploit, copie des pièces sur lesquelles la demande est fondée, ou des extraits, si elles sont trop longues ; autrement les copies qu'ils donneront dans le cours de l'instance, n'entreront en taxe , & les reponses qui y seront faites , seront à leurs dépens & sans répétition. *Ordonn. de 1667. Tit. 2. Art. 6.*

90 INSTRUCTION

Actes sous signature privée doivent être contrôlés avant d'en faire demande en Justice, dans quelque Siège & Jurisdiction que ce soit ; à l'exception des Lettres de Change & Billets à Ordre des Négocians & Gens d'affaires, & des Billets faits de Marchands à Marchands pour fourniture de leur Commerce réciproque.

Les Protêts des Lettres & Billets de Change & autres Actes passés par les Notaires, pour être notifiés aux Parties, sont sujets aux droits de Contrôle des Exploits. (1)

(1) Déclaration du Roi, du 23. Avril 1712.

Tous Actes, Sentences, Jugemens & autres Expéditions, ne peuvent être scellés qu'après avoir été controllés. (1)

Les Actes de soumission de caution reçue par les Greffiers des Jurisdicions Consulaires, en exécution des Sentences & Jugemens qui s'y sont rendus, ne sont point sujets aux droits de Controlle. (2)

Par Arrêt du Conseil, du 22. Décembre 1728. les extraits des Livres des Marchands, signés & arrêtés par les Redevables, sont

(1) Déclaration du Roi, du 22. Novembre 1706.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat, du 6. Juillet 1728.

sujets aux droits de Controlle, s'il en est fait demande judiciaire ; mais de Marchands à Marchands pour fait de Marchandises, il n'est rien du, quoique lesdits Extraits soient signés & arrêtés.

De choix de la Jurisdiction Consulaire.

Quand il n'y a point de Juge & Consuls établis dans le ressort du Bailliage de la demeure d'un Débiteur, il doit être assigné à la Jurisdiction Consulaire la plus proche de son domicile, à moins qu'il ne fut dans le cas de l'Article 17. du Titre 12. de l'Ordonnance de 1673. rapporté ci-devant.

Des Procureurs & des Personnes chargées du pouvoir de parler.

On n'est point obligé de se

servir du ministère d'un Procureur pour plaider devant les Juge & Consuls, on peut parler soi-même ou en charger un Ami; en ce cas il est nécessaire que celui qui doit parler pour un autre ait un mémoire de l'affaire, & un pouvoir signé de celui qui l'en charge. (1)

Du Déclatoire & du Renvoi.

Lorsqu'il y a Appel au Parlement d'un deni de Renvoi, ou d'Incompétence, il faut, pour obtenir un Arrêt de deffense, joindre la Sentence des Consuls à la Requête. La Cour connoît par les qualités des Parties & la natu-

(1) Ordonn. de 1667. Tit. 16. Art. 2.

re de l'affaire énoncée dans la Sentence, si le Déclinatoire est bien fondé, & s'il y a lieu d'accorder des deffenses. C'est pour cela que l'Ordonnance assujettit les Juge & Consuls à faire mention dans leurs Sentences, des Déclinatoires & des Renvois requis. (1)

De la Récusation des Juges & Prise à Partie.

La Récusation est un moyen par lequel un Juge est privé de la connoissance d'une contestation, lorsqu'il est justement soupçonné de partialité.

Elle est différente du Déclinatoire, en ce que celui-ci regarde

(1) Ordonn. de 1667. Tit. 16.
Art. 10.

le Tribunal ou la Jurisdiction, & que la Récusation ne regarde que la personne du Juge, quand même il seroit compétent.

Les causes de Récusation se tirent de routes les circonstances qui peuvent faire raisonnablement craindre dans la personne du Juge de la prévention & de la partialité : on n'en fera point ici le détail ; en cas de besoin on peut avoir recours au Titre 24. de l'Ordonnance de 1667. Il renferme les cas les plus ordinaires où la Récusation a lieu.

Il n'est pas absolument nécessaire de proposer la Récusation avant que la Cause soit contes-

tée. L'Ordonnance de 1667. permet de la proposer en tout état de Cause, lorsque les moyens de Récusation ne sont venus à la connoissance de celui qui veut s'en servir, que dans le cours de l'instance.

Les Articles 17. & 19. du Titre 24. enjoignent aux Juges & aux Parties qui sçavent des moyens de Récusation, d'en faire la déclaration. Celle du Juge doit être communiquée aux Parties : celle de la Partie qui a dessein de récuser doit être communiquée au Procureur de sa Partie adverse, & alors il n'y a qu'un délai de huitaine à compter du jour de cette communication

tion pour former la Récufation.

Lorsque la Déclaration n'a point été faite, soit par le Juge ou par la Partie, celui qui veut recuser, le peut faire en tout tems, en affirmant néanmoins que les causes de Recufation ne sont venues que depuis peu à sa connoissance.

La Récufation se propose par une Requête qui doit en contenir les moyens dans les termes les plus ménagés & les plus décens.

On la communique au Juge, pour qu'il ait à déclarer si les faits contenus dans la Requête sont véritables ou non, & avant de juger le principal, on procède au Jugement de la Récufation

dans la forme prescrite par le Tit. 24. de l'Ordonnance de 1667.

La Prise à partie est une action extraordinaire, accordée pour rendre un Juge responsable des dépens, dommages, intérêts resultans des prévarications par lui commises contre le devoir de sa Charge.

On peut réduire les cas où la prise à partie a lieu, à trois especes.

1^o. Lorsque malgré l'Incompétence notoire, la Récusation, l'Appel ou autres cas qui interdisent aux Juges la connoissance d'une affaire, il la retient à son Tribunal.

2^o. Lorsque par des longueurs affectées, il néglige de rendre la

Justice, malgré les réquisitions à lui faites; que sa négligence occasionne des dommages, soit par le péril de la chose, ou l'insolvabilité d'un Débiteur, survenue depuis les réquisitions.

3°. Lorsque par dol, corruption ou ignorance grossière, il juge contre la disposition des Ordonnances ou Reglemens.

Cette action, qui est un remède violent, est d'un usage très rare, & ne doit pas être employé témérairement.

Lorsqu'on veut s'en servir, il est nécessaire d'avoir recours à l'autorité du Parlement, pour obtenir permission d'intimer le Juge. (1)

(1) Arrêt du Parlement du 4. Juin
E ij

Des Deffauts.

Le Deffendeur condamné par deffaut se relève par une Requête, qui lui permet de faire assigner le Demandeur pour rapporter la Sentence à la premiere Audience, & jusques-là toute contrainte est surseise ; mais il doit toujours

1699. portant deffenses à toutes personnes de prendre à partie aucuns Juges, ni de les faire intimer sur l'apel de leurs Jugemens, sans en avoir auparavant obtenu la permission expressément par Arrêt.

Un autre Arrêt du Parlement de Dauphiné, du 20. Mai 1706. porte deffenses de faire assigner les Juges Subalternes, sur les prises à partie formées contre eux, & sur l'apel de leurs Jugemens, sans en avoir obtenu la permission de la Cour, & de se servir à leur égard de termes injurieux.

payer les dépens du deffaut. (1)

Le Consul à qui la Requête est présentée par le Défaillant, avec les Pièces justificatives qui doivent l'accompagner, met au bas : *Soit donnée Assignation au premier jour pardevant Nous, aux fins de la présente Requête ; cependant sursis à l'exécution de la présente Sentence pendant tant de jours. Fait à*

Faute de comparution par le Demandeur, on accorde un congé au Deffendeur, par lequel il est déchargé de la demande, avec dépens. Il reste au Demandeur à sommer le Deffendeur de venir plaider à l'Audience suivante,

(1) Ordonn. de 1667. Tit. 16. Art. 6.

pour empêcher l'effet du congé. Voilà les formalités qu'exige l'Ordonnance; mais l'usage est plus simple. Le Défaillant, dans les huit jours francs de la signification de la Sentence, peut se relever par une opposition dans laquelle il n'est pas même obligé d'énoncer ses moyens. Il suffit d'y déclarer qu'il les déduira en tems & lieu. Alors c'est au Demandeur à l'assigner, aux fins d'être débouté de cette opposition.

Il est libre à chacun de demander aux Juge & Consuls que sa Partie adverse comparoisse en personne, supposé qu'elle ne soit ni absente ni ma-

lade. Dans le cas de maladie, si le Juge croit qu'il soit nécessaire de l'entendre, il nomme un des Consuls qui se transporte chez le malade avec le Greffier, & sur l'interrogatoire rapporté par écrit à l'Audience, il prononce la Sentence.

Des Réassignations.

L'usage de réassigner un Défaillant domicilié n'a gueres lieu qu'à Paris. Dans toutes les autres Villes le Juge accorde les conclusions par deffaut de comparution, après la premiere Assignation.

De l'Administration de la Justice.

Lorsqu'il s'agit de l'examen de quelques piéces ou d'un compte, les Juges renvoyent les Parties dans un lieu voisin de l'Audience avec un Conseiller, sur le rapport verbal duquel se rend la Sentence.

S'il se présente quelqu'affaire épineuse, elle est remise à la Chambre du Conseil, ou renvoyée à l'examen d'un ancien Juge-Consul, ou d'un Négociant expérimenté, sur l'avis duquel on puisse asseoir un Jugement.

Les Juge & Consuls peuvent encore se faire assister d'habiles Négocians pour avoir leurs avis dans les affaires difficiles qu'ils remettent à la Chambre du Conseil.

Par Arrêt du Parlement du 26. Mars 1727. il est défendu aux Juge & Consuls de Paris de recevoir aucunes opositions aux Sentences par eux renduës, lorsque ces opositions seront formées par les Parties avec lesquelles les Sentences ont été renduës contradictoirement, ni de donner aucunes deffenses ou surseances d'exécuter lesdites Sentences, sur les Requêtes & Demandes desdites Parties ; à peine de nullité desdites Ordonnances & Sentences de surseances, & des dépens, dommages, interêts des Parties.

Par Arrêt du Conseil d'Etat, du 21. Juin 1695. il est ordonné, en exécution de l'Article 5.

du Titre 26. de l'Ordonnance de 1667. que le Juge qui aura présidé, paraphera chaque Sentence ou Jugement, & que les Greffiers tiendront des Registres plunitifs d'Audience en papier timbré.

Nota. Les Sentences Consulaires s'expédient en parchemin ou en papier, suivant l'usage des lieux, & cet usage est autorisé par l'Article 7. de la Déclaration du Roi du 19. Juin 1691.

De la Prescription & du Serment.

Tous Marchands en gros & en détail n'ont qu'un an de la date de la vente & livraison de leurs Marchandises, pour en demander le paiement; & la prescription est acquise après l'an, en affirmant

par les Défendeurs, leurs Veuves ou Héritiers, qu'ils ont payé. (1)

Les Artisans & Ouvriers sont obligés à faire leur demande, les uns dans l'an, les autres dans six mois, suivant les Articles 7. & 8. du Tit. 1. de l'Edit du Commerce.

(1) Les Marchands en gros & en détail, & les Maçons, Charpentiers, Couvreur, Serruriers, Vitriers, Plombiers, Paveurs & autres de pareille qualité, seront tenus de demander paiement dans l'an après la délivrance. *Edit du Comm. Tit. 1. Art. 7.*

Pourront néanmoins les Marchands & Ouvriers déférer le serment à ceux auxquels la fourniture aura été faite, les assigner & les faire interroger. Et à l'égard des Veuves, Tuteurs de leurs

Mais la Jurisdiction Consulaire n'admet point de prescription dans les affaires de Marchands à Marchands, ou entre Artisans & Ouvriers. (1)

On n'y a point d'égard non plus aux fins de non recevoir, qu'on pourroit tirer de comptes soldés, actes, quittances, &c. lorsqu'une des Parties articule quelques erreurs, omissions ou doubles emplois.

Enfans, Héritiers & Ayant causes, leur faire déclarer s'ils sçavent que la chose est due, encore que l'année ou les six mois soient expirés. *Edit du Commerce, Tit. 1. Art. 10.*

(1) Arrêt du Grand Conseil, du 12. Juillet 1672. au Journal du Palais, seconde Partie.

A l'égard du Serment, l'usage ordinaire des Juge & Consuls est de déférer à celui du Demandeur, quand la demande est faite dans l'an de la livraison des Marchandises ; & dans les demandes faites après l'an revolu, on prend celui du Défendeur.

Cependant il arrive quelquefois qu'on défère au serment du Défendeur, quoique la demande soit faite dans l'an de la livraison des Marchandises. C'est lorsque le Demandeur ne peut représenter de Registres, ou qu'ils sont en mauvais ordre, ou enfin lorsque sa réputation est équivoque. En pareil cas on le défère aussi au demandeur dans les demandes fai-

tes après l'expiration de l'année. Enfin l'ordre dans les écritures, la réputation des Parties & la bonne foi la plus aparente doivent toujours entrer en considération sur la préférence du Serment.

De la Preuve par Témoins.

Dans les matieres Consulaires la Preuve par Témoins est admise pour quelque somme que ce soit, & cet usage est autorisé par l'Ordonnance. (1)

(1) Seront passés actes pardevant Notaires, ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent livres, même pour dépôts volontaires, & ne sera reçu aucune preuve par Témoins contre &

*De la Reconnoissance & de la Vê-
rification des Ecritures sous si-
gnature privée,*

Voici les onze Articles de l'E-
dit de 1684. sur cette matiere
C'est une forte d'interprétation
de l'Ordonnance de 1667.

A R T I C L E I.

Celui qui demandera le paiement

outre le contenu aux actes, ni sur ce qui
feroit allégué avoir été dit avant, lors
ou depuis les actes, encore qu'il s'a-
gît d'une somme ou valeur moindre
de cent livres, sans toutefois rien in-
nover pour ce regard, en ce qui s'ob-
serve en la Justice des Juge & Consuls
des Marchands. *Ordonnance de 1667.*
Tit. 20. Art. 2.

112 INSTRUCTION

d'une Promesse , ou l'exécution d'un autre Acte sous seing privé , sera tenu d'en faire donner copie avec l'Exploit d'assignation.

ARTICLE II.

Le Créancier d'une Promesse ou Billet pourra faire déclarer à sa Partie par l'Exploit de sa demande, qu'après un délai qui ne pourra être plus court de trois jours , il demandera à l'Audience du Juge devant lequel il le fera assigner , que la Promesse ou Billet soient reconnus ; & s'il prétend qu'ils soient écrits ou signés par le Défendeur , & qu'ils ne comparoissent pas au jour qui aura été marqué par ledit Exploit , le Juge ordonnera que lesdites Promesses ou Billets demeureront pour reconnus , & que les Parties viendront plaider sur le principal dans les délais ordinaires.

ARTICLE III.

Lorsque le Défendeur aura constitué Procureur, & fourni des défenses par lesquelles il dénierà la vérité de l'écriture ou des signatures de l'Acte sous seing privé dont il sera question, le Demandeur le fera sommer par un Acte de comparoir pardevant le Juge, pour proceder à la vérification dudit Acte, sans qu'il soit besoin de prendre aucune Ordonnance du Juge pour cet effet.

ARTICLE IV.

Si le Défendeur dénie dans la Plaidoirie de la Cause, ou durant l'instruction d'un procès par écrit la vérité de pièces sous seing privé dont il s'agira, la vérification en sera faite pardevant l'un des Juges qui auront assisté à l'Audience, & qui sera com-

114 INSTRUCTION

mis suivant l'ordre du Tableau par celui qui présidera , ou pardevant le Rapporteur du procès , s'il est distribué.

ARTICLE V.

Les pièces sous seing privé & écriture privée dont on poursuivra la reconnoissance , seront représentées devant le Juge au jour & à l'heure portée par la sommation qui aura été faite de comparoître devant lui , & seront paraphées par le Juge & communiquées en sa présence à la Partie.

ARTICLE VI.

Si le Défendeur ne comparoît pas , le Juge donnera défaut , & ordonnera que la pièce sera tenue pour reconnue en cas que le Demandeur n'ait point obtenu de Jugement à l'Audience qui l'ait ainsi ordonné , & qu'il prétende

que la pièce soit écrite ou signée de la main du Défendeur , & le Juge ne prendra en ce cas aucunes vacations , & la Partie qui voudra lever le Procès-verbal , payera seulement l'expédition de la Grosse au Clerc dudit Juge.

ARTICLE VII.

Si l'on prétend que la pièce soit écrite ou signée d'une autre main que de celle du Défendeur , le Demandeur nommera un Expert , & le Juge en nommera un autre pour procéder à la vérification de la pièce sur des écritures publiques & authentiques qui seront représentée par les Demandeurs.

ARTICLE VIII.

Si les Parties comparoissent , elles conviendront d'Experts , & de pièces de comparaison ; & si l'une des Par-

116 INSTRUCTION

ties étant comparues refuse de nommer des Experts, le Juge en nommera pour elle.

A R T I C L E I X.

Lorsque le Demandeur aura obtenu un Jugement à l'Audience ou dans l'Hôtel du Juge, portant que la Promesse ou Billet, dont est question, seront tenus pour reconnus; s'il obtient dans la suite condamnation à son profit du contenu dans lesdits Actes, il aura hypothèque sur les biens de son Débiteur du jour dudit Jugement.

A R T I C L E X.

Le Juge ne dressera qu'un seul Procès-Verbal pour la vérification d'une ou plusieurs pieces, lorsque ladite vérification se fera en même tems, & à la Requête de la même Partie; & il

fera payé pour lesdits Procès-Verbaux un écu aux Conseillers de nos Cours, quarante sols aux Lieutenans Généraux & autres Officiers des Bailliages & Sénéchaussées où il y a Siège Préfidal, & vingt sols à ceux des autres Sièges Royaux, autant à ceux des Duchés-Pairies, & des autres Justices appartenantes à des Seigneurs Particuliers, lesquelles ressortissent directement en Nos Cours; & quinze sols aux Officiers des autres Justices desdits Seigneurs; & aux Clercs desdits Juges, pour l'expédition desdits Procès-Verbaux, ce qui se trouvera leur être dû, suivant les taxes ordinaires par rolles.

ARTICLE XI.

Voulons que tous ceux qui dénieront leurs propres signatures ou écritures, soient condamnés en Nos Cours, en

cent livres d'amende envers Nous ; & en cinquante livres dans tous nos autres Sièges & Jurisdiccions , & en pareille somme envers qui il apartiendra dans les Justices des Seigneurs Particuliers , outre les dépens , dommages & intérêts envers les Parties.

Par une Déclaration du Roi du 15. Mai 1703. Sa Majesté excepte les Justices Consulaires de la Loi portée en l'Edit ci-dessus, & veut qu'on y poursuive les condamnations sans procéder à la reconnoissance des Billets, Promesses, &c. & dans le cas où le Défendeur soutiendrait que les Billets, Promesses, &c. seroient signés d'une autre main que la sienné ; ordonné aux Ju-

ge & Consuls de renvoyer les Parties pardevant les Juges ordinaires, pour y procéder à la vérification des Pieces & à la reconnaissance des écritures, suivant l'Edit de 1684.

L'Art. 5 du Tit. 12. de l'Ordonnance de 1667. porte que *les reconnaissances & vérifications.... & s'il écheoit de faire quelque vérification, elle sera faite pardevant le Juge où est pendant le Procès principal.* En conséquence de cet Article, les Juge & Consuls prétendoient au droit de procéder à la vérification des écritures déniées dans les affaires de leur compétence; mais la Déclaration de 1703. postérieure à l'Or-

donnance, leur en ôte absolument la connoissance; elle ne les excepte de la loi portée en l'Edit de 1684. qu'en ce qui concerne l'Assignation en reconnoissance d'écriture.

Des Rapports & Estimations.

Lorsqu'il s'agit de Rapports ou Estimations, les Juge & Consuls peuvent nommer qui bon leur semble; l'usage est cependant de renvoyer devant un Ancien de la profession dont il s'agit, sans égard pour les Jurés-Experts qui prétendoient mal à propos que les Estimations leurs étoient attribuées. Le Rapporteur rédige son estimation sur une feuille de

de papier timbré, & la renvoie cachetée au Greffe des Consuls : le tout sans frais. (1)

Des Contraintes par corps.

L'Article 48. de l'Ordonnance de Moulins, porte que les Condamnés qui n'auront pas satisfait dans quatre mois après la condamnation à eux signifiée, pourront être pris au corps & tenus prisonniers. Le Titre 34. de l'Ordonn. de 1667. (2) déroge à cet Article, mais non pas en tout.

Ce n'est que dans la réserve portée en ce Titre que les Ju-

(1) Arrêt du Parl. du 29. Juillet 1741.

(2) Les Articles de ce Titre concernant la Contrainte par corps, sont à la page 60. & suivantes.

ge & Consuls doivent prononcer la Contrainte par corps dans toutes les affaires de leur compétence. Il leur est défendu de l'étendre en interprétant, ni de la faire exécuter que selon la forme qui s'y trouve prescrite, conformément à l'Ordonnance de 1673. (1)

Des Cautions Bourgeoises.

Un Bourgeois qui se rend Caution d'un Marchand, s'expose à la Contrainte par corps, si son cautionnement est par écrit. (2)

(1) Arrêt du Parlement, du 29. Juillet 1741.

(2) Sentence des Juge & Consuls de Paris du 16. Mars 1676. confirmée par Arrêt du 7. Juillet suivant.

Du Délai de payer.

Quoique l'Article I. du Titre 6. de l'Ordonnance de 1669. défende à tous Juges de donner plus de trois mois de surséance à l'exécution des Sentences portant condamnation de payer, cependant l'usage a prévalu dans la Jurisdiction Consulaire.

Le Délai de payer qu'on y accorde aux Débiteurs n'a rien de fixe. Il est ordinairement de trois mois, lorsqu'il s'agit d'engagemens simples. Quelquefois on l'étend plus loin : quelquefois aussi le Délai est plus court. C'est selon la nature de l'affaire & les circonstances qui l'accom-

pagent. Quel que soit ce Délai, le Juge ne doit l'accorder qu'à la charge, par le Débiteur, de donner Caution, si le Créancier le requiert.

Nota. La plupart des Juge & Consuls ne prononcent point la Caution, quoique requise, quand il s'agit d'une somme au-dessous de cinquante livres.

Quelques-uns ne dispensent point de la Caution, à moins que la Partie n'y consente, même dans les condamnations de sommes au-dessous de cinquante livres.

Si le Créancier ne requiéroit point la Caution, il en est fait mention dans le Prononcé en

ces mots: *Et n'a requis Caution.*

A l'égard du paiement des Lettres de Change & des Billets à Ordre qui ont été négociés, on ne doit accorder aucun Délai au Débiteur. On a vu cependant des Juge & Consuls qui, sans attention au bien du Commerce, se sont écartés de cette regle. Il n'en est pas de même des Lettres de Change & des Billets à Ordre qui ne sont pas sortis des mains du Créancier; ils sont regardés comme de simples Promesses, pour le paiement desquelles le Juge peut accorder du tems au Débiteur.

De l'Execution des Sentences.

En fait de Déclinatoire, une Sentence Consulaire s'exécute nonobstant les Jugemens d'évocation & de cassation qu'on auroit surpris dans les autres Justices. Il n'y a qu'un Arrêt portant défenses de passer outre qui puisse en empêcher l'exécution. Un Arrêt qui reçoit seulement l'Appel d'incompétence ne seroit pas suffisant. Il est même défendu à tous Juges de casser, révoquer, surseoir ou défendre l'exécution des Jugemens Consulaires, avec amende de cinquante livres contre les Parties & contre chacun des Procureurs & Huissiers qui

auroient prêté leur ministère ;
lesquelles amendes les Juge &
Consuls sont en droit de pro-
noncer. (1)

De l'Apel des Sentences.

Quoique les Juge & Consuls
jugent en dernier ressort jusqu'à
cinq cent livres, suivant l'Edit
de leur établissement, cependant
l'Apel de leurs Sentences est re-
çu pour des sommes au-dessous
de cinq cent livres, lorsqu'il est
qualifié comme de Juge incom-
pétent, ou de déni de ren-

(1) Ordonnance de 1673. Tit. 12.
Art. 15. Arrêts du Parlement des 7.
Août 1698. & 25. Janvier 1708.

voi ; mais l'Apellant ne peut éviter l'exécution de la Sentence, qu'en obtenant un Arrêt de défenses, sinon il est obligé de payer par forme de Contrainte sous protestations, & à la réserve de l'Apel, en donnant par le Créancier bonne & suffisante Caution. Il est même des lieux où on se contente de la consignation de la somme portée par la condamnation, au Greffe de la Jurisdiction Consulaire, ou chez un Notaire.

Nota. Il y a trois mois pour relever l'Apel au Parlement.

Les Officiers des Seigneurs sont en droit de connoître des affaires Consulaires entre leurs

Justiciables, & l'Apel en est dévolu, non aux Sièges Royaux dont ils relevent, mais au Parlement. (1)

Il est défendu aux Officiers de Chancellerie de sceller aucun relief d'apel des Sentences Consulaires, sans y insérer le dispositif de la Sentence, ou sans que la copie soit attachée sous un contre-scel dont il doit être fait mention dans la Lettre; & d'en sceller aucun quand la somme portée par la Sentence n'excèdera pas 500. livres; comme aussi d'insérer dans celles qui devront y être

(1) Arrêts du Parlement des 27. Juin 1704. & 14. Janvier 1715.

scellées aucune clause portant défenses d'exécuter la Sentence directement, ni indirectement, à peine de nullité des Lettres, & de dommages & intérêts des Parties contre les Officiers contrevenans. (1)

Des Intérêts & Prêts sous Gages.

Quoiqu'une Sentence accorde des intérêts, il ne s'ensuit pas qu'on puisse les exiger annuellement. Ils ne peuvent être payés qu'avec le principal; autrement ils iroient en déduction.

On ne peut exiger des intérêts d'une somme prêtée sous obli-

(1) Arrêt du Conseil d'Etat Privé, du 10. Fevrier 1716.

gation pardevant Notaire, soit sous prétexte de faire valoir des deniers appartenans à des Mineurs, soit qu'ils soient stipulés au profit du Tuteur ou autrement, soit que l'Obligation soit en forme de Sentence du consentement des Parties. Les intérêts seroient déclarés usuraires, & imputés sur le principal; le Prêtre même seroit obligé à la restitution du surplus du principal, si les intérêts montoient au-delà, quand ils auroient été payés volontairement pendant quarante années. (1)

(1) Arrêts du Parlement des 7.

Le Prêt sous Gage se fait par-devant Notaire dans un Acte contenant l'inventaire & la prise des Effets donnés en Gage, si faire se peut. On regarde cependant comme un équivalent un Billet bien détaillé, fait double, sous signature privée, entre le Débiteur & le Prêteur.

Juillet 1707. 20. Janvier 1711. 22.
Juillet 1713. & 7. Mai 1714.



CHAPITRE VII.

De l'Amirauté.

L'Amirauté seule a droit de connoître de toutes contestations, pour raison du Commerce Maritime, exclusivement à tous Juges; & les Apellations se relevent au Parlement. (1)

Des Patrons & Maîtres de Navire.

Le Commandant d'une Barque ou d'un Vaisseau Marchand qui ne fait que côtoyer, est apellé Maître sur l'Océan, & Patron sur la Méditerranée;

(1) Ordonnance de la Marine de 1681. Tit. 2. Art. 15.

& quand le Vaisseau est un peu considérable, ou qu'il fait les voyages de long cours, le Commandant prend la qualité de Capitaine.

Des Assurances.

L'Assurance est un Contrat par lequel on s'oblige, moyennant une somme, qui se paye d'avance ordinairement, à réparer le Vaisseau de l'Assuré des dommages qui peuvent lui arriver par accident, ou à sa Cargaison. [On nomme ainsi les Marchandises dont il est chargé.] Il se trouve des Négocians qui assurent & le Vaisseau & sa Cargaison, & qui s'obligent à en payer

la valeur, en cas de naufrage, aux Propriétaires ou Héritiers, moyennant une somme convenue.

De la Grosse Aventure.

La Grosse Aventure est un Contrat par lequel un Particulier, qui passe au-delà des Mers, s'oblige de rendre une somme au Prêteur avec des intérêts qui sont ordinairement à un denier fort haut, parce qu'il est stipulé que si le Vaisseau vient à périr, la somme est perdue pour le Prêteur.

Du Fret & Nolis.

Le Fret sur l'Océan est la somme promise pour le loyer

d'un Vaisseau ; le Nolis sur la Méditerranée est la même chose.

Des Avaries.

L'Avarie est le dommage arrivé à un Vaisseau ou aux Marchandises dont il est chargé ; c'est encore la dépense extraordinaire faite pendant le voyage pour le Vaisseau ou pour les Marchandises, suivant des cas imprévus.

De la Prescription & Fin de non recevoir dans le Commerce

Maritime.

La propriété d'un Vaisseau ne peut être prescrite par les Maîtres & Patrons. Le Fret, les Gages & Loyers des Officiers &

Matelots sont prescrits au bout d'un an. (1)

Tous ceux qui fournissent pour la construction ou équipement d'un Vaisseau, n'ont qu'un an pour faire leur demande, à compter du jour qu'ils ont livré.

Les Ouvriers n'ont pareillement qu'un an, à compter du jour que leur ouvrage a été reçu.

Le Maître d'un Navire qui a reçu son Fret sans protestations, & qui a délivré les Marchandises, n'est plus reçu à intenter d'action pour Avaries ou autre cas fortuit, à moins qu'il n'en ait fait son-rapport au Lieutenant de

(1) Ordonnance de la Marine, de 1681. Tit. 12, Art. 1. & 2.

l'Amirauté dans les vingt-quatre heures après son arrivée au Port.

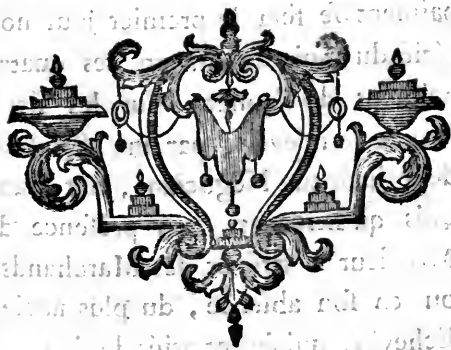
Il en est de même du Marchand qui a reçu ses Marchandises sans protestations.

Nota. Les protestations sont nulles au bout d'un mois, si elles ne sont suivies d'une demande judiciaire.

Le Commandant d'un Vaisseau qui a été endommagé par la rencontre d'un autre Vaisseau qui l'a heurté, [ce qu'on appelle abordage.] doit faire sa demande dans les vingt-quatre heures contre ceux qui sont chargés de la garantie des accidents, supposé qu'il soit à portée de le faire, sinon il en dressera

son Procès - verbal , en vertu duquel il se pourvoira devant le Juge compétant, le plutôt qu'il lui sera possible.

Le Maître n'est point responsable de la nourriture des Matelots, envers les Taverniers, si elle n'a pas été fournie par son ordre, & le Tavernier n'a que l'an & jour, pour en faire la demande.



CHAPITRE VIII.

De la Conservation de Lyon.

IL y a pour la Ville de Lyon un Reglement particulier, homologué au Conseil, le 7. Juillet 1667. Il contient les Articles ci-après.

ARTICLE I.

Que ci-après l'ouverture de chaque paiment se fera le premier jour non férié du mois de chacun des quatre paimens de l'année, sur les deux heures de relevée, par une assemblée des principaux Négocians, tant François qu'Etrangers, en présence de Monsieur le Prévôt des Marchands, ou en son absence, du plus ancien Echevin, qui seront priés de s'y trou-

ver ; en laquelle assemblée commenceront les acceptations des Lettres de Change payables en icelui , & continueront incessamment , à mesure que les Lettres seront présentées , jusqu'au sixième jour du même mois inclusivement , après lequel , & icelui passé , les Porteurs des Lettres pourront faire protester , faute d'acceptation , pendant tout le courant du mois , & ensuite les renvoyer pour en tirer le remboursement avec les frais du retour.

ARTICLE II.

Que pour faire les comptes , & établir le prix de Change de la Place avec les Etrangers , il sera fait pareille assemblée le troisième jour de chacun desdits mois non férié , aussi en présence de Monsieur le Prévôt des Marchands , ou du plus ancien Echevin.

ARTICLE III.

Que les Acceptations des Lettres de Change se feront par écrit, dattées & signées par ceux sur qui elles auront été tirées, ou par personnes dûment fondées de Procuration, dont la minute demeurera chez le Notaire; & que toutes celles qui seront faites par Facteurs, Commis & autres, non fondés de procuration, seront nulles & de nul effet contre celui sur qui elles auront été tirées, sauf le recours contre l'Acceptant.

ARTICLE IV.

Que l'entrée & ouverture du Bilan & Virement des Parties commencera le sixième jour non férié de chaque mois des quatre paimens, & continuera jusqu'au dernier jour desdits mois inclusivement; après lesquels,

icelui passé, il ne se fera aucun Virement ni Ecriture, à peine de nullité.

ARTICLE V.

Que l'on entrera pendant les quatre paimens en la Loge du Change, le matin à dix heures, pour en sortir précisément à onze heures & demie, après laquelle heure ne se feront aucunes Ecritures ni Virement des Parties.

ARTICLE VI.

Que ceux qui, en leurs achats de Marchandises, auront réservé la faculté de faire Escompte, si bon leur semble, seront tenus de l'offrir dès le sixième jour du mois de chacun desdits paimens, après lequel & icelui passé, ils n'y feront plus reçus.

ARTICLE VII.

Que tous les Parties virées se-

ront écrites sur le Bilan par les Propriétaires ou par leurs Facteurs ou Agens qui en seront les Porteurs , sans qu'ils puissent être désavoués par lesdits Propriétaires ; & que lesdites Ecritures seront aussi bonnes & valables , que si elles avoient été par eux-mêmes écrites & virées.

ARTICLE VIII.

Que tous Viremens des Parties seront faits en présence de tous ceux qu'on y fait entrer , ou des Porteurs de leurs Bilans , à peine d'en répondre par ceux qui auront fait écrire pour les Absens , & ce sur les Bilans & non en feuilles volantes ; & à l'égard des autres personnes de la Ville , qui ne portent point de Bilan , ils donneront leurs ordres à leurs Débiteurs par Billets qui leur serviront de décharge du paiement qu'ils feront des Parties , au
desir

desir de leurs Créanciers ; & pour ceux de dehors , par lesquels les Courtiers disposent les Parties , ils donneront ausdits Courtiers pouvoir suffisant , qui sera remis chez un Notaire pour la sureté de ceux qui payeront , & pour y avoir recours en cas de besoin.

ARTICLE IX.

Que les Lettres de Change acceptées payables en Paiement , qui n'auront été payées du tout ou en partie pendant icelui & jusqu'au dernier jour du mois inclusivement , seront protestées dans les trois jours suivans non fériés , sans préjudice de l'acceptation : & lesdites Lettres , ensemble les Protêts , envoyés dans un tems suffisant pour pouvoir être signifiés à tous ceux , & par qui il apartiendra : sçavoir , pour toutes les Lettres qui au-

ront été tirées au-dedans du Royaume , dans deux mois ; pour celles qui auront été tirées d'Italie , Suisse , Allemagne , Hollande , Flandre & Angleterre , dans trois mois ; & pour celles d'Espagne , Portugal , Pologne , Suède & Dannemarc , dans six mois du jour & date des Protêts. Le tout à peine d'en repondre par le Porteur desdites Lettres.

A R T I C L E X.

Que toute Lettre de Change , payable dans lesdits Paiemens , sera censée payée : sçavoir , à l'égard des Domiciliés Porteurs de Bilan sur la Place du Change de ladite Ville , dans un an : & pour les autres dans trois ans après l'échéance d'icelle , & que le paiement n'en pourra être répété contre l'Acceptant , si on ne justifie de diligences valables contre lui faites dans ledit tems.

ARTICLE XI.

Que si les Etrangers remettent en comptant, ou en Lettres de Change, après le dernier jour du mois, on ne sera obligé de les recevoir en l'acquittement de leurs Traités faites durant ledit paiement.

ARTICLE XII.

Que lorsqu'il arrivera une Faillite dans ladite Ville, les Créanciers du Failli qui se trouveront être de certaines Provinces du Royaume, ou des Pays Etrangers, dans lesquels, sous prétexte de saisie & transport, & en vertu de leurs prétendus Privileges ou Coutume, ils s'attribuent une préférence sur les effets de leurs Débiteurs Faillis, préjudiciable aux autres Créanciers absens & éloignés, ils y seront traités de la même manière, &

n'entreront en repartement des effets du Failli , qu'après que les autres auront été entièrement satisfaits , sans que cette pratique puisse avoir lieu pour les autres Regnicoles ou Etrangers lesquels étant reconnus pour légitimes Créanciers , seront admis audit repartement de bonne foi & avec équité , suivant l'usage ordinaire de ladite Ville , & de la Jurisdiction de la Conservation de ses Foire.

ARTICLE XIII.

Que toutes cessions & transports sur les effets du Failli seront nuls , s'ils ne sont faits dix jours au moins avant la Faillite publiquement connue. Que néanmoins ne seront compris en cet Article les Viremens des Parties faits en Bilan , lesquels seront bons & valables , tant que le Failli ou son Facteur portera son Bilan.

ARTICLE XIV.

Que les Teinturiers & autres Manufacturiers n'aurent Privilèges pour les dettes sur les effets & biens des Faillis que des deux dernieres années ; & que pour le surplus ils entreront dans la distribution qui en sera faite au sol la livre avec les autres Créanciers.

ARTICLE XV.

S'il arrive qu'un Mandataire de diverses Lettres de Change acceptées , aussi Créancier de l'Acceptant , ne reçoive qu'une partie de la somme totale , & fasse dans le tems du le Protêt du surplus , la compensation de sa dette étant faite ,—il sera obligé de repartir le restant à tous ceux qui lui auront fait les remises au sol la livre , & à proportion de la somme dont chacun des Remettans sera Créancier.

ARTICLE XVI.

Tous ceux qui seront Porteurs de procuration générale , pour recevoir le paiement des Promesses & Lettres de Change , remettront les originaux de leur procuration entre les mains d'un Notaire , & seront lesdits Porteurs de procuration obligés d'en fournir des expéditions à leurs frais à ceux qui payeront les susdites Lettres.

ARTICLE XVII.

Toute procuration pour recevoir paiement de Lettres de Change , Promesses , Obligations & autres dettes , n'aura plus de force passé une année , si ce n'est que le tems qu'elle devra durer soit précisément exprimé ; auquel cas elle servira pour tout le tems qui sera énoncé en icelle , s'il n'aparoît d'une révocation.

ARTICLE XVIII.

Que les Faillis & Banqueroutiers ne pourront entrer en la Loge du Change, ni écrire & virer Parties, si ce n'est après qu'ils auront entierement payé leurs Créanciers, & qu'ils en auront fait aparoir; & pour donner moyens ausdits Faillis de payer leurs Créanciers des effets qu'ils auront à recevoir, ils le pourront faire par transports, procurations ou ordre à telles personnes qu'ils aviseront, lesquels payeront à leur acquit ce qu'ils ordonneront, & seront nommés pour eux aux Parties qui seront passées en écritures.

ARTICLE XIX.

Les Courtiers ou Agens de Banque & Marchandises de ladite Ville, seront nommés par les Prévôt des Mar-

chands & Echevins, entre les mains desquels ils prêteront le serment en la maniere accoutumée, en justifiant par des attestations des principaux Négocians, en bonne & dûë forme, de leurs vie & mœurs, & capacité au fait & exercice de ladite Charge : & seront lesdits Courtiers réduits à un certain nombre, & tel qu'il sera jugé convenable par lesdits sieurs Prévôts des Marchands & Echevins, sur l'avis des Négocians..

A R T I C L E X X.

Que tous Banquiers, Porteurs de Bilan, & Marchands en gros, négociant sous les privilèges des Foires de Lyon, seront obligés de tenir livres de raison en bonne & dûë forme ; & tous Marchands Boutiquiers, & vendant en détail, des livres journaux : autrement en cas de dérouté seront déclarés

DES NEGOCIANS. 153

Banqueroutiers frauduleux, & comme tels, condamnés aux peines qu'ils devront encourir en ladite qualité.

ARTICLE XXI.

Que très-expresses inhibitions & défenses seront faites à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de contrevenir à ce que dessus directement ou indirectement, à peine de trois mille livres d'amende contre chaque Contrevenant, applicable, sçavoir, le quart à l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône, le quart à l'Aumône générale, le quart au Dénonciateur, & le quart à la réparation de la Loge des Changes.

Il faut sçavoir pour l'intelligence de ce Règlement, qu'il y a quatre termes convenus dans l'année pour les paiemens qui

154 INSTRUCTION

se font à Lyon entre Négocians ;
sçavoir , le paiement des Rois ,
celui de Pâques , celui d'Août ,
& celui de la Toussaint. Ces
paiemens durent un mois du
jour de leur ouverture. Le paie-
ment des Rois commence le
premier de Mars ; le paiement
de Pâques , le premier Juin ; le
paiement d'Août , le premier
Septembre , & celui de la Touf-
saint le premier Décembre.

Sur l'Article I V.

Du Virement de Parties.

On entend par Virement de
Parties une maniere des'acquit-
ter par compensation de ce qui
est dû par un Marchand à un

autre Marchand. Par exemple , Claude doit à Jean 2000. liv. Jean est Débiteur de Nicolas, & Nicolas l'est de Claude. Claude donne Nicolas en paiement à Jean, & Jean, Débiteur de Nicolas, est acquité par ce transport.

Il y a des Viremens de Parties quelquefois entre douze Marchands. On ne peut en donner de détail particulier. Il dépend des circonstances.

Nota: Lorsqu'on ne voit point un Négociant sur la Place pendant le tems des paiemens, ni personne qui le représente, il est réputé avoir fait Faillite.

Sur l'Article V I.

De l'Escompte.

L'Escompte est une diminution sur le prix des Marchandises, convenüe entre le Vendeur & l'Acheteur ; à condition par ce dernier de payer avant l'échéance du terme. Ou, si l'on veut, l'Escompte est une remise du Créancier au Débiteür, eu égard à l'anticipation du paiement.

Après le Règlement de 1667. pour la Ville de Lyon, il y eut différentes contestations entre les Officiers de la Sénéchaussée & Présidial de la même Ville, & les Juges Conservateurs. Ce qui don-

na lieu à l'Edit dont les Articles sont ci - après. Il porte règlement pour la Jurisdiction Civile & Criminelle du Prévôt des Marchands & Echevins, Président, Juges Gardiens & Conservateurs des Priviléges des Foires de la Ville de Lyon, avec attribution du pouvoir de juger en dernier ressort jusqu'à 500. liv. Cet Edit est du mois de Juillet 1669.

ARTICLE I.

Lesdits Prévôt des Marchands & Echevins de notre bonne Ville de Lyon, Juges Conservateurs desdites Foires, connoîtront privativement ausdits Officiers de la Sénéchaussée & Siege Présidial de ladite Ville & à

tous autres Juges , de tous Procès mus & à mouvoir pour le fait du Négoce & Commerce de Marchandises , circonstances & dépendances ; soit en tems de Foires ou hors de Foires , en matiere Civile & Criminelle ; de toutes Négociations faites pour raison desdites Foires & Marchandises , circonstances & dépendances : de toutes Sociétés , Commissions , Troc , Change , Rechange , Virement de Parties , Courtages , Promesses , Obligations , Lettres de Change , & toutes autres affaires entre Marchands & Négocians en gros ou en détail , Manufacturiers des choses servant au Négoce , & autres de quelque qualité & condition qu'ils soient , pourvu que l'une des Parties soit Marchand ou Négociant , & que ce soit pour fait de Négoce , Marchandise ou Manufactures.

ARTICLE II.

Déclarons tous ceux qui vendent des Marchandises, & qui en achètent pour les revendre, ou qui portent Bilan, & tiennent Livres de Marchand, ou qui stipulent des payemens en tems de Foires, Justiciables desdits Juges Conservateurs, pour raison desdits faits de Marchandises & de Foires ou payemens.

ARTICLE III.

Connoîtront aussi lesdits Juges Conservateurs, privativement ausdits Officiers de la Sénéchaussée & Siege Présidial & tous autres Juges, des Voitures, des Marchandises & Denrées dont les Marchands font commerce seulement.

ARTICLE IV.

Connoîtront pareillement de toutes

160 INSTRUCTION

Lettres de Répi , Banqueroutes , Faillites , & Déconfitures de Marchands , Négocians , & Manufacturiers des choses servant au Négoce , de quelque nature qu'elles soient ; & en cas de fraude , procéderont extraordinairement & criminellement contre les Faillis , auxquels & à leurs Complices ils feront & passeront le Procès suivant la rigueur des Ordonnances , à l'exclusion de tous autres Juges : se transporteront aux maisons & domiciles desdits Faillis , procéderont à l'aposition des scellés , confection des inventaires , ventes judiciaires de leurs meubles & effets , même de leurs immeubles par saisies , criées , ventes , & adjudication par decret & à la distribution des deniers en provenant en la maniere accoutumée , entre les Oposans & autres prétendant droit sur

lesdits biens & effets , sans qu'aucunes desdites Parties se puissent pourvoir pour raison de ce , pardevant lesdits Officiers de la Sénéchaussée & Siège Présidial , ni ailleurs que pardevant lesdits Juges Conservateurs , sous prétexte de la demande de paiement du Louage des Maisons , Gages des Domestiques , Lettres de Répi , Privilège , droit de Committimus , Incompétence , Récusation ou autrement , en quelque maniere que ce soit , à peine de trois mille livres d'amende , & de tous dépens , dommages & intérêts ; à la charge néanmoins que les criées seront certifiées par les Officiers de ladite Sénéchaussée en la manière accoutumée.

ARTICLE V.

Faisons très-expreses inhibitions &

défenses ausdits Officiers de ladite Sénéchaussée & Siège Présidial, & à tous autres Juges, de prendre aucune connoissance, ni s'entremettre en l'aposition desdits scellés, confection desdits inventaires, décrets, ventes & adjudications desdits effets, meubles ou immeubles des Faillis directement ou indirectement, sous prétexte de la certification desdites criées, prévention, requêtes à eux présentées par des Créanciers non privilégiés ou autrement, à peine de répondre des dommages & intérêts des Parties en leurs noms.

ARTICLE VI.

Et en conséquence de ce, conformément à l'Arrêt de notredit Conseil du vingt-deuxième jour de Juin 1669. faisons défenses à notre Cour de Parlement de Paris, & à toutes nos

autres Cours d'ordonner aucuns renvois ausdits Officiers de la Sénéchaufée & Siège Présidial, ni ailleurs qu'ausdits Juges Conservateurs des matieres susdites, & autres sujettes à ladite conservation, & ausdits Officiers du Présidial, de les mettre à execution, à peine de nullité & dommages & intérêts des Parties.

ARTICLE VII.

De toutes lesquelles matieres lesdits Prévôt des Marchands & Echevins, Juges Conservateurs, connoîtront & jugeront à l'avenir souverainement & en dernier ressort jusqu'à la somme de cinq cent livres, auquel effet, Nous, de notre même Puissance & Autorité Royale, leurs en attribuons toute Cour, Jurisdiction & connoissance, pour être leurs Sentences & Jugemens de la qualité susdite

exécutés comme Arrêts de Cour Souveraine. Faisons défenses aux Parties de se pourvoir contre lesdites Sentences & Jugemens par Apel ou autrement, & à nos Cours de Parlement, Officiers de nos Sièges Présidiaux, & tous autres Juges d'en connoître, à peine de nullité & cassation de procédures, dépens, dommages & intérêts.

ARTICLE VIII.

Et à l'égard des sommes excédantes celle de cinq cent livres, seront leurs Sentences & Jugemens exécutés par provision au principal, nonobstant opositions ou appellations, & sans préjudice d'icelle.

ARTICLE IX.

Les Sentences & Jugemens desdits Prévôt des Marchands & Echevins,

Juges Conservateurs , diffinitifs , ou provisionnels , seront exécutés dans toute l'étendue de notre Royaume , sans Visa ni Pareatis , de même que si lesdites Sentences & Jugemens étoient scellés de notre grand Sceau. Défendons à nos Cours de Parlement , Sièges Présidiaux , & à tous autres Juges d'y apporter aucun empêchement sur les peines susdites.

ARTICLE X.

Faisons pareillement défenses auxdits Officiers de la Sénéchaussée & Siège Présidial de prononcer par contraintes par corps & exécution provisionnelle de leurs Ordonnances & Jugemens , conformément aux rigueurs de la Conservation , à peine de nullité , cassation de leurs Jugemens , & de répondre en leurs propres & privés noms des dommages & intérêts des

Parties, réservant la faculté de prononcer ainsi aux seuls Juges Conservateurs.

ARTICLE XI.

Les Marchands & Négocians sous les privilèges desdites Foires, notoirement solvables, seront reçus pour caution comme ils ont été ci-devant, & auparavant notre Ordonnance du mois d'Avril 1667. en exécution des Sentences & Jugemens desdits Juges Conservateurs, sans qu'ils soient tenus de donner déclaration & dénombrement de leurs biens, meubles & immeubles.

ARTICLE XII.

Nous avons éteint & supprimé, & de notre même Puissance & Autorité éteignons & supprimons par notre présent Edit les Offices de notre

Procureur, & des Procureurs postulant en la Jurisdiction de la Conservation des Foires de Lyon, sans qu'à l'avenir ils puissent être rétablis pour quelque cause & occasion, & sous quelque prétexte que ce soit, & la fonction de notre dit Procureur uni & incorporé, de même que les autres Offices de ladite Jurisdiction de la Conservation, au Corps Consulaire de ladite Ville, à la charge néanmoins de rembourser par lesdits Prévôt des Marchands & Echevins dans six semaines pour tout délai, à compter du jour de la publication de notre présent Edit, le prix d'icelui, & la Finance actuelle desd. Procureurs postulant, frais & loiaux coûts à ceux qui en sont pourvus; & ce suivant la liquidation qui en sera faite par les Commissaires qui seront à ce par Nous députés: jus-

ques auquel remboursement actuel
lesdits Officiers ne pourront être dé-
possédés.

ARTICLE XIII.

Quoi faisant, lesdits Prévôt des
Marchands & Echevins nommeront
& établiront de trois ans en trois ans
un Officier de probité & suffisance
connue, pour faire la fonction de
notredit Procureur en ladite Conser-
vation gratuitement & sans frais, à
peine de concussion : lequel Officier
ou Gradué, ainsi par eux choisi,
nommé & établi fera ladite fonction
en vertu de notre present Edit & de
ladite nomination, sans qu'eux ni lui
soient tenus de prendre aucunes Let-
tres de provision ou confirmation,
dont nous les avons en tant que be-
soin dispensé & dispensons; voulant
que

que Notre présent Edit lui serve & ausdits Prévôt des Marchands, Echevins, Juges Conservateurs & à leurs successeurs esdites Charges, de toutes Lettres & autres actes qui pourroient être sur ce nécessaire; & après lesdits trois ans expirés sera procédé à nouvelle nomination, sans que pour quelque cause & occasion que ce soit, ledit Officier ou Gradué puisse être continué, ni que lesdits Prévôt des Marchands & Echevins puissent à l'avenir user de la faculté qui leur avoit été accordée par Notredit Edit du mois de Mai 1655. de nommer deux Avocats en ladite Jurisdiction. Pourront néanmoins en cas de maladie, absence ou légitime empêchement dudit Officier ou Gradué, en nommer & commettre un autre pour faire les

mêmes fonctions dudit Procureur de Sa Majesté.

ARTICLE XIV.

Voulons que le Titre 16. de la forme de proceder pardevant les Juge & Consuls des Marchands, de Notre Ordonnance du mois d'Avril 1667. soit suivi & observé ponctuellement en ladite Jurisdiction de la Conservation ; & conformément à icelui , faisons défenses de se servir en ladite Jurisdiction du ministere d'aucun Avocat & Procureur ; mais seront tenuës les Parties de comparoir en personne à la premiere assignation pour être ouïes par leurs bouches ; & en cas de maladie , absence ou autre légitime empêchement ; pourront envoyer un mémoire contenant les moyens de leurs demandes , ou défenses signées de

leurs mains, ou par un de leurs parens, voisins ou amis, ayant de ce charge ou procuration spéciale, dont il fera aparoir; à l'exception néanmoins des matieres criminelles, d'aposition de scellés, confections d'inventaires, saisies & criées, ventes & adjudications, tant de meubles qu'immeubles, opositions à icelles, ordre & préférence en la distribution des deniers qui en proviendront; esquelles affaires seulement & non autres, Nous permettons de se servir du miniftère des Avocats & Procureurs.

A R T I C L E X V.

Et interprétant Notre Edit du mois de Mai 1655. Avons ordonné & ordonnons que lors qu'aucun dudit corps Consulaire ne sera gradué, & qu'il s'agira d'une des matieres susdites, es-

quelles on peut se servir du ministère des Avocats & Procureurs, lesdits Prévôt des Marchands & Echevins seront tenus de nommer un Officier de ladite Sénéchaussée & Siège Présidial pour instruire, juger lesdites affaires, & y prononcer suivant la forme & manière prescrite par Notredit Edit, sans qu'ils puissent être tenus d'en nommer pour toutes les autres qui ne sont point de la qualité susdite; & sans qu'il puisse prétendre la préférence sur le Prévôt des Marchands, lequel tiendra toujours le premier rang & séance, encore qu'il ne soit gradué.

ARTICLE XVI.

Faisons en outre défenses ausdits Officiers de ladite Sénéchaussée & Siège Présidial, d'élargir aucuns Prisonniers, qui ayent été constitués de

l'Ordonnance desdits Prévôt des Marchands & Echevins, Juges Conservateurs, à peine d'en répondre en leurs propres & privés noms.

A R T I C L E X V I I.

Et au Greffier de ladite Conservation de prendre pour tous droits des Jugemens, expéditions, procédures & autres actes qui se feront en ladite Jurisdiction, plus grande somme que celle de deux sols six deniers pour chacun rôle de Grosse, à peine de concussion. Et en cas de contravention, ordonne Sa Majesté que la connoissance en apartiendra ausdits Juges Conservateurs en premiere instance, & par apel au Parlement de Paris.

Des Contraintes par Corps.

Les Contraintes par Corps portées dans les Sentences rendues à la Conservation de Lyon, sont exécutées envers ceux contre lesquels elles sont prononcées, non seulement dans la Ville, Fauxbourgs & Sénéchaussée de Lyon, mais encore dans toutes les Provinces, & dans le ressort de quelques Parlemens qu'ils soient domiciliés, ou qu'ils puissent être trouvés, même dans leurs maisons, nonobstant tous privilèges, exemptions, immunités, Edits, Déclarations & Arrêts contraires, auxquels il a été dérogé par un Edit du mois d'Août 1714.

Des Lettres de Change.

Les Lettres de Change sur Lyon n'ont point de jours de grâce ; elles se payent le jour de l'échéance : c'est un usage reçu & confirmé par un Arrêt du Parlement du 26. Janvier 1726.

De la Diminution des Espèces.

Par Arrêt du Conseil du 16. Juillet 1720. les Marchands de Lyon, Porteurs de Lettres & Billets, ne peuvent être contraints à recevoir leur dû avant le jour de l'échéance, ainsi que les Marchands des autres Villes du Royaume ; & à l'égard de ceux qui ont fait des Promesses pour Marchandises dont l'Es-

compte a été réglé, ils peuvent se libérer trente jours francs avant le jour marqué pour la diminution des Espèces. Le même Arrêt porte que ceux qui ne se feront pas présentés le jour de l'échéance, recevront les Espèces telles qu'elles valoient le jour de l'échéance. Mais celui du 7. Juillet 1726. n'accorde le profit de l'augmentation qu'aux Porteurs qui auront fait les diligences dans le terme prescrit par l'Ordonnance.



CHAPITRE IX.

Des Lettres d'Etat.

LES Lettres d'Etat sont accordées par le Roi pour surseoir l'Instruction ou Jugement des Procès où les Impétrans ont un droit personnel, & ce droit ne peut s'étendre à leurs Pères, Meres ou Enfans.

On les octroye plus facilement aux Officiers des Troupes de Terre & de Mer qu'à d'autres. Elles ne peuvent être révoquées que par d'autres Lettres, ou par Arrêt du Conseil; aucune Cour, soit supérieure ou autre, ne peut juger au préjudice.

Elles ne sont accordées que pour six mois, & ne peuvent servir dans les affaires où le Roi a intérêt, ni dans les matieres criminelles. Elles ne peuvent empêcher non plus les poursuites pour le payement des Légitimes des Enfans puînés, Pensions viagères, Alimens, Médicamens, Loyers de Maisons, Gages des Domestiques, Journées d'Artisans, Reliquats de Comptes de Tutelle, Dépôt nécessaire, & Maniement des deniers publics, Lettres & Billets de Change, Executions des Sociétés de Commerce, Cautions Judiciaires, Frais Funéraires, Arrérages de Rentes Seigneuriales & Foncie-

res, & Rédevance de Baux Amphiteotiques.

Il ne serviroit de rien d'en obtenir pour éloigner la Consignation d'une adjudication, le payement du prix d'une Acquisition, les Poursuites d'un Decret & d'un Bail Judiciaire, & l'Adjudication des Biens saisis.

Elles seroient encore inutiles dans les Procès entre Cohéritiers d'une même succession; en matiere de Restitutions, Dot, Douaires & Conventions Matrimoniales.

Un Créancier peut saisir réellement les biens de son Débiteur au préjudice de ces Lettres; mais si elles sont signées avant

le Bail Judiciaire, on ne peut étendre la Procédure, que jusqu'au Bail Judiciaire exclusivement; & si le Bail Judiciaire est fait, on ne peut continuer que jusqu'au congé d'adjuger, aussi exclusivement. (1)

(1) Ordonnance de 1669. Tit. 52.
& Déclaration du Roi du 23. Décembre 1702.



CHAPITRE X.

Des Lettres de Répi.

LES Lettres de Répi sont une surseance ou délai de payer. Elles portent défenses d'attenter à la personne & aux biens de celui qui les a obtenues. On les expédie au Grand Sceau ; Sa Majesté ne les accorde qu'à ceux qui ont souffert de grandes pertes, & qui ont des biens ou des effets à suffire pour s'acquitter envers leurs Créanciers. Ils ont recours à ces Lettres, lorsqu'on ne veut pas leur accorder un délai raisonnable.

Elles sont adressées au Juge lè

plus prochain du domicile de l'Impétrant, à moins que la majeure partie des Créanciers hypothécaires ne soit en instance avec lui pardevant un autre Juge ; en ce cas elles lui feroient adressées, sans pouvoir en demander l'évocation ni le renvoi pour cause de privilège. (1)

Par ces Lettres le Juge à qui elles sont adressées, est maître d'accorder à l'Impétrant le délai qu'il juge à propos pour payer ses dettes ; cependant ce délai ne peut être que de cinq ans, à moins qu'il ne plût aux deux

(1) Ordonnance de 1669. Tit. des Repis, Art. 3.

tiers des Créanciers hipotéquaires de l'étendre au-delà.

L'Impétrant a six mois pour en poursuivre l'entérinement, du jour de la signification qu'il en fait, avec assignation pour y procéder. Pendant ce délai, il est défendu d'attenter à sa personne & à ses meubles meublans. (1)

Il est cependant permis à ses Créanciers de faire saisir & exécuter les meubles de leurs Débiteurs, nonobstant les Lettres de Répi, de faire procéder aux Criées & Baux Judiciaires de ses immeubles; mais ils ne peuvent

(1) Art. 4. & 5. de l'Ordonnance de 1669.

procéder à la vente des choses saisies pendant le délai accordé par les Lettres ou par le Juge à qui elles sont adressées, sans le consentement du Débiteur. Il n'y a que les meubles qui peuvent dépérir pendant la saisie qu'il est permis de vendre. (1)

On ne peut refuser au Débiteur une provision sur les fruits & revenus de ses immeubles saisis, quand tous ses immeubles, ou la majeure partie sont saisis. Il faut appeler à cet effet les Créanciers pardevant le Juge qui a entériné les Lettres de Répi.

(1) Article 6. de l'Ordonnance de 1669.

Ses Ordonnances, soit préparatoires, soit définitives, s'exécutent nonobstant apellation ou opposition, & ses Sentences resfortissent sans moyen aux Cours de Parlement. (1)

Les Lettres de Répi ne peuvent avoir lieu pour les pensions & alimens, pour les loyers de maisons, pour les moissons de grains, pour les gages des Domestiques, pour les reliquats de compte de tutelle, pour manèment des deniers publics & pour dépôts, pour Lettres de Change, pour caution judiciaire,

(1) Articles 7. 8. & 9. de l'Ordonnance de 1669.

pour frais funéraires, pour arrérages de rentes foncières & redevances de baux amphitéotiques, pour dus adjugés par Sentences définitives & contradictoires. (1)

Nota. On n'observe pas l'Article de la Coutume de Paris, qui porte que le Répi n'a point lieu contre le dus adjugé par Sentence. Si cela étoit, comme il n'est guères de Débiteurs contre qui il n'y ait des Sentences, les Lettres de Répi feroient d'un foible avantage.

On ne peut obtenir deux fois

(1) Coutume de Paris, & Ordonnance de 1669. Tit. 6. Art. 2.

des Lettres de Répi pour une même cause, & les Créanciers ne peuvent accepter la renonciation d'un Débiteur au bénéfice de ces Lettres ; elle seroit nulle. (1)

Depuis l'Ordonnance de 1669. & l'Edit du Commerce de 1673. il y a eu une Déclaration du Roi du 23. Décembre 1699. concernant les Lettres de Répi : voici les Articles qu'elle contient.

ARTICLE I.

Que les Négocians, Marchands, Banquiers & autres, qui voudront

(1) Articles 12. & 13. de l'Ordonnance de 1669.

obtenir des Lettres de Répi, soient tenus d'y joindre un état qu'ils certifieront véritable de tous leurs effets, tant meubles qu'immeubles, & de leurs dettes, qui demeurera attaché sous le Contre-scel.

ARTICLE II.

Ils seront pareillement tenus, aussitôt après le sceau & expédition des Lettres de Répi, de remettre au Greffe, tant du Juge auquel l'adresse en aura été faite, que de la Jurisdiction Consulaire la plus prochaine, un double d'eux certifié, du même état de leurs effets & dettes, d'en retirer les certificats des Greffiers, & de faire donner copie, tant dudit état que desdits certificats à chacun de leurs Créanciers, dans le même tems qu'ils leur feront signifier les Lettres de Répi qu'ils auront obtenues, à peine d'être

déchus de l'effet de leurs Lettres, à l'égard de ceux auxquels ils n'auront point fait donner copie desdits Etats & Certificats.

ARTICLE III.

Et si les Impétrans sont Négocians, Marchands ou Banquiers, ils seront tenus, outre les formalités contenues en l'Article précédent, & sous les mêmes peines, de remettre au Greffe du Juge, à qui l'adresse des Lettres aura été faite, leurs Livres & Registres, d'en tirer un Certificat du Greffe, & d'en faire donner copie à chacun de leurs Créanciers, dans le même tems qu'ils leur feront signifier leurs Lettres.

ARTICLE IV.

Et en interprétant l'Article troisième du Titre neuvième de Notre Ordonnance du mois de Mars

1673. Ordonnons que les Négocians, Marchands, Banquiers & autres, qui auront obtenu des Lettres de Répi, seront tenus de les faire signifier dans huitaine, s'ils sont domiciliés dans la Ville de Paris, à leurs Créanciers & autres Intéressés demeurant dans la même Ville ; & si les Impétrans ou leurs Créanciers ont leurs domiciles ailleurs, le délai de huitaine sera prorogé, tant pour les uns que pour les autres, d'un jour pour cinq lieues de distance, sans distinction du ressort des Parlemens.

ARTICLE V.

Les Créanciers auxquels les Lettres de Répi auront été signifiées, pourront s'assembler & nommer entr'eux des Directeurs ou Syndics, pour assister aux ventes que l'Impétrant pour-

DES NEGOCIANS. 191

ra faire à l'amiable de ses effets ; & poursuivre conjointement avec lui le recouvrement des sommes qui lui sont dûes.

ARTICLE VI.

Après que les Actes de nomination de Directeurs ou Syndics auront été signifiés aux Impétrans & à leurs Débiteurs, les Impétrans ne pourront disposer de leurs effets, & en recevoir le prix, ni leurs Débiteurs pour les sommes qu'ils doivent, autrement qu'en présence desdits Directeurs ou Syndics, ou eux dûement apellés, à peine contre les Impétrans d'être déchus de l'effet des Lettres de Répi, & contre les Débiteurs de nullité des païemens.

ARTICLE VII.

N'entendons néanmoins par les

deux Articles précédens , déroger à l'Article VI. de Notredite Ordonnance du mois d'Août 1669. ni ôter aux Créanciers des Impétrans la liberté d'user des voies portées par ledit Article.

A R T I C L E V I I I.

Ceux qui auront obtenu des Lettres de Répi, seront tenus, s'ils en sont requis par leurs Créanciers, de remettre au lieu & es mains de celui dont ils conviendront, ou qui sera nommé par le Juge auquel elles auront été adressées, les Titres & Pièces justificatives des effets mentionnés dans l'état qu'ils auront certifié véritable, pour y demeurer jusqu'à la vente ou recouvrement desdits effets.

A R T I C L E I X.

Voulons que les Articles II. III. &

& V. du Titre IX. de notre Ordonnance du mois de Mars 1673. ayant lieu, & soient observés pour tous ceux qui obtiendront des Lettres de Répi, soit qu'ils soient Négocians, Marchands, Banquiers ou autres de quelque profession qu'ils puissent être.

» Au cas que l'état se trouve frauduleux, ceux qui auront obtenu des Lettres ou des Défenses, en seront déchus, encore qu'elles aient été entérinées ou accordées contra-dictoirement, & le demandeur ne pourra plus en obtenir d'autres, ni être reçu au bénéfice de cession.

» *Ordonn. de 1673. Tit. 9. Art. 2.*

» Les Défenses générales & les Lettres de Répi seront signifiées dans huitaine aux Créanciers & autres Intéressés qui seront sur les lieux, & n'auront effet qu'à l'égard de

Partie I. I

194. INSTRUCTION

» ceux auxquels la signification en au-
» ra été faite. *Art. 3. de la même.*

» Voulons que ceux qui auront ob-
» tenu des Lettres de Répi ou des
» Défenses générales, ne puissent être
» élus Maires ou Echevins des Villes,
» Juges aux Consuls des Marchands,
» ni avoir voix active & passive dans
» les Corps & Communautés ni être
» Administrateurs des Hôpitaux, ni
» parvenir aux autres fonctions publi-
» ques, & même qu'ils en soient ex-
» clus, en cas qu'ils fussent actuelle-
» ment en charge. *Art. 5. de la même.*

ARTICLE X.

Voulons qu'outre les dettes spéci-
fiées dans l'Article XI. de notre dite
Ordonnance du mois d'Août 1669. il
ne soit accordé aucunes Lettres de Ré-
pi pour restitution de dépôts volontai-
res, stellionat, réparation, domnia.

ges & intérêts adjugés en matiere criminelle, ni pour les poursuites des Cautions extrajudiciaires, & des Co-obligés qui pourront, nonobstant les Lettres de Répi, agir contre ceux qui les auront obtenuës par les mêmes voies qu'ils seront poursuivis ; & en cas qu'il en fut obtenu quelques-unes, elles n'auront aucun effet, à l'égard des dettes de la qualité portée tant par ledit Article XI. que par le présent Article.

» Aucuns Répis ne seront accordés
» pour pensions, alimens, médica-
» mens, loyer de maison, moisson de
» grains, gages de Domestiques,
» journées d'Artisans & de Mercenai-
» res, reliquats de compte de tutelle,
» dépôts nécessaires, & maniement des
» deniers publics, Lettres de Change,
» marchandises prises sur l'étape, foi-

- » res ; marchés , hales , ports publics ,
 - » poisson de mer frais , sec & salé ,
 - » cautions judiciaires , frais funéraires ,
 - » arrérages de rente foncière , &
 - » redevance de baux amphytéotiques.
- » *Ordonn. de 1669. Tit. 6. Art. 11.*

ARTICLE XI.

Et si les Créanciers pour dettes , contre lesquelles les Lettres de Répi ne doivent pas avoir lieu , font vendre les meubles ou immeubles de leur Débiteur , les autres Créanciers pourront former leur opposition , & contester sur la distribution du prix , même toucher les sommes qui leur seront adjugées , nonobstant l'entérinement qui pourroit avoir été ordonné avec eux des Lettres de Répi , sans néanmoins qu'ils puissent , pendant le délai qui aura été donné au Débiteur , faire aucunes exécutions sur lui ni pour-

suivre la vente de ses effets, si ce n'est qu'ils eussent commencé leurs exécutions, ou qu'ils fussent poursuivant criées avant la signification des Lettres de Répi, & qu'ils fussent sommés par les Créanciers, contre lesquels elles n'ont lieu de continuer leurs poursuites, ou de les y laisser subroger par la Justice.

ARTICLE XII.

Voulons pareillement que les Impétrans ne puissent s'en servir, s'ils étoient accusés de banqueroute & constitués prisonniers ou le scellé apôsé sur leurs effets pour ce sujet; & en cas qu'avant la signification des Lettres de Répi, ils eussent été arrêtés prisonniers pour dettes civiles seulement, ils ne pourront être élargis en vertu de nosdites Lettres, s'il n'est ainsi ordonné par le Juge auquel elles auront

été adressées , après avoir entendu les Créanciers , à la Requête desquels ils auront été arrêtés ou recommandés.

ARTICLE XIII.

Voulons que l'homologation des Contrats d'abandonnement des biens & effets qui seront passés en conséquence des Lettres de Répi par ceux qui les auront obtenues , soit porté devant les Juges auxquels l'adresse en aura été faite , & que les appellations des Jugemens , qui interviendront sur ce sujet , soient relevées & ressortissent nuëment en Nos Cours de Parlement.

ARTICLE XIV.

Voulons au surplus que les dispositions de Nos Ordonnances des mois d'Août 1669. & Mars 1673. aux Tit. des Répis , soient exécutés selon leur forme & teneur en tout ce qui n'est point contraire à notre présente Déclaration.

CHAPITRE XI.

Des Cessions de Biens.

LA Cession de biens est un bénéfice de la loi par le moyen duquel un Débiteur peut éviter la prison en abandonnant tous ses biens à ses Créanciers, ou recouvrer sa liberté, s'il est constitué prisonnier.

Lorsqu'un Négociant qui a fait faillite ne peut obtenir de ses Créanciers la remise ou les termes qu'il leur demande, il est en droit de présenter Requête au Juge ordinaire des lieux, & de conclure à ce qu'il lui soit donné acte de la cession qu'il leur fait de

ses biens mobiliers & immobiliers, si mieux n'aiment les Créanciers lui accorder l'atermoyement qu'il leur a proposé, aux offres d'observer les formalités de l'Ordonnance.

Le Juge met son Ordonnance au bas de la Requête. Ensuite les Créanciers sont assignés & la cause portée à l'Audience. Si le Débiteur n'est point convaincu de fraude, & que le bien public ne se trouve point intéressé dans sa demande, le Juge lui en donne acte par une Sentence, après qu'il a déclaré à l'Audience, nuë tête, & à haute voix, qu'il abandonne tous ses biens à ses Créanciers, & qu'il a affirmé que cet abandon

est sans fraude. Voilà les formalités de l'Ordonnance.

L'usage du Pilon & du Bonnet verd n'a plus lieu. L'Huissier qui fait le Procès-verbal de l'abandonnement des biens, & de la déclaration qu'en a fait le Failli, ajoute qu'il a satisfait à l'Ordonnance. Voilà ce que peut faire un Cessionnaire qui est en liberté. Celui qui est prisonnier leve la Sentence qui l'a reçu au bénéfice de Cession; la fait signifier, & un Huissier en vertu de Jugement vient le faire sortir de la prison. Ensuite le Cessionnaire se rend en personne à l'Audience de la Jurisdiction Consulaire, & au défaut en l'Assemblée de l'Hôtel de Ville, où

enfin devant son Juge, s'il n'y a point d'Hôtel de Ville, Il y déclare son nom, furnom, qualité & demeure, & qu'il a été reçu au bénéfice de Cession. Cette déclaration est luë & publiée par le Greffier, & insérée dans un tableau public. Il est dressé Procès-verbal du tout, qu'il faut signifier aux Créanciers, & par là le Cessionnaire est libéré de la Contrainte par corps.

On ne reçoit point au bénéfice de Cession tous Marchands & Artisans qui achètent des Forains au comptant, surtout lorsqu'il s'agit de denrées qui se vendent en plein marché. Les Fermiers, les Etrangers non naturalisés, les Dépositaires de biens

de Justice en font exclus pareillement, aussi-bien que les Tuteurs en ce qui concerne leurs dettes envers les Mineurs, les Reliquataires des deniers Royaux, & des Débiteurs des amendes causées pour reparation seulement. (1)

(1) Outre les formalités ordinairement observées pour recevoir au bénéfice de Cession de biens , les Négocians & Marchands en gros & en détail , & les Banquiers , les Impétrans , seront tenus de comparoir en personne à l'Audience de la Jurisdiction Consulaire , s'il y en a ; sinon en l'Assemblée de l'Hôtel commun des Villes , pour y déclarer leur nom , surnom , qualité & demeure , & qu'ils

CHAPITRE XII.

Des Faillites & Banqueroutes.

LA Faillite est la dérouté des affaires d'un Négociant causée par des accidens qui le rendent insolvable ; c'est en quoi il faut la distinguer de la Banqueroute. Celle-ci est la dérouté d'un Négociant en fraude de ses Créanciers. L'Ordonnance de 1739.

ont été reçus à faire Cession de biens : & sera leur déclaration lue & publiée par le Greffier , & insérée dans un tableau public.

Les Etrangers qui n'auront obtenu nos Lettres de naturalité ou de déclaration de naturalité , ne seront point reçus à faire Cession. *Edit du Commerce, Tit. 10.*

& les Déclarations des 4. Octobre 1723. & 31. Août 1729. prononcent la peine de mort contre ces derniers, & des amendes & peines infamantes contre leurs Fauteurs.

Du tems où la Faillite est réputée ouverte.

Lorsqu'un Débiteur ne paroît plus, que personne ne le représente chez lui pour acquitter ses engagemens, ou que sa boutique est fermée, ou son magasin ; ou enfin lorsque le scellé a été mis sur ses effets, la Faillite ou Banqueroute est réputée ouverte ; alors toutes Cessions & Transports sur ses biens sont nuls, s'ils ne sont faits au moins dix jours

avant, & tous actes ou obligations passées pardevant Notaire au profit des Créanciers du Faili, ou pour contracter de nouvelles dettes, aussi-bien que les Sentences renduës contre lui, n'acquiescent aucun hipotèque ni préférence sur les Créanciers Chirographaires, s'il n'y a au moins dix jours d'intervalle entre leur datte & le jour de la Faillite ou Banqueroute ouverte. (1)

Du devoir des Juge & Consuls dans les Faillites.

Suivant la Déclaration du Roi du 13. Septembre 1739. il ne peut

(1) Déclaration du Roi du 18. Novembre 1702.

être procédé à l'homologation d'aucuns contrats d'atermoyement, ni reçu l'affirmation d'aucuns Créanciers, sans qu'au préalable le Failli ne se soit présenté à la Jurisdiction Consulaire la plus prochaine du lieu de sa demeure pour y déposer l'Etat de ses dettes actives & passives (c'est ce qu'on nomme le Bilan) ensuite en affirmer la vérité.

La même Déclaration ordonne que les Juge & Consuls examineront par eux ou par d'anciens Consuls & Commerçans commis à cet effet, les Bilans, Titres & Pieces qui leur auront été remis par le Failli, & que dans les Négocians qu'ils commettront, il y en aura toujours

un du même Commerce de celui qui aura fait Faillite.

De la conduite que doit tenir le Failli.

Le Failli doit présenter Requête aux Juge & Consuls à l'effet de recevoir l'affirmation du Bilan qui doit y être joint. La Requête répondue, il la fait signifier à ses Créanciers, & leur indique le lieu du dépôt de son Bilan, Registres & Pieces, & le nom des Consuls ou Négocians commis pour en faire l'examen & le rapport.

Lorsqu'il y a des difficultés à éclaircir, c'est devant eux que les Créanciers doivent compar-

roître en personne, ainsi que le Failli, ou par un fondé de procuration, en cas de légitime empêchement. Alors les Juge & Consuls sont en droit d'accorder un Sauf-conduit au Failli, suivant l'esprit de la Déclaration du Roi du 13. Septembre 1739. mais dans d'autres occasions ils ne le peuvent sans la participation des Créanciers, parce qu'un Sauf-conduit, sans leur participation, auroit l'effet d'un Arrêt de deffenses, ce qui excéderoit le pouvoir des Juge & Consuls.

Le Procès-verbal de l'examen du Bilan, Registres, &c. étant fait sans aucuns frais, suivant la Déclaration du Roi ci-dessus, la

minute en restera jointe au Bilan du Failli, & ces deux Pieces seront déposées au Greffe de la Jurisdiction Consulaire. Il sera fait pareillement une copie du Procès-verbal, qui sera remise au Failli, ou aux Créanciers, pour être annexée à la Requête qui doit être présentée par la suite pour l'homologation du contrat d'atermoyement, ou autres actes.

Des peines contre le Failli & contre les Créanciers.

Il est ordonné par la même Déclaration du 13. Septembre 1739. aux Débiteurs & aux Créanciers de se conformer à ce qui vient d'être dit, à peine contre les uns

d'être poursuivis extraordinairement comme Banqueroutiers frauduleux, & contre les autres, d'être déchus de leur créance.

De la Faillite d'un Négociant dont le domicile est éloigné de la Jurisdiction Consulaire.

Comme l'esprit de la Déclaration du 13. Septembre 1739. est de découvrir l'état des affaires du Débiteur, & les Fauteurs de Banqueroute, lorsqu'un Failli dont la demeure est éloignée de la Jurisdiction Consulaire se présente, il est de la prudence des Juges de commettre dans le lieu de son domicile des Négocians pour l'examen de son Bilan, Titres &

Pieces , & pour en dresser Procès-verbal ; parce que des Commerçans voisins du Failli connoissent mieux ses facultés & celles de ses Créanciers , que des Juge & Consuls ou autres commis par eux , qui seroient éloignés , & qu'ordinairement la plupart des Créanciers se trouve dans le lieu du domicile du Failli : d'ailleurs on évite bien des frais de voyage qui diminueroient la masse , & tomberoient en pure perte pour les Créanciers.

De la Compétence des Juge & Consuls dans les Faillites.

On pourroit conclure de cette Déclaration que la connoissance

des Faillites est attribuée aux Juge & Consuls , sauf l'Apel au Parlement. Cependant il y a eu des contestations à ce sujet entre des Juges ordinaires & des Juge & Consuls. Quoiqu'il en soit , si le Failli se retiendroit devant le Juge ordinaire du lieu de son domicile, les Juge & Consuls sont en droit de revendiquer le dépôt du Bilan, Registres & Titres en leur Greffe, suivant l'esprit de la même Déclaration , & les Créanciers peuvent aussi le requérir pour le bien de la cause commune , attendu que la communication des Pièces doit s'y faire sans frais. Une autre Décl. du 4. Oct. 1723. accorde aux Juge & Consuls le droit

de continuer leur procédure notwithstanding l'Apel au Parlement, & leurs Jugemens s'exécutent par provision.

*De la Procédure contre un
Failli.*

A l'égard de la faisie réelle & des criées des immeubles d'un Failli, c'est devant le Juge ordinaire qu'on doit proceder jusqu'au Bail Judiciaire exclusivement, sans préjudice cependant de l'exécution & du renouvellement des baux judiciaires adjudés précédemment ; mais on ne peut faire de nouvelles poursuites, si ce n'est du consentement des Créanciers dont les créances ex-

cèdent la moitié du total des dettes. (1)

*De l' Election des Syndics entre les
Créanciers d'un Failli.*

Pour éviter les frais considérables qu'entraîne la déroute d'un Failli, sitôt qu'il a satisfait à la Déclaration du 13. Septembre 1739. il doit assembler ses Créanciers chez un Notaire , après les avoir avertis de s'y rendre , & s'ils ne s'y trouvent pas , il les intimera par une sommation aux fins

(1) Déclaration du Roi du 31. Août 1729. qui proroge jusqu'au 1. Septembre 1730. l'attribution des Faillites & Banqueroutes aux Jurisdictions Consulaires.

de nommer des Syndics pour vacquer soit à la vente de ses effets, soit au recouvrement de ses dettes, recevoir les deniers qui en proviendront, & généralement faire tout ce qui concernera les Créanciers. Cette élection, ainsi que toutes les délibérations qui seront prises par la suite, doivent passer à la pluralité des voix, non par le nombre des personnes, mais eu égard à ce qui leur sera dû, s'il monte aux trois quarts des dettes.

Des Fauteurs de Banqueroute.

On appelle Fauteurs de Banqueroute ceux qui favorisent le Banqueroutier en divertissant les effets

effets, en acceptant des transports ou ventes simulées, en se déclarant Créanciers ne l'étant pas; enfin en se prêtant à frauder les véritables Créanciers de quelque façon que ce soit. (1)

Des Créanciers suspects de fraude.

S'il arrivoit qu'un Négociant, Créancier d'un Failli, fût suspect, les autres Créanciers sont en droit de lui faire représenter ses Registres pour en faire le compulsoire, & le Juge doit l'ordonner, quoiqu'il y eût une obligation pardevant Notaire, supposé

(1) Edit du Commerce, Tit. 11.
Art. 13.

qu'elle fût causée pour fait de Marchandise ou autres effets d'une espèce à devoir être portée sur des Registres. (1)

De la Conduite que doivent tenir les Créanciers en certains cas.

Quoiqu'il soit défendu par la Déclaration du Roi du 13. Septembre 1739. de recevoir l'affirmation des Créanciers avant le dépôt du Bilan, titres & pièces; cependant, si le Failli est absent, ou qu'il n'ait point fait ce dépôt, un ou plusieurs de ses Créanciers sont en droit de demander au Juge, qu'il soit nom-

(1) Arrêt du Parlement du 22. Juillet 1689.

né un Commissaire pour l'examen de leurs créances & pour recevoir leurs affirmations, afin de satisfaire aux Déclarations des 11. Janvier 1716. & 4. Octobre 1723.

Lors des Assemblées des Créanciers, soit pour délibérer, soit pour recevoir le Compte du Syndic & des Directeurs de la Faillite, on doit convoquer tous ceux qui y sont intéressés; mais dans le cas où l'Assemblée n'auroit pour objet que la destitution d'un Syndic soupçonné d'intelligence avec le Failli, ou dont la gestion ne conviendrait pas aux Créanciers, on peut la convoquer sans y appeler le Syndic, & en nommer un au-

tre à sa place, par une délibération qu'il faut faire homologuer avec le Syndic destitué, en cas de contestations de sa part.

Un Créancier seul peut faire assigner les Syndic & Directeurs du Failli pour lui rendre compte de leur administration, dans le cas où ils seroient refusans de lui donner communication de ce qu'ils auroient fait pour le bien commun, & dans celui où ils n'exécuteroient pas ce qui seroit porté dans les délibérations des Créanciers.

Fin de la premiere Partie.



INSTRUCTION DES NEGOCIANS.

SECONDE PARTIE.

CHAPITRE I.

*Des Lettres de Change & de
leur Origine.*



LES Lettres de Change n'étoient point en usage chez les Anciens, & nous n'avons rien de bien constant sur leur Origine. Suivant l'opinion la plus suivie, l'époque doit en être placée vers le milieu

du treizième siècle. Quelques Italiens étant contraints de chercher un asile contre les Factions des Guelphes & des Gibelins qui désoloient leur País, se réfugièrent en France dans le Lionnois. C'est en cette Province que la nécessité leur fit inventer ces sortes de Lettres, pour retirer les Effets qu'ils avoient laissés chez leurs amis; mais on ne s'en est servi généralement qu'environ trois cent ans après. Ce sont les Lettres de Change qui ont donné l'être à tous les Billets Négociables.

La Lettre de Change n'est autre chose qu'un Transport d'une somme d'argent, fait entre deux personnes; le Tireur & celui

au profit de qui la Lettre est tirée, qui en devient propriétaire par la valeur qu'il en donne. Et cette Lettre n'est réputée Lettre de Change qu'autant qu'elle est tirée d'une Place sur une autre Place; sans cela c'est un simple Mandement; car ce ne sont pas les mots de *Change* & d'*Ordre* qui forment la Lettre de Change, c'est le transport de la somme, fait dans un lieu pour la recevoir dans un autre lieu.

Avant le Ministère du Cardinal Richelieu on ne se servoit pas du mot d'*Ordre*; mais l'embaras des Procurations qu'il falloit passer, donna lieu à ce terme, pour faciliter le commerce

des Lettres de Change, dont ce Ministre faisoit un très-grand usage.

Les Termes d'une Lettre de Change sont arbitraires. Il suffit d'y exprimer celui qui la tire, celui qui doit la payer, quand elle doit être payée, celui qui en donne la valeur, & en quoi consiste cette valeur. (1)

S'il manquoit à une Lettre de

(1) Les Lettres de Change contiendront sommairement le nom de ceux auxquels le contenu devra être payé, le tems du paiement, le nom de celui qui en a donné la valeur : & si elle a été reçue en Deniers, Marchandises ou autres Effets. *Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 1.*

Change quelques-unes des qualités ci-dessus, elle ne doit plus être regardée comme une Lettre de Change, mais comme un Mandement, qui n'est point sujet aux Diligences ordonnées par l'Edit du Commerce.

Nota Les Lettres de Change portant simplement *Valeur reçue*, sont regardées comme celles pour *Valeur reçue comptant*. (i)

Nota. Les Mineurs établis Marchands ou Banquiers, sont réputés Majeurs pour ce qui regarde

(i) Arrêt de Reglement du Parlement du 15. Juin 1684. qui confirme une Sentence des Juge & Consuls de Paris, du 12. Mai 1681.

leur Négoce en général ; (1) & à l'égard des Lettres de Change, il est décidé que lorsqu'un Mineur en a tiré, accepté ou endossé, il est sujet à la contrainte par corps, quand il ne feroit point de Commerce. (2) Mais il est de la Jurisprudence d'exiger le serment du Porteur & du Tireur, com-

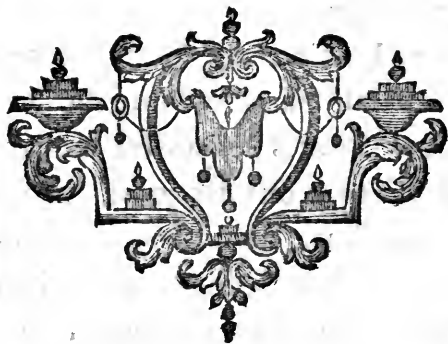
(1) Tous Négocians & Marchands en gros & en détail, comme aussi les Banquiers, seront réputés Majeurs pour le fait de leur Commerce & Banque, sans qu'ils puissent être restitués sous prétexte de Minorité. *Edit du Com. Tit. 1. Art. 6.*

(2) Arrêt du Parlement du 30. Août 1702. & autre du Conseil, du 12. Août 1704.

me ils en ont donné la valeur.

Les Gens d'Affaires sont aussi réputés Majeurs, & dans le cas des Négocians, en ce qui concerne les Lettres de Change & les Billets. (1)

(1) Déclar. du Roi du 26. Février 1692. & Arrêt du 30. Août 1700.



CHAPITRE II.

*Du Tems des Lettres de
Change.*

IL y a plusieurs Tems pour le paiement des Lettres de Change. 1. à vuë 2. à tant de jours de vuë. 3. à tel jour de tel mois. 4. à tant d'usances. 5. à telle Foire.

1. La Lettre de Change *à vuë* est payable à la volonté du Porteur. Toutes les autres Lettres de Change ont dix jours de grace, qui ne commence à courir que du lendemain de leur échéance: & on ne peut en exiger le payement, ni les faire pro-

tester avant le dixième jour de grace. (1)

2. La Lettre de Change *à tant de jours de vuë*, est payable dix jours après l'échéance fixée par l'acceptation. Ainsi une Lettre à huit jours de vuë, tirée le 10. Mars, étant présentée & acceptée le 6 Avril, on commencera à compter le 7. & on ne peut s'en faire payer que le 24.

(1). Les Porteurs de Lettres qui auront été acceptées, ou dont le paiement échet à jour certain, seront tenus de les faire paier ou protester dans dix jours après celui de l'échéance.

Edit du Comm. Tit. 5. Art. 4.

Déclaration du Roi du 10. Mai 1686.

... ..

3. La Lettre de Change à *tel jour d'un tel mois* Par exemple, au 3. Juin, n'est payable que le 13.

4. La Lettre de Change à *tant d'Usances*, est payable dix jours après l'expiration des Usances. Chaque Usance est de trente jours. (1)

5. La Lettre de Change à *telle Foire*, est payable le jour de la Foire, si la Foire ne dure qu'un jour, & le dernier jour de la Foire, si elle dure plusieurs jours ; il en est de même des Billets à Ordre payables en Foire, de quel-

(1) Les Usances, pour le paiement des Lettres, seront de trente jours, encore que les mois aient plus ou moins de jours. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 5.*

que façon qu'en soit exprimée la valeur ; c'est un usage reçu. La conséquence en est sensible, & du côté du Forain Débiteur, & du côté de l'Etranger Porteur ; si l'on accordoit des jours de grâces à ces Lettres & Billets, l'un seroit obligé de laisser son argent en dépôt en quittant la Foire, & l'autre contraint d'attendre dix jours ou un mois après la Foire, quelquefois au milieu des champs.

Nota. Quand la monnoie du lieu d'où l'on tire une Lettre de Change n'a pas cours dans l'endroit où elle doit être payée, on doit y insérer le prix où il faut l'évaluer.

Nota. Quand une Lettre de Change est sortie des mains de ce-

lui au profit de qui elle est tirée, quelques raisons que puisse alléguer le Tireur, il faut que la Lettre ait son effet. Mais si elle n'avoit pas encore été négociée, ce qu'il est difficile de prouver, & qu'il fût arrivé quelque malheur à celui au profit de qui elle est tirée, on peut le faire condamner à la rendre, faute de caution pour le tems où il a promis d'en paier la valeur.

On peut aussi, par la raison ci-dessus, obliger le Tireur d'une Lettre de Change d'en rendre la valeur ou de donner caution, lorsqu'il lui est arrivé quelque accident public qui donne lieu de craindre qu'il ne soit pas en état de la rembourser si elle revient protestée.

CHAPITRE III.

Des Acceptations.

ON n'est point obligé de faire accepter les Lettres de Change à jour fixe, Usance & païemens d'usage; à moins qu'on n'en soit expressément convenu. Il est cependant bon de le faire, parce qu'on acquiert deux Débiteurs pour un; le Tireur qui est garant de sa Lettre, & celui sur qui elle est tirée qui en devient Débiteur par son Acceptation.

On ne fait point accepter les Lettres de Change à vuë; comme elles doivent être païées à la premiere presentation, l'Accep-

tation pour un tems fixe deviendroit une faveur préjudiciable au Tireur & aux Endosseurs, qui ne feroient plus garans envers le Porteur.

Il n'en est pas de même des Lettres de Change à tant de jours de vuë ; on comprend bien qu'il faut une Acceptation datée pour en fixer l'échéance.

L'Acceptation des autres Lettres se fait ainsi tout simplement :
Accepté N..... sans dater. (1)

(1) Toutes Lettres de Change seront acceptées par écrit purement & simplement. Abrogeons l'usage de les accepter verbalement ou par ces mots : *Vû sans accepter*, ou *accepté pour répondre à tems*, & toutes autres Acceptations

L'Acceptation des Lettres de Change tirées pour les quatre Paiemens qui se font à Lyon, aux Rois, à Pâques, au mois d'Août & à la Toussaint, doit être datée par l'Accepteur, ou en son absence par son Commis ou Facteur; pourvu qu'il soit fondé de Procuration, à peine de nullité de l'acceptation, & la Minute de la Procuration doit rester entre les mains d'un Notaire. (1)

Mais à l'égard des Lettres de

sous condition, lesquelles passeront pour Refus, & pourront les Lettres être protestées. *Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 2.*

(1) Réglemens de Lyon 1667.
Art. 3.

Change tirées sur Lyon à jour fixe, Ufance & à tant de jours de vuë, l'Acceptation doit s'en faire comme dans les autres Villes du Royaume; la Loi est générale.

Nota. Lorsqu'un Créancier du Donneur de valeur fait saisir par autorité de Justice le montant d'une Lettre de Change entre les mains de celui sur qui elle est tirée, si le Donneur de valeur la présente lui-même, on accepte pour lors en ces mots : *Accepté pour payer ainsi qu'il sera ordonné par Justice avec le Saisissant.* Mais si la Lettre a été négociée, il faut l'accepter purement & simplement, parce que le Donneur de valeur ayant transmis la propriété à un autre, par l'Ordre qu'il

en a passé, on ne peut exercer contre lui par la voie de saisie sur une Lettre dans laquelle il n'a plus rien.

Nota. L'Accepteur d'une Lettre de Change ne peut la payer qu'il n'en soit ordonné, lorsqu'on en a saisi la valeur entre ses mains, supposé que celui sur qui on a saisi en soit Porteur ; mais une pareille saisie réussit très-rarement ; car il peut en passer l'ordre, & l'antidater malgré les défenses : (1) & pour lors l'Accepteur ne sçauroit s'empêcher de la payer, la propriété en étant transmise à un autre, comme on l'a dit ci-dessus.

(1) Défendons d'antidater les Ordres, à peine de faux. *Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 26.*

CHAPITRE IV.

Des Acceptations sous Protêt.

Lorsqu'une Lettre de Change est présentée à l'Acceptation, & que celui à qui on la présente n'a point eu avis qu'on ait tiré sur lui, ou bien avant qu'il ait reçu les fonds qu'on lui promet, ou qu'il ait vendu les Effets destinés pour l'acquitter; s'il propose de l'accepter sous Protêt, on ne peut le refuser, cette Acceptation étant d'un usage généralement reçu. Elle se fait de la part de l'Accepteur, pour faire honneur ou au Tireur, ou au Donneur de valeur ou à un Endosseur, ou enfin à celui de tous ceux qui

ont souscrit la Lettre de Change, en qui il a confiance : & il doit au plutôt lui annoncer le Protêt. L'Accepteur s'exprime ainsi : *Lequel a fait reponse que faute d'Ordre, ou de Provision, de celui qui a tiré la Lettre de Change, il ne peut l'accepter purement & simplement ; mais qu'il l'accepte sous Protêt, pour l'honneur du Tireur, ou de tel autre qu'il voudra. Ensuite il écrit sur la Lettre de Change : Accepté S. P. à..... ce..... N.....*

Le Porteur peut l'accepter de la même maniere pour lui-même. Il faut dire pour lors : *Et ledit N... a accepté la Lettre de Change, sous Protêt, pour se la payer pour l'honneur de....*

Une personne indifferente peut aussi accepter sous Protêt ; & l'on dira : *Est comparu N. lequel a accepté sous Protêt, pour l'honneur de....*

Tous ceux qui acceptent des Lettres de Change sous Protêt, ont pour garans celui pour l'honneur duquel ils acceptent, & tous ses Auteurs.

Et à l'égard de ceux qui payent sous Protêt, ils sont subrogés aux Droits du Porteur, c'est-à-dire qu'ils ont les mêmes Garans : & ils sont tenus à la Dénonciation du Protêt & de la Lettre de Change acquitée, dans les délais de l'Ordonnance. (1)

II

(1) En cas de Protêt de la Lettre de

Il y a encore une Acceptation sous Protêt, pour mettre à compte. Elle est ainsi conçue : *Accepté S. P. C.* On déclare qu'on ne tirera point le Remboursement de la Lettre de Change; mais qu'il sera mis au compte du Tireur ou de celui pour qui on accepte.

On voit encore accepter en ces mots : *Accepté libre, ou sous Protêt.* Cette Acceptation se pra-

Change, elle pourra être acquitée par tout autre que celui sur qui elle aura été tirée; & au moyen du paiement il demeurera subrogé en tous les Droits du Porteur de la Lettre, quoiqu'il n'en ait point de Transport, Subrogation ni Ordre. *Fd.t du Comm. Tit. 5. Art. 3.*

tique quand une Lettre de Change est tirée pour le compte d'un Particulier qui fait espérer des fonds pour l'acquiter. On déclare que s'ils arrivent assez tôt, on paiera la Lettre librement; & que s'ils n'arrivent pas, on la paiera sous Protêt, afin d'avoir pour Obligé celui pour l'honneur duquel on paiera.

Il en est de même quand celui sur qui une Lettre de Change est tirée, a des fonds, & qu'il n'a pas encore reçu d'Ordres.



CHAPITRE V.

Des Ordres.

ON remarquera, pour l'intelligence de ce Chapitre, que, suivant l'Edit du Commerce, Articles 12. 13. 15. 16. 17. 24. & 25. du Titre V. *Endosser* signifie mettre des Ordres au Dos d'une Lettre de Change ou d'un Billet Négociable: *Endosseur*, celui qui les met: *Endossement*, Ordres qui sont mis au dos des Lettres de Change & des Billets Négociables; que cependant l'Art. 23. ôte à l'Endossement la signification d'Ordre, & ne lui donne que celle de Procuration. Ainsi le terme d'Endossement aiant deux signifi-

cations, il faut l'entendre suivant l'exigence des cas.

L'Edit du Commerce n'admet qu'une sorte d'Ordre. (C'est une Subrogation de Droits d'une Personne à une autre, qui se met au dos de la Lettre de Change.) Il faut y exprimer en quoi celui à qui on le passe en, a donné la valeur, il doit être daté. (1)

(1) Les signatures au dos des Lettres de Change, ne serviront que d'Endossements & non d'Ordres, s'il n'est daté & ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en Argent, Marchandise ou autrement. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 23.*

Les Lettres de Change endossées dans les formes prescrites par l'Article précédent, apartiendront à celui du

Il y a cependant des Ordres en blanc qui sont fort en usage. C'est une signature simple mise au dos de la Lettre de Change. Elle ne peut servir que d'Endossement; c'est-à-dire qu'elle ne peut être regardée que comme une Procuration d'en recevoir le montant, & de la remplir d'une Quittance; ou comme un Cautionnement que l'on nomme un Aval. La Quittance d'une Lettre de Change ne contient que ces deux mots. *Pour acquit N....* & ne se date point.

nom duquel l'Ordre sera rempli; sans qu'il ait besoin de Transport ni de signification. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 24.*

L'Aval se met ainsi : *Pour Aval N. . . .* On l'écrit sous la signature de celui qu'on veut cautionner. Mais comme une Lettre de Change avec un Aval perd quelque chose de son crédit, il est mieux de la copier sur un papier séparé, & de mettre au bas l'Aval tout au long.

Ce qui engage ordinairement à se servir des Ordres en blanc, est lorsqu'un Négociant appréhende que son Commissionnaire ne refuse de se charger de la Lettre de Change qu'il lui destine, par intérêt particulier, ou par considération pour celui sur qui elle est tirée. Il ne met donc au dos de sa Lettre qu'une signatu-

re simple, afin qu'on puisse la faire présenter par qui on voudra, & la protester sous le nom du Commettant. Mais il faut être bien sur de ceux à qui on adresse des Lettres de Change avec des Ordres en blanc ; car ils peuvent les remplir à leur avantage, & donner matière à de grandes contestations.

La valeur d'une Lettre de Change, avec un ou plusieurs Ordres en blanc peut être saisie par les Créanciers du dernier Endosseur [à qui elle est toujours censée appartenir, en quelque main qu'elle soit trouvée] c'est-à-dire du dernier au profit de qui l'Ordre est rempli, qui par une

signature simple ne s'en est pas deffaisi. (1) On doit donc observer, pour ces raisons, de faire remplir d'une Quittance l'Ordre en blanc d'une Lettre de Change que l'on paie.

20 S'il manquoit à un Ordre les conditions requises par l'Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 23. il tomberoit dans le cas des Ordres en blanc. Ainsi un Ordre sans date est dans le cas des Ordres en

(1) Au cas que l'Endossement ne soit pas dans les formes ci-dessus, les Lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées, & pourront être saisies par les Créanciers & compensées par les Redevables. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 25.*

blanc. (1) Une Lettre qui se trouveroit avec un Ordre semblable parmi les Effets d'un homme qui auroit fait Faillite, peut être répétée par l'Endosseur; parce qu'elle ne doit être regardée que comme une Procuration révocable.

Il n'est pas nécessaire qu'un Ordre soit écrit de la même main dont il est signé. On sent bien qu'un Banquier, qui donne des Lettres à négocier, ne peut y mettre que des Ordres en blanc, afin

(1) Arrêt du Parlement du 21. Mars 1681. confirmatif d'une Sentence des Consuls de Tours du 21. Juillet 1679.

que son Agent les remplisse au nom de ceux à qui elles pourront convenir.

L'Auteur du Parfait Négociant donne en maxime, Parere 2. & 24. qu'un Ordre ne peut être raié ni en tout ni en partie ; & qu'enfin sans une Rétrocession de la part de celui au profit de qui il est rempli, la Lettre de Change ne peut rentrer à celui qui l'a passé. Si cela étoit, comment feroit un Négociant qui par mégarde auroit mis un nom pour un autre ; ou qui refuseroit une Lettre de Change, endossée à un homme qui lui auroit dit de lui envoyer, sans s'être expliqué qu'il la demandoit à crédit

Seroit-il bien reçu de proposer à cet homme en mauvaise humeur de lui faire une Rétrocession de sa Lettre? L'usage est tout simple; on biffe l'Ordre, & on en écrit un autre. On en fait autant d'une Acceptation où l'on s'est trompé.



CHAPITRE VI.

Des Protêts.

IL y a deux fortes de Protêts, l'un faute d'Acceptation, l'autre faute de paiement. Ils ne peuvent être suppléés par aucun Acte, si on veut avoir son recours contre les Obligés à la Lettre de Change. (1)

Le Protêt faute d'Acceptation doit se faire à la Présentation de la Lettre de Change, quand celui sur qui elle est tirée refuse de

(1) Le Protêt ne pourra être suppléé par aucun autre Acte. *Edit du Comm.*
Tit. 5. Art. 10.

l'accepter purement & simplement; car toute Acceptation conditionnelle n'a point lieu, (1) & le Porteur ne peut qu'à ses risques donner plus de tems ou accorder d'autres conditions que celles énoncées en la Lettre de Change. Par exemple, si le Porteur d'une Lettre de 3000 l. tirée à

(1) Toutes Lettres de Change seront acceptées par écrit purement & simplement. Abrogeons l'usage de les accepter verbalement, ou par ces mots: *Vû sans accepter, ou accepté pour répondre à tems*, & toutes autres Acceptations sous condition, lesquelles passeront pour refus, & pourront les Lettres être protestées. *Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 2.*

douze jours de vuë, consent une Acceptation à vingt jours, la Lettre demeure à ses risques; de même s'il se contentoit de recevoir 2000. liv. & qu'il donnât du tems pour le surplus. Il peut cependant recevoir 2000. liv. à compte, & protester pour les 1000. liv. de reste, parce qu'il fait l'avantage du Tireur en recevant une partie de ce qui lui est dû.

Après un Protêt, faite d'Acceptation, le Porteur doit en donner avis à son Endosseur. Il peut recourir sur lui ou sur le Tireur, & l'obliger à lui donner caution, de crainte qu'à l'échéance la Lettre de Change ne soit encore protestée faute de

paiement ; mais il ne peut en exiger la valeur que ce second Protêt n'ait été fait , quand même celui sur qui la Lettre est tirée viendrait de faire faillite , à moins que les Cautions ne fussent pas valables.

Le tems des Lettres de Change à jours de vuë , commence à se compter du jour du Protêt faute d'Acceptation ; & la valeur n'en peut être exigée qu'après un second Protêt faute de paiement , comme celle des autres Lettres de Change ; parce que les motifs du refus d'Acceptation étant le défaut d'Ordres ou de Fonds , l'un ou l'autre peuvent arriver dans l'intervalle du pre-

mier Protêt au second. D'ailleurs le Porteur n'en souffre point ; le second Protêt ne l'engage pas à un terme plus éloigné que celui porté en la Lettre Change.

Le terme du Protêt d'une Lettre de Change à vuë ou à jour de vuë, s'étend jusqu'à la prescription de la Lettre. Il est bon cependant de la présenter dans un tems convenable, pour éviter toutes contestations.

On a vu des gens garder des Lettres à vuë, & rester dans le silence, moyennant de gros intérêts par semaine ou par mois, ensuite retourner sur le Tireur après la Faillite du Débiteur.

Dans les contestations en ce

genre, avant de prononcer sur le recours en garantie, on ne peut se dispenser d'admettre la preuve de l'intelligence d'entre le Porteur & le Débiteur, quand elle est requise. Si la preuve est complète, le Demandeur sera renvoyé, & la Lettre demeurera pour son compte. C'est le sentiment des Négocians les plus éclairés. Il sera facile de distinguer si celui qui propose de la faire, ne veut que gagner du tems. L'intervalles de la datte de la Lettre ou de l'endossement à la datte du Protêt, & la réputation des Parties, seront les considérations déterminantes à l'accorder ou à la refuser.

Les Lettres de Change pour les quatre Paiemens de Lyon, se protestent faute d'Acceptation jusqu'au sixième jour de chaque paiement ouvert inclusivement: après lequel on est en droit d'en exiger le Remboursement & les Frais, sans attendre l'échéance. On proteste les mêmes Lettres faute de paiement, dans les trois jours non fériés qui suivent immédiatement l'échéance du paiement: il dure jusqu'au dernier jour du mois inclusivement. (1)

Nota. On a dit ci-devant que toutes Lettres de Change paia-

(1) Règlement de Lyon du 2. Juin 1667.

bles à jour fixe, Usances, ou à jours de vuë, ont dix jours de grace, qui se comptent du lendemain de l'échéance, avant l'expiration desquels on ne peut en exiger le paiement ; mais lorsque le mot *Préfix* se trouve dans une Lettre de Change, après le jour indiqué pour le paiement, il n'y a plus de jours de grace. Cependant comme il est des Jurisdic-tions qui n'ont point égard à ce terme, l'usage des Lieux servira de règle.

Les Protêts faute de paiement des Lettres de Change à jour fixe ou à usances, acceptées ou non acceptées, doivent être faits le dixième jour de grace, sans quoi

les Lettres demeurent aux risques du Porteur. (1)

Quoique l'Edit du Commerce n'excepte aucuns jours pour faire les Protêts ; cependant quand le dixième jour de grace arrive une Fête ou un Dimanche , l'usage de plusieurs Villes est de les faire la veille ; mais les frais du Protêt sont toujours pour le Porteur,

(1) Les Porteurs de Lettres qui auront été acceptées , ou dont le paiement échet à jour certain , seront tenus de les faire payer ou protester dans dix jours après celui de l'échéance. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 4.*

Arrêt du Conseil Privé du 5. Avril 1686.

Déclar. du Roi du 10. Mai 1686.

si l'Accepteur offre de payer le dixième jour.

Les Protêts se font par un Huissier & deux Recors, ou un Notaire & deux Témoins, ou bien deux Notaires. (1) On en trouvera des Formules à la fin de cet Ouvrage.

Nota. Quoique l'Edit du Commerce (2) comprenne le jour de

(1) Les Protêts ne pourront être faits que par deux Notaires, ou un Notaire & deux Témoins, ou par un Huissier ou Sergent, même de la Justice Consulaire, avec deux Recors; & contiendront le Nom & le Domicile des Témoins ou Recors. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 8.*

(2) Dans les dix jours acquis pour

l'échéance dans les dix jours de grace ; cependant comme l'Art. 31. du même Edit Tit. 5. & la Déclaration du Roi du 28. Novembre 1713. y sont oposés, il ne doit pas y être compris ; ainsi un Protêt ne doit être fait que le dixième jour après celui de l'échéance. On trouvera ces deux autorités rapportées ci-après aux Chapitres 12. & 13.

Nota. On n'est point obligé de faire protester un Mandement le dixième jour après celui de l'é-

le tems du Protêt, seront compris ceux de l'échéance & du Protêt, des Dimanches & des Fêtes, même des solennelles. *Edit du Commerce, Tit. 5. Art. 6.*

chéance. Celui qui en est Porteur ne doit être regardé que comme un Procureur ou un Mandataire.

Nota. Une Lettre de Change, dont les jours de grace sont expirés, étant donnée en paiement, le Porteur n'est point obligé de la faire protester. Il peut la rendre faute de paiement. Il est cependant bon de ne la prendre qu'avec un simple Endossement, & non pas un Ordre, afin d'éviter toute contestation.



CHAPITRE XII.

*Des Dénonciations de Protêts,
& des Garanties.*

Après le Protêt d'une Lettre de Change faite de paiement, le Porteur qui veut exercer son Action en Garantie, doit en faire la Dénonciation dans la quinzaine, si les Endosseurs sont Domiciliés ou éloignés de dix lieues; & s'ils demeurent au-delà des dix lieues, le Porteur a un jour par cinq lieues, outre la quinzaine, à compter de l'onzième lieu de son Domicile, (1)
les

(1) Sentence des Juge & Consuls de Paris, confirmée par Arrêt de la Grande Chambre du Parlement en 1702.

les dix premières lieues étant comprises dans la quinzaine que lui accorde l'Edit du Commerce.
(1) Mais cette Dénonciation de

(1) Ceux qui auront tiré ou endossé les Lettres, seront poursuivis en Garantie dans la quinzaine, s'ils sont Domiciliés dans la distance de dix lieues, & au delà à raison d'un jour pour cinq lieues, sans distinction du Ressort des Parlemens; sçavoir pour les Personnes Domiciliées dans notre Royaume. Et hors d'icelui les délais seront de deux mois pour les Personnes Domiciliées en Angleterre, Flandre ou Hollande; de trois pour l'Italie, l'Allemagne & les Cantons Suisses; de quatre mois pour l'Espagne; de six pour le Portugal, la Suede & le Dannemark.

Edit du Comm. Tit. 5. Art. 13.

Partie II.

M

Protêt ne conserve l'Action en Garantie contre les Obligés à la Lettre de Change , qu'autant qu'elle est accompagnée d'une Assignation.

L'Article 13 du Tit. 5. de l'Edit du Commerce doit s'appliquer en particulier au Porteur & à chaque Endosseur ; ainsi lorsque dans une même Ville il y a plusieurs Endosseurs d'une Lettre de Change , chacun d'eux a la quinzaine pour faire la Dénonciation du Protêt & les poursuites en Ga-

Les délais ci-dessus seront comptés du lendemain des Protêts jusqu'au jour de l'Action en Garantie inclusivement, sans distinction des Dimanches & des Fêtes. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 14.*

rantie; & lorsqu'il y a changement de lieu, chacun d'eux a la quinzaine & un jour par cinq lieues, à compter de l'onzième lieue de son Domicile jusqu'au lieu où la Dénonciation & les PourSuites doivent être faites. (1) S'il en étoit autrement, un Endosseur à qui le Protêt d'une Lettre de Change seroit signifié le soir du dernier jour de délai, se trouveroit dans l'impossibilité d'en faire la Dénonciation avant la fin du jour; en ce cas la Lettre demeureroit pour son compte, ce qui

(1) Sentence des Juge & Consuls de Laval, sur l'avis de M. Bornier & sur la Consultation de M. Savarri au mois de Fevrier 1673.

ne feroit pas juste. Il doit donc avoir le délai de l'Ordonnance, puisqu'il n'est pas en droit de rendre le Porteur responsable des événemens de la Lettre, pour avoir attendu jusqu'au dernier jour à lui en dénoncer le Protêt. On sent bien que sans entrer dans les raisons de maladie, ou d'absence qui peuvent l'avoir empêché d'agir plutôt, l'Edit du Commerce ayant fixé le terme du délai, le Porteur est le Maître d'en jouir jusqu'à l'expiration.

Il reste à parler maintenant du tems où les délais commencent à courir. La Loi portée aux Art. 13. 14. & 15. du Tit. 5. de l'Edit du Com. sur le délai du Porteur doit

s'étendre à celui de l'Endosseur; parce que l'Endosseur redevient Porteur par le Remboursement qu'il fait de la Lettre protestée. Ainsi les délais pour les poursuites en Garantie doivent se compter, sçavoir, pour le Porteur, du lendemain du Protêt, comme on l'a dit ci-devant, & pour l'Endosseur, du lendemain de la dernière Dénonciation de Protêt & autres poursuites; & si depuis le Protêt il n'a été fait ni Dénonciation ni autres poursuites, les Délais pour l'Endosseur commenceront à se compter du lendemain du Protêt pareillement, en comptant pour soi tous les délais du Porteur & de chaque Endosseur remboursé pré-

cedemment. Un exemple donnera plus de jour à cette Décision.

Philippe de Nantes tire une Lettre de Change payable le 10. Mars à l'Ordre de Jacques de la même Ville, sur Nicolas demeurant à Paris.

Jacques en passe l'Ordre à Georges d'Angers ;

Georges le passe à François de Tours ,

François à Simon d'Orléans ,

Et Simon à Sulpice de Paris , qui la fait protester le 20. Mars faute de paiement.

Le 28. du même mois Sulpice la présente avec le Protêt à Simon d'Orléans, qui en fait le remboursement, sans souffrir de Dénonciation.

Le 10 Avril suivant, Simon dénonce le Protêt avec assignation à François de Tours, qui en fait le remboursement le même jour.

Le lendemain François renvoie le tout à Georges d'Angers, qui lui en remet le montant.

Le 18. Georges fait présenter la Lettre, le Protêt, &c. à Jacques de Nantes, qui rembourse le tout.

Jacques va trouver Philippes le Tireur, qui de jour en jour le remet pour le remboursement jusqu'au 31. Mai.

On demande si Jacques est encore dans le délai de l'Ordonnance pour dénoncer à Philippes & l'assigner à rembourser, & de

quel jour commence à courrir ce délai.

On répond :

Le Délai pour Jacques doit commencer à courrir du lendemain de la Dénonciation de Protêt faite à François de Tours par Simon d'Orleans le 10. Avril ; c'est le seul Acte d'où l'on puisse partir, parce que les remboursemens des autres Endosseurs ont été faits sans poursuites & sans quittances juridiques, par conséquent sans dates certaines.

Il commenceroit du lendemain du Protêt, si tous jusqu'à Jacques avoient remboursé la Lettre protestée sans souffrir de poursuites, & Jacques auroit tous les délais

du Porteur & des Endosseurs, à commencer à Sulpice; mais ces remboursemens de gré à gré n'ont eu lieu que jusqu'à Simon d'Orléans, puisque François de Tours a souffert la poursuite en Garantie. Il faut donc commencer à compter du 11. Avril, qui étoit le lendemain de cette poursuite, & dire :

François a eu 15. jours pour la distance de dix lieuës de Tours son domicile.

On compte de Tours à Angers 25 lieuës dont dix sont comprises en la quinzaine de l'Ordonnance, restera 15. lieuës qui font trois jours, c'est dix-huit jours pour François.

Georges d'Angers est supposé à pareille distance de Nantes ; il a donc aussi dix-huit jours.

Jacques de Nantes a 15. jours, ce qui fait 51. jours en tout.

Du 11. Avril au 31. Mai il y a cinquante-un jours, ainsi Jacques a encore ce cinquante-unième jour pour former son Action en garantie contre Philippes le Tireur.

Ce qui détermine en faveur de la Décision ci-dessus, c'est qu'on peut dire sur le remboursement de la Lettre protestée, qu'avant de l'exiger chacun étant en droit de jouir de tout le délai de l'Ordonnance, chacun a bien voulu attendre jusqu'à l'expiration, ou tout au moins chacun a pu l'at-

tendre ; le contraire ne fçau-
roit être prouvé que par des
Pièces authentiques, telles qu'u-
ne Dénonciation, une Assigna-
tion, &c.

On fçait que la plupart des
Lettres protestées se renvoient
de bonne foi par la Poste à celui
de qui on les tient ; quelquefois
même on est obligé de se servir
de la voie des Messagers, quand
celle de la Poste manque ; en ce
cas les Délais pour l'Endosseur ne
se compteroient que du lende-
main de la réception de la Lettre.
Suposé maintenant qu'un Endos-
seur fut dans le cas de la quinzai-
ne pour former son Action en ga-

— rantie, & qu'on disputât sur l'expiration, ne pourroit-il pas dire que malgré la date de la Missive, qui renfermoit la Lettre & le Protêt, il ne l'a reçue que longtemps après ? Admettroit-on à la preuve du contraire ? Ce seroit donner matiere à des contestations sans fin, même à des faussetés ; car il pourroit se faire écrire une autre Lettre datée postérieurement, & en tirer avantage.

Si le Porteur d'une Lettre de Change n'avoit pas fait ses diligences dans le tems prescrit par l'Edit du Commerce, il ne peut avoir de recours pour la Garantie contre le Tireur ni contre les

Endosseurs; (1) à moins que celui sur qui elle est tirée, ne l'ayant point accepté, déclarât qu'il ne doit rien au Tireur. En ce cas, celui-ci seroit obligé de prouver sa Créance, ou de rembourser le Porteur de sa Lettre, qui, quoiqu'il n'eût pas fait son Protêt ou sa Dénonciation dans le tems requis, auroit toujours pour garans le Tireur & les Endosseurs. (2) Il peut

(1) Après les délais ci-dessus, les Porteurs des Lettres seront non recevables dans leur Action en Garantie, & toute autre demande contre les Tireurs Endosseurs. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 15.*

(2) Les Tireurs ou Endosseurs des Lettres seront tenus de prouver, en

même recourir sur le dernier Endosseur, sans être obligé d'agir contre le Tireur. (1)

Le Porteur d'une Lettre de Change acceptée, dont le Protêt n'a pas été fait dans le tems prescrit, n'est pas moins en droit de recourir contre le Tireur, lorsque l'Accepteur vient à faire Faillite & ne doit point le montant de la Lettre; car il ne seroit pas juste que le Tireur profitât d'une somme

cas de dénégation, que ceux sur qui elles étoient tirées, leur étoient redevables, ou avoient provision au tems qu'elles ont du être protestées, sinon ils seront tenus de les garantir. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 16.*

(1) Arrêt du Parl. du 22. Juin 1707.

dont il n'auroit point fourni la valeur.

Lorsqu'après un Protêt, qui n'a pas été fait dans le tems requis, on revient contre les Obligés à la Lettre de Change, parce que celui sur qui elle est tirée a répondu qu'il ne devoit rien, & ne l'a point acceptée; si c'est contre le Tireur, il doit avoir un tems raisonnable pour prouver sa Créance; & si c'est contre un Endosseur, comme il ne sçauroit faire la preuve, il demandera, s'il est assigné, que le Tireur, qui seul peut la faire, soit mis en Cause; & s'il n'est pas assigné, il lui dénoncera le Protêt qui lui aura été signifié avec assignation.

Le Porteur d'une Lettre acceptée peut, faute de paiement, poursuivre directement l'Accepteur, après son Protêt dénoncé, par Saisie en vertu de l'Ordonnance du Juge obtenuë sur Requête, (1) & cette poursuite ne peut préjudicier à son recours

(1) Après le Protêt, celui qui aura accepté la Lettre pourra être poursuivi à la Requête de celui qui en sera le Porteur. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 11.*

Les Porteurs pourront aussi, par la permission du Juge, saisir les Effets de ceux qui auront tiré ou endossé les Lettres, encore qu'elles aient été acceptées, même les Effets de ceux sur lesquels elles auront été tirées, en cas qu'ils les aient acceptées. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 12.*

contre les Endosseurs & contre le Tireur ; il peut même, suivant les circonstances, les poursuivre tous ensemble par Saisie ou autrement, pour sûreté de sa Créance ; car il a pour Obligés solidaires tous ceux qui ont signé sur la Lettre de Change ; (1) & même

(1) Ceux qui auront mis leur Aval sur des Lettres de Change, sur des Promesses d'en fournir, sur des Ordres ou des Acceptations, sur des Billets de Change ou autres Actes de pareille qualité, concernant le Commerce, seront tenus solidairement avec les Tireurs, Prometteurs, Endosseurs & Accepteurs, encore qu'il n'en soit pas fait mention dans l'Aval. *Edit du Com. Tit 5. Art. 33.*

Arrêt du Parlem. du 18. Mai 1706.

les Ordonnateurs de la tirer, s'il en a preuves.

Nota. Si après un Protêt & une Sentence obtenuë contre un Accepteur insolvable, le Porteur assignoit en Garantie son Endosseur ou le Tireur, dans les délais prescrits, en lui insinuant seulement la Sentence, ce ne seroit pas une nullité ; pourvu qu'à ses dépens il lui insinuât le Protêt pendant le cours de l'Instance.

En cas de Faillite de tous les Obligés à une Lettre de Change, le Porteur a droit d'entrer dans chaque direction & contribution, sans pouvoir être contraint de s'en tenir à une seulement. (1) Il doit

(1) Arrêt du Parl. du 18. Mai 1706.

observer en ce cas :

1°. De faire assigner l'Accepteur; de demander que les autres Obligés soient mis en Cause par-devant le même Juge; & conclure à ce que la Sentence contre l'Accepteur soit déclarée commune avec eux, & à ce qu'ils soient solidairement condamnés par corps.

2°. De ne rien signifier ou accepter sans insérer que c'est *Sans préjudice de ses Droits & Actions acquis contre les autres Obligés à la Lettre de Change, ainsi qu'il avisera bon être.*

3°. De ne point signer le Contrat du premier Obligé, sans le consentement du dernier Obligé.

Nota. Une Lettre de Change tirée sur un homme qui a failli, est nulle, quant au terme ou échéance, s'il est à présumer que lors de la Traite la Faillite pouvoit être sçue: & le Tireur en est garant, quoique les Diligences n'en n'ayent pas été faites dans le tems de l'Ordonnance; car on ne doit tirer que sur des Gens notoirement solvables.

Nota. Celui qui donne la valeur d'une Lettre de Change, payable à son Commettant par le Texte ou par l'Ordre, ne doit être regardé que comme un Procureur qui se dessaisit d'une somme d'argent, suivant l'Ordre qu'il en a reçu de celui au profit

duquel il fait tirer ou endosser, & il n'est point garant de la Lettre de Change.

Nota. Quand une Lettre de Change n'est pas pour le compte du Porteur, il n'est point obligé de dénoncer le Protêt; il n'a qu'à renvoyer la Lettre & le Protêt, & répéter ses déboursés.

Nota. Une femme n'est point garante d'une Lettre de Change qu'elle tire ou qu'elle endosse; car elle ne peut s'obliger sans le consentement de son Mari, ni obliger son Mari en aucun cas; à moins qu'elle ne soit Marchande publique. (1)

(1) Ordon. de 1667. Tit. 34. Art. 8.

Nota. L'Article 13. du Tit. 5. de l'Edit du Commerce raporté ci-devant, page 46. en ce qui concerne les Etrangers, doit s'entendre des Lettres de Change protestées, tirées de France sur les Places Etrangères, & non pas des Lettres du Pays Etranger tirées sur la France; autrement on seroit obligé d'en poursuivre la Garantie devant les Juges Etrangers, qui décideroient suivant leurs loix particulieres.



CHAPITRE VIII.

Du Change & Rechange.

LE Change est un profit réglé, suivant le cours des Places, sur les Lettres de Change qui se négocient. (1) Il varie selon qu'elles sont communes ou rares.

Le Rechange est un second Change. C'est ce qu'est obligé de donner à un Banquier ou à un Négociant celui qui, après le Protêt d'une Lettre de Change, lui en emprunte la valeur; ou qui la tirant sur la Ville d'où la Let-

(1) Le Prix du Change sera réglé suivant le cours du Lieu où la Lettre sera tirée, eu égard à celui où la remise sera faite. *Edit du Com. Tit. 6. Art. 3.*

tre prend son origine, est obligé de donner tant pour cent, afin d'avoir l'argent de la Lettre de Change qu'il fournit.

Après le Protêt d'une Lettre de Change, le Porteur ne peut tirer pour son Remboursement, les frais de Protêt & le Rechange, que sur la Ville d'où la Lettre protestée a été tirée, & non sur une autre; & il doit faire mention dans la Lettre qu'il tire, de ce qu'il a païé de Rechange, & le justifier par des Pieces valables (1) Le

(1) Ne sera du aucun Rechange pour le retour des Lettres, s'il n'est justifié par Pieces valables, qu'il a été pris de l'argent dans le Lieu auquel la Let.

Le Tireur ne doit le Rechange que de la Ville sur laquelle il a tiré quoique sa Lettre ait couru plusieurs Places ; à moins qu'il n'ait donné un pouvoir indéfini de la négocier, sauf au Porteur à se pourvoir contre les Endosseurs. (1)

tre aura été tirée ; sinon le Rechange ne sera que pour la restitution du Change avec l'intérêt ; les frais du Protêt & du voyage, s'il en a été fait, après l'affirmation en Justice. *Edit du Com. Tit. 6. Art. 4.*

(1) La Lettre de Change, même payable au Porteur, ou à Ordre, étant protestée, le Rechange ne sera du par celui qui l'aura tirée, que pour le Lieu où la remise aura été faite, & non pour les autres Lieux où elle aura été négociée, sauf à se pourvoir par le Porteur contre les Endosseurs, pour le paye-

L'Intérêt du Change & du Principal court du jour du Protêt; celui du Rechange, Protêt & Voyage, court du jour de la demande judiciaire; mais il faut obtenir une Sentence qui l'ajuge. (1)

ment du Rechange des lieux où elle aura été négociée suivant leur Ordre. *Edit du Comm. Tit. 6. Art. 5.*

Le Rechange sera dû par le Tireur des Lettres négociées, pour les Lieux où le pouvoir de négocier est donné par les Lettres; & pour tous les autres, si le pouvoir de négocier est indéfini, & pour tous les lieux. *Edit du Com. Tit. 6. Art. 6.*

(1) L'Intérêt du Principal & du Change sera dû du jour du Protêt, encore qu'il n'ait été demandé en Justice; celui du Rechange, des frais du Protêt & du Voyage, ne sera que du jour de la demande, *Edit du Com. Tit. 6. Art. 7.*

Q U E S T I O N

Tirée du Chapitre Huitième.

ADAM, Banquier à Paris, tire une Lettre de Change de 500 liv. au profit de Bernard de la même Ville, sur Charles de Lyon son Correspondant, pour laquelle Bernard lui paye 10 liv. le Change étant à deux pour cent lors de la Traite. Bernard en passe l'Ordre à Denis de Bordeaux, celui-ci à François de Cadix, & François à Grégoire de Lyon, qui la fait protester faute de paiement, & se voit obligé d'emprunter ou de tirer sur Cadix pareille somme de 500

Nij

liv. Pour cette somme Grégoire paye 15. livres, le Change étant à trois pour cent à Lyon [ce font ces 15. liv. qu'il paye de second Change, qu'on appelle *Rechange*] la Lettre protestée est dénoncée à Cadix, à Bordeaux, à Bernard de Paris, & enfin à Adam qui en est le Tireur. Tous ont pris de l'argent à Rechange, dont ils rapportent les Pièces justificatives. On demande sur qui doivent tomber tous ces Rechanges? Il faut répondre que tout doit tomber sur le Tireur, s'il a consenti que sa Lettre fût négociée dans toutes les Places. Mais si Adam, qui a fourni la Lettre pour Lyon, n'a point don-

né d'autre consentement, il ne doit rendre à Bernard que 500 liv. de Principal, les 10 liv. de Change avec les intérêts des 500 liv. & des 10 liv. depuis le jour du Protêt, le Rechange direct de Lyon sur Paris, & les frais de la Dénonciation. Les autres frais de Rechange & Dénonciations de Protêts des différens lieux où il est convenu aux Endosseurs de faire passer la Lettre de Change, ne le regardent point : c'est leur affaire, & celle de Bernard, Donneur de valeur ; parce qu'Adam ayant fourni sur Lyon, a déterminé le lieu de son Engagement, & qu'on n'a pu le transférer sur une autre Ville, sans un consentement particulier.

CHAPITRE IX.

*Des Qualités du Porteur d'une
Lettre de Change.*

Pour être en droit d'exiger le paiement d'une Lettre de Change, il faut qu'elle soit payable à celui qui en est le Porteur, ou par le Texte, ou par l'Ordre, ou par Cession, Transport ou Procuration de celui qui en a les Droits.

En cas de Faillite de celui à qui une Lettre de Change est payable, ses Créanciers, ou celui pour le compte de qui elle est remise, peuvent obtenir du Juge le pouvoir d'en exiger le paiement.

Le Porteur d'une Lettre de Change est garant de la vérité des Ordres & de la Lettre même, sauf son recours contre ses Auteurs; ainsi on ne risque rien de payer à un Porteur solvable. Mais lorsqu'un Inconnu se presente, il faut lui demander des connoissances valables; car en payant une Lettre de Change sur un faux Ordre, ou à un homme qui prendroit un faux nom, on seroit obligé de payer une seconde fois: plusieurs Arrêts l'ont ainsi décidé.



CHAPITRE X.

Des Lettres de Change perduës.

L Orsqu'une Lettre de Change, païable à un Particulier, est perduë, elle se paie par une seconde Lettre qui annulle la premiere, sans que celui au profit de qui elle est tirée soit obligé de donner caution. (1).

(1) La Lettre païable à un Particulier, & non au Porteur, ou à Ordre, étant adhirée, le paiement en pourra être poursuivi, & fait en vertu d'une seconde Lettre, sans donner caution; & faisant mention que c'est une seconde Lettre, & que la premiere ou autre précédente demoura nulle. *Edit. du Comm. Tit. 5. Art. 18.*

Mais une Lettre au Porteur ou une Lettre à Ordre *acceptée*, ne peut être payée que par Ordonnance du Juge, en donnant, par celui qui l'aura perdue, caution d'en garantir le paiement (1) En ce cas il faut présenter Requête aux Juge & Consuls, ou au défaut au Juge ordinaire du Lieu où la Lettre est payable, & remontrer que la Lettre de Change, dont on étoit

(1) Au cas que la Lettre adhirée soit payable au Porteur ou à Ordre, le paiement n'en sera fait que par Ordonnance du Juge, & en baillant Caution de garantir le paiement qui en sera fait.

Edit du Comm. Tit. 5. Art. 19.

Porteur sur N. est perdue ; qu'on en requiert le paiement , à son échéance , aux offres qu'on fait d'une caution de l'événement.

Si la Lettre de Change à Ordre perdue n'est point acceptée , on peut en exiger le paiement en vertu d'une seconde lettre conditionnelle. Il faut sommer le dernier Endosseur de la fournir ; & celui-ci sommera en rétrogradant jusqu'au Tireur. Ce dernier sera contraint de la fournir , quand il y auroit plus de cinq ans d'écoulés depuis la date de la Lettre perdue , la Prescription n'ayant point lieu en ce cas. Elle doit commencer par ces mots : *Si vous n'avez pas payé ma première , vous*

payerez par cette seconde, &c. Les ports de Lettres, frais, &c. feront pour celui qui aura perdu la Lettre de Change ; mais ils retomberoient sur celui qui refuseroit de se prêter à lui. (1)

Pour avoir son recours contre les Endosseurs & le Tireur d'une Lettre de Change perdue, il faut protester, faute de paiement, dans les délais prescrits, parce que nul Acte ne peut suppléer le Protêt. (2) Il est vrai que n'ayant plus la Lettre, il n'est pas

(1) Arrêt du Parl. du 30 Août 1714.

(2) Le Protêt ne pourra être suppléé par aucun autre Acte. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 10.*

possible de satisfaire à l'Edit du Commerce, qui exige qu'elle soit transcrite dans l'Acte du Protêt ; (1) mais l'Edit du Commerce n'oblige pas à des choses impossibles.

A l'égard d'un Billet de Change ou à Ordre qui se trouve perdu, celui qui en étoit Porteur doit en donner avis au Débiteur, & en demander le paiement en Justice pour l'échéance, aux offres d'une caution suffisante ; & faute de paiement, il se conduira comme il vient d'être dit ci-dessus.

(1) Dans l'Acte du Protêt les Lettres de Change seront transcrites avec les Ordres & les Reponses, s'il y en a ; & la copie du tout signée sera laissée à la Partie, à peine de faux & des dommages & intérêts. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 9.*

CHAPITRE XI.

*Des Lettres de Change tirées par
premiere & seconde.*

ON est assez dans l'usage de tirer sur le Pays Etranger par premiere & seconde Lettre de Change, quoique sur la même personne & pour la même somme. On se sert de ces mots dans l'une : *Payez par cette premiere de Change, si vous n'avez pas payé ma seconde ;* & dans l'autre : *Si vous n'avez pas payé ma premiere, vous payerez par cette seconde.* Le paiement de la premiere rend nulle la seconde, & le paiement de la seconde rend nulle la pre-

miere. Les remises d'espèces au-delà des Mers ont donné lieu à cet usage, à l'occasion des naufrages ; c'est pourquoi on charge les deux Lettres de Change sur deux Vaisseaux differens ; & lorsqu'il s'agit d'envoyer au loin par la poste, on se sert de deux Ordinaires differens. Avec ces précautions il est rare qu'une des deux Lettres n'arrive pas à sa destination. Si pourtant elles étoient perduës toutes deux, le Tireur seroit obligé d'en fournir une troisième, commençant par ces mots : *Si vous n'avez pas payé mes deux premières, vous payerez par cette troisième, &c.*

CHAPITRE XII.

*Des Prescriptions & du Terme de
la décharge des Cautions.*

Toutes Lettres & Billets de Change sont réputés acquittés au bout de cinq ans, sans qu'on puisse alléguer des raisons d'absence ou de minorité, suivant l'Art. 22. du Tit. 5. de l'Edit du Commerce : & les cinq ans se comptent du lendemain de l'échéance, ou du lendemain du Protêt, ou du lendemain des dernières poursuites qui auront été faites. (1) A l'égard des Billets

(1) Les Lettres & Billets de Change

à Ordre & au Porteur, ils ne se prescrivent que par trente ans.

On pourra cependant, conformément à l'Edit du Commerce, prendre le serment des Débiteurs, leurs Veuves, Enfans & Héritiers, comme ils ne doivent rien & n'ont point de connoissance qu'il soit dû.

seront réputés acquittés après cinq ans de cessation de Demande & PourSuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du Protêt, ou de la dernière poursuite. Néanmoins les prétendus Débiteurs seront tenus d'affirmer, s'ils en sont requis, qu'ils ne sont plus redevables; & leurs Veuves, Héritiers ou Ayans cause, qu'ils estiment de bonne foi, qu'il n'est plus rien dû. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 21.*

Les Cautions de l'événement des Lettres de Change sont déchargées de droit au bout de trois ans du jour des dernieres poursuites, sans qu'il soit besoin de faire aucun Acte de procédure pour cela. (1)

Nota. Les Lettres de Change, pour les paiemens de Lyon, sont censées payées, à l'égard des Domiciliers de la Ville, un an après

(1) Les Cautions baillées pour l'événement des Lettres de Change, seront déchargées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucun Jugement, Procédure ou Sommation, s'il n'en est fait aucune demande pendant trois ans, à compter du jour des dernieres poursuites. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 20.*

l'échéance ; & pour les autres ,
trois ans après l'échéance : & le
paiement n'en peut être répété ,
si on ne justifie des diligences va-
lables. (1)

(1) Règlement de Lyon, *Arti-
cle* 10.



CHAPITRE XIII.

*Des Billets de Change & à
Ordre.*

IL y a deux sortes de Billets de Change ; les uns pour Lettres fournies , qui se font par celui à qui elles ont été fournies ; & les autres pour Lettres à fournir , qui se font par celui qui doit les fournir. (1)

On doit y exprimer le Lieu & celui sur qui les Lettres de Chan-

(1) Aucun Billet ne sera réputé Billet de Change , s'il n'est pour Lettres de Change qui auront été fournies , ou qui le devront être. *Edit. du Comm. Tit. 5. Art. 27.*

ge ont été, ou seront tirées; celui qui en aura payé la valeur, & en quoi la valeur en aura été payée; le tout à peine de nullité. (1)

Suivant l'Edit du Commerce,

(1) Les Billets pour Lettres de Change fournies feront mention de celui sur qui elles auront été tirées, qui en aura payé la valeur; & si le paiement en a été fait en Deniers, Marchandises ou autres Effets; le tout à peine de nullité. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 28.*

Les Billets pour Lettres de Change à fournir feront mention du Lieu où elles seront tirées, & si la la valeur en aura été reçue, & de quelles personnes; aussi à peine de nullité. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 29.*

un Billet de Change peut être payable à un particulier, & non à autre; ainsi le mot d'*Ordre* n'est pas ce qui le rend Billet de Change; c'est la valeur qui doit être en Lettres de Change. (1)

S'il manquoit à un Billet de Change quelques-unes des qualités ci-dessus, il ne s'ensuivroit pas que le Débiteur en fut quitte; mais le Billet tomberoit dans le cas d'une simple Promesse.

Il y a encore deux sortes de Bil-

(1) Les Billets de Change payables à un Particulier y nommé, ne seront réputés appartenir à autre, encore qu'il y eût un Transport signifié, s'ils ne sont payables au Porteur ou à Ordre. *Edit du Comm. Tit. 5. Art. 30.*

lets à Ordre, que l'usage a d'abord introduits dans le Commerce, & que l'Ordonnance a ensuite autorisés; les uns sont pour valeur reçue comptant, les autres pour valeur en Marchandises.

Les Protêts & Dénonciations des Billets de Change doivent être faits dans les délais prescrits pour les Lettres de Change; (1) mais on n'est pas absolument obli-

(1) A faute du paiement du contenu dans un Billet de Change, le Porteur fera signifier ses diligences à celui qui aura signé le Billet ou Ordre; & l'assignation en Garantie sera donnée dans les délais ci-dessus prescrits pour les Lettres de Change. *Edit du Com. Tit.*

5. Art. 32.

gé de protester les Billets à Ordre ; une Sommation, dont on fait la Dénonciation dans les délais, est suffisante pour établir la Garantie ; parce qu'un Protêt ne se fait que pour avoir droit de prendre de l'argent à Change & à Rechange, & qu'il est rare qu'on en prenne sur des Billets à Ordre. La plupart des Négocians sont cependant dans l'usage de les protester.

Il faut observer sur les Billets à Ordre, que le Protêt de ceux pour valeur reçue comptant, doit se faire le dixième jour après l'échéance, comme celui des Lettres & Billets de Change ; & qu'à l'égard de ceux portant va-

312 INSTRUCTION

leur reçue en Marchandises , il faut se régler sur l'usage des Places ; les unes accordent dix jours de grace, les autres un mois. Mais le Porteur a toujours trois mois par-delà l'échéance, pour en faire le Protêt (excepté à Lyon où il n'en a que deux) & les mêmes délais prescrits pour les Lettres de Change , pour en faire la Dénonciation. (1)

Nota.

(1) Le Porteur d'un Billet négocié sera tenu de faire ses diligences contre le Débiteur , dans dix jours s'il est pour valeur reçue en Deniers ou en Lettres de Change qui auront été fournies , ou qui le devront être ; & dans trois mois , s'il est pour Marchandises ou autres Effets : & seront les délais comptés du

Nota. Dans les trois mois accordés pour faire le Protêt d'un Billet à Ordre, valeur en Marchandises, les jours de grace y sont compris.

Il se trouve quelquefois des Billets de Change & des Billets à Ordre, payables à la volonté de celui au profit de qui ils sont faits. En voici la forme : *Je payerai à l'Ordre de Mr. Carafe, Négociant à Lyon, & à sa volonté, la somme de 2000 livres valeur en Solde de Compte. A Grenoble, le 12. Mars 1735. DELAFOND.* Quoique ces Billets soient paia-

lendemain de l'échéance, icelui compris. *Edit du Com. Tit. 5. Art. 31.*

bles à la première présentation , il est bon cependant d'en fixer l'échéance , quand on veut les négocier.

1°. Parce qu'il est supposé que celui qui fait un Billet à volonté , est convenu verbalement du terme du paiement , autrement la valeur pourroit en être exigée dans l'instant même qu'il est fait.

2°. Parce qu'en fixant l'échéance , on fixe aussi le terme des diligences.

3°. Parce que si l'échéance n'en étoit pas fixée , la volonté du Porteur & l'Action en Garantie s'étendroient jusqu'au terme de la Prescription du Billet ; ce qui donneroit matière à contesta-

tion, en cas de Faillite de la part du Débiteur. Car le Porteur se verroit reprocher de n'avoir pas agi assez tôt. On pourroit même présumer qu'il auroit tiré parti de sa patience pour le Débiteur. Voilà les raisons qui doivent engager à fixer l'échéance d'un Billet à Ordre, payable à volonté, lorsqu'on veut le négocier. Il faut donc mettre au dos du Billet : *Payez au..... du mois de.... ... à l'Ordre de N. valeur, &c.*

Il reste à parler des Billets payables au Porteur, supprimés par Edit du mois de Mai 1716. & rétablis par une Déclaration du Roi, du 21. Janvier 1721.

On est obligé d'y exprimer en quoi, & par qui la valeur en a été fournie; sans cela ils ne seroient pas conformes à l'Edit du Commerce. On en trouvera la formule ci-après.

Ces Billets ont les mêmes jours de grace que les Billets à Ordre; mais le Porteur, faute de paiement, ne peut exercer de Garantie contre qui que ce soit, car il n'a que le Débiteur pour Obligé.



CHAPITRE XIV.

Des Augmentations & Diminutions d'Espèces, & des Usages reçus.

L'Auteur du Livre intitulé : *l'Art des Lettres de Change*, (1) avance qu'on peut contraindre le Porteur d'une Lettre de Change d'en recevoir le paiement dans le tems où il peut la protester. Ainsi dès l'échéance, continuë cet Auteur, le Porteur étant en droit de protester, sans attendre l'expiration des dix jours de grace, l'Accepteur peut aussi demander en Justice à con-

(1) M. Dupuis de la Serra.

signer la somme contenuë en la Lettre de Change échue: & à faire cacheter les Sacs & le Bordereau des Espèces, du Sceau de la Jurisdiction. M. Savary (1) est aussi d'avis qu'on peut protester avant les dix jours de grace expirés. Mais le sentiment de ces Auteurs ne peut être suivi; il est contraire à la Déclaration du Roi du 28. Novembre 1713. La voici.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. Ordonnons que tous Porteurs de Lettres & Billets de Change, & Billets payables au Porteur ou à Ordre, soient tenus d'en faire la demande aux Débiteurs, le Dixième jour préfix après l'échéance, par une Somma-

(1) Parfait Négociant, Parere 46.

tion , sinon & à faute de ce , les Porteurs desdites Lettres & Billets seront obligés d'en recevoir le paiement suivant le cours & la valeur que les Espèces avoient ce même dixième jour. Et réciproquement les Débiteurs desdites Lettres & Billets , ne pourront obliger les Porteurs d'en recevoir le paiement avant ce même dixième jour.

Et à l'égard des Billets & Promesses , valeur en Marchandises , qui , suivant l'usage ordinaire , ne se paient qu'un mois après l'échéance , les Porteurs seront tenus d'en faire la demande par une Sommation le dernier jour dudit mois après l'échéance. Sinon & à faute de ce , seront obligés d'en recevoir le paiement suivant le cours & la valeur que les Espèces avoient le même jour dernier dudit mois après l'échéance. Et réciproquement les Dé-

biteurs desdits Billets & Promesses ne pourront obliger les Porteurs d'en recevoir le paiement avant le même jour dernier dudit mois, &c.

Par une Déclaration du 20. Février 1714. Sa Majesté, après avoir dit qu'*Elle n'avoit rien prétendu innover aux Usages ordinaires des Provinces & Villes du Royaume, sur le payement des Billets, Lettres & Promesses*, ordonne que la Déclaration du 28. Novembre 1713. sera exécutée seulement dans les Provinces où les délais de dix jours ou d'un mois sont en usage: & qu'à l'égard des Provinces & Villes où les Lettres & Billets de Change & Promesses sont exigibles à leur échéance,

les Porteurs seront tenus de les présenter aux Débiteurs dans les termes de leur échéance.

Il résulte de ces Déclarations :

1°. Que les Usages ont force de Loi.

2°. Qu'ils ne sont pas les mêmes dans toutes les Villes du Royaume, puisqu'il y en a où les Lettres & Billets de Change & à Ordre, de quelque façon qu'en soit conçue la valeur, se paient à leur échéance, sans jours de grace; d'autres où ils ont dix jours de grace; d'autres enfin, comme Paris, Rouen, Chartres, Blois, &c. où on accorde un mois de grace par-delà l'échéance, aux Billets à Ordre qui por-

tent valeur en Marchandises.

3°. Qu'on ne peut païer ni être forcé de païer qu'à l'expiration des jours de grace, suivant les usages particuliers des Villes.

Il s'ensuit encore que le hazard qui peut arriver sur les Especes, soit à gain ou à perte, est pour le compte de celui qui ne se presente pas au terme fixé par l'Edit du Commerce & par les Usages, pour le païement des Lettres de Change & Billets négociables. Mais une autre Déclaration du 7. Juillet 1726. ordonne que *faute par les Débiteurs d'avoir satisfait aux Sommations à eux faites par leurs Créanciers, Porteurs des Lettres de Change ou Bil-*

lets, ils seront tenus de l'Augmentation arrivée sur les Espèces.

En suivant l'esprit de toutes ces Déclarations, une Lettre de Change ou un Billet Négociable, dont on n'a point fait la demande dans le tems prescrit, doit être païé en Espèces telles qu'elles valoient le dernier jour de grace après celui de l'échéance, supposé qu'elles soient diminuées depuis le dernier jour de grace; & s'il arrive qu'elles soient augmentées, le profit de l'augmentation est pour le Débiteur; c'est la peine du Porteur qui ne s'est pas présenté dans le tems fixé par l'Ordonnance. Au contraire le Débiteur

tems prescrit, est tenu de l'augmentation de l'Espece au profit du Créancier, depuis le Protêt ou Sommation à lui faite ; & la diminution de l'Espece est encore pour son compte ; c'est la peine du Débiteur qui se trouve en retard. De là il s'ensuit que le Porteur d'une Lettre de Change & d'un Billet de Change ou à Ordre, après les diligences faites dans le tems prescrit, peut exercer envers les Endosseurs ou le Tireur, pour raison de l'augmentation ou de la diminution des Espèces, de la même manière qu'envers le Débiteur.

Nota. Il est défendu de payer en Monnoie de Billon plus de

dix livres dans les sommes de quatre cent livres & au-dessous, & plus d'un quarantième dans celles au-dessus de quatre cent livres. (1)

(1) Arrêt du Conseil du 1. Août 1738.



CHAPITRE XV.

*Des Lettres & Billets , dont la
connoissance appartient aux Ju-
ge & Consuls.*

LA connoissance des différens
pour raison des Lettres de
Change entre quelques person-
nes que ce soit ; des Billets de
Change & à Ordre, entre Négoc-
ians seulement : & de tout En-
gagement de Commerce, sous
quelque dénomination que ce
puisse être, est attribuée aux Ju-
ge & Consuls. (1)

(1) Les Juge & Consuls connoîtrons
de tous Billets de Change faits entre

Les Billets de Change & à Ordre, faits par un Négociant au profit d'un Particulier, & non par un Particulier au profit d'un Négociant, sont aussi de leur compétence. (1)

Négocians & Marchands, ou dont ils devront la valeur; & entre toutes Personnes, pour Lettres de Change ou Remises d'argent, faites de Place en Place. *Edit du Comm. Tit. 12. Art 2.*

(1) Leurs défendons néanmoins de connoître des Billets de Change entre Particuliers, autre que Négocians & Marchands, ou dont ils ne devront point la valeur. Voulons que les Parties se pourvoient pardevant les Juges ordinaires, ainsi que pour de simples Promesses, *Edit du Comm. Tit. 12. Art. 3.*

Enfin tous ceux qui tirent, endossent, garantissent ou souscrivent des Lettres de Change, quels qu'ils soient, sont soumis à la Justice Consulaire, & à la Contrainte par corps. (1).

(1) Ceux qui auront signé des Lettres ou Billets de Change, pourront être contraints par corps, ensemble ceux qui y auront mis leur Aval, qui auront promis d'en fournir avec remise de Place en Place; qui auront fourni des Promesses pour Lettres de Change à eux fournies ou qui le devront être; entre tous Négocians ou Marchands qui auront signé des Billets pour valeur reçue comptant ou en Marchandise; soit qu'ils doivent être acquités à un Particulier y nommé, ou à son Ordre, ou

Nota. Les Billets conçus en ces mots : *Je payerai comme Lettre de Change ; &c.* ne doivent pas être regardés comme des Lettres de Change ; parce qu'il n'y a que la remise de Place en Place qui forme la Lettre de Change. On ne doit donc les prendre que comme des Promesses , qui ne soumettent point un Particulier non commerçant à la Jurisdiction Consulaire, ni à la Contrainte par corps.

Les Receveurs , Trésoriers , Fermiers , Sous-Fermiers , Traitans Généraux & Particuliers , Intéressés & autres Gens d'Affai-

au Porteur. *Edit du Commerce , Tit. 7.
Art. 1.*

res, font dans le cas des Négocians ; ils doivent être contraints par corps au paiement de leurs Billets. (1)

(1) Déclaration du Roi du 26 Février 1692.



CHAPITRE XVI.

*Termes des Protêts des principales
Villes de l'Europe.*

LEs Protêts des Villes principales de l'Europe se font;
ſçavoir :

A Londres, trois jours après l'échéance ; & ſi le troiſième jour eſt férié, on le fait la veille.

A Hambourg, de même qu'à Londres, pour les Villes de Paris & Rouen ſeulement ; & pour les autres, le dixième jour au plûtard après l'échéance.

A Veniſe, ſix jours après l'échéance, ſuppoſé que la Banque ſoit ouverte ; car on ne paie qu'en Banque.

332 INSTRUCTION

A Milan, le tems n'est point prescrit.

A Bergame, trois jours après l'échéance.

A Gennes, trente jours après l'échéance.

A Rome, quinze jours après l'échéance.

A Anconne, huit jours après l'échéance.

A Boulogne & à Livourne, il n'y a point de terme prescrit.

A Amsterdam & à Nuremberg, cinq jours après l'échéance.

A Vienne en Allemagne, trois jours après l'échéance.

Aux Foires de Francfort, Nouë, Bolzan & Leintz, le dernier jour de la Foire.

CHAPITRE XVII.

*Termes des Usances dans les
Principales Villes d'Europe.*

A Gennes, l'Usance des Lettres de Change de Lucques, Livourne, Florence, Milan, est de huit jours de vuë; de Rome, Boulogne & Venise, quinze jours de vuë; de Naples, vingt-deux jours de vuë; de Sicile, un mois de vuë ou deux mois de date; de Sardaigne, un mois de vuë; d'Amsterdam, Anvers & autres Places des Pais-Bas, trois mois de date.

A Vienne en Allemagne, l'Usance est de quinze jours de vuë.

A Nuremberg, de quinze jours de vuë.

A Amsterdam, l'Ufance des Lettres de France & d'Angleterre, est d'un mois de date; de Seville, Cadix, Venise & Madrid, deux mois de date.

A Livourne, l'Ufance des Lettres de Gennes est de huit jours de vuë; de Rome, dix jours de vuë; de Naples, trois semaines de vuë; de Venise, vingt jours de date; d'Amsterdam, quarante jours de date; de Londres, trois mois de date.

A Boulogne, de huit jours de vuë.

A Anconne, de quinze jours de vuë.

A Rome, de quinze jours de vuë.

A Bergame, l'Ufance des Lettres de Venise est de vingt-quatre jours de date.

A Florence, l'Ufance des Lettres de Venise & de Naples est de vingt jours de date; de Boulogne, de trois jours de vuë; de Rome & Anconne, de dix jours de vuë.

A Milan, l'Ufance des Lettres de Venise est de vingt jours de date; de Gennes, huit jours de vuë; de Rome, dix jours de vuë; de Saint Gal, vingt jours de vue.

A Venise, l'Ufance des Lettres de Londres est de trois mois de date; d'Hambourg, Anvers, Am-

336 INSTRUCTION

Amsterdam, deux mois de date, de
Ferrare, Boulogne, Florence,
Lucques & Livourne, cinq jours
de vuë; de Rome, d'Ancone,
dix jours de vuë; de Naples, Ba-
ry, Lecce, Gennes; Ausbourg,
Vienne, Nuremberg & Saint
Gal, quinze jours de vuë; de Mi-
lan, Bergame, Modene & Man-
touwë, vingt jours de date.

A Hambourg, l'Ufance des
Lettres de France, Angleterre &
Venise, est de deux mois de da-
te; de Nuremberg & Anvers,
quinze jours de vuë.

A Londres, l'Ufance des Let-
tres de France est d'un mois de
date; d'Espagne, de deux mois;
de Gennes, Venise & Livourne,
trois mois.

FORM.

FORMULES

D E

LETTRES DE CHANGE.

Nota. Quoique l'Edit du Commerce n'exige pas que l'on exprime dans une Lettre de Change la qualité ni la demeure de celui au profit de qui elle est tirée ou endossée, il est cependant du bon usage de le faire.





*Lettre de Change avec son Acceptation, ses Ordres & sa Quittance, tirée à Usance,
le 22. Juin; elle est payable le premier Aout suivant.*

A Rouen, le 22. Juin 1743. Pr. liv. 500.

Monsieur, à Usance il vous plaira payer à l'Ordre de Monsieur La
Pierre, Marchand à S. Quentin, cinq cent livres, valeur en Compte,
que je passerai au vôtre, comme par avis de

Monsieur,

Votre très-humble Serviteur,

Monsieur BERNARD, Banquier, ALEXANDRE.

A PARIS.

Accepté, BERNARD,

Payez à l'Ordre de Monsieur Nicolas , Marchand à Beauvais , valeur reçue comptant: A S. Quentin, le 3. Juillet 1743. LA PIERRE.

Payez à l'Ordre de Monsieur l'Abbé Duflot de cette Ville , valeur en son Billet. A Beauvais, le 5. Juillet 1743. NICOLAS.

Payez à l'Ordre de Madame de S. Jean , Marchande à Compiègne , valeur en Marchandises. A Beauvais, le 10. Juillet 1743. L'Abbé DUFLOT.

Payez à l'Ordre de Monsieur Duffon , Procureur à Paris , valeur reçue comptant de Madame veuve Delisle. A Compiègne, le 25. Juillet 1743. DE S. JEAN.

Pour Acquit, DUFFON.

Lettre de Change payable à la premiere Présentation.

A Paris, le 4. Janvier 1744.

Pr. liv. 300.

P iii

Monsieur, à Vuë, il vous plaira payer à l'Ordre de Monsieur Felibien,
Officier au Régiment de Navarre, trois cent livres, valeur reçuë
comptant de Madame Veuve Felibien, que vous passerez à mon compte,
comme par avis de

Monsieur,

Votre Serviteur,

Monsieur LANOUE, Négociant,

PAUL.

A N A N C Y.

Autre Lettre payable à la première Présentation.

Nota. Ceux qui ne veulent point risquer la variation du prix des Eſpeces ſont en uſage d'inſérer dans leurs Lettres de Change qu'elles ſeront payées en Eſpeces au cours du jour de la Traite : mais cela ne ſe pratique qu'à l'égard des Lettres à vuë ou à terme très-court.

A Nantes, le 7. Mars 1749. Pr. liv. 1000.

Monſieur, à Vuë, payez par la préſente de Change, *en Eſpeces au cours de ce jour*, à l'Ordre de Monſieur Perin de Rennes, mille livres, valeur en Solde de Compte avec ledit Sieur, que je paſſerai au vôtre, ſuivant l'avis de

Monſieur,
Monſieur LEBLANC, Négociant,

A B R E S T.

Votre Serviteur,
H E N R Y.

Lettre de Change à quinze jours de Vuë, acceptée le 27. Novembre ; elle est payable le 22. Décembre suivant.

A Bordeaux, le 10. Novembre 1740.

Pr. liv. 800.

Piv

Monsieur, à quinze jours de Vuë, vous payerez à l'Ordre de Monsieur Tallard, Notaire en cette Ville, huit cent livres, valeur en son Billet d'autant; ce qui sera pour Solde de notre Compte, comme par avis de

Monsieur,

Votre Serviteur,

Monsieur ISAAC, Marchand

LEBRUN.

A PERPIGNAN.

Acceptée le 27. Novembre 1740. ISAAC.

*Lettre de Change payable le 22. Août 1742. chaque Usance étant de 30. jours
quoique les Mois ayent plus ou moins de jours.*

A Bezangon, le 14. Avril 2742. Pr. liv. 3000.

MOnsieur, à quatre Usances, vous payerez à l'Ordre de Monsieur
Thomas, Marchand à Betfort, trois mille livres, valeur reçue dudit
Sieur en Marchandises de Fer & Acier, ce qui sera pour provision de l'achat
des Bois que vous m'avez ordonnés : comme par avis de

Monsieur,

Monsieur COLON, Marchand,

A DIJON.

Votre Serviteur,
THIERRY.

Lettre payable dix jours après celui de l'Indication.

MONSIEUR DUBOIS,
A Paris, le 4. Septembre 1743. Pr. liv. 1500.

P.

Monsieur, à douze jours de date, payez à l'Ordre de Madame Dufrêne, de cette Ville, quinze cent livres, valeur en pareille somme que je lui dois pour une Année de Loyer de la Maison que j'occupe, laquelle vous porterez à mon compte, suivant l'avis de

Monsieur,

Votre Serviteur,

Monsieur DURAND, Marchand,

LAMANCHA.

A AMIENS.

Lettre qui n'a point les dix jours de grace, par rapport au mot Préfix.

A Orléans, le premier Octobre 1741. Pr. liv. 4000.

MOnsieur, au vingt du courant préfix, il vous plaira payer à l'Ordre de Monsieur Benoît, Négociant à Clamecy, la somme de quatre mille livres, valeur reçue dudit Sieur en deux Lettres de Change de deux mille livres chacune sur Monsieur Adam de Caën, laquelle vous mettez à compte, comme par avis de

Monsieur,

Monsieur DUPUIS, Banquier;

A ROUEN.

Votre Serviteur,

LOBINEAU.

Seconde Lettre de Change tirée après une première Lettre perdue, pour le courant d'un mois. Elle est payable le dixième jour du mois suivant.

A la Rochelle, le 20. Décembre 1742. Pr. liv. 600.

Monsieur, si vous n'avez pas payé ma première, payez par cette seconde au mois de Février prochain, à l'Ordre de Monsieur Labriffe, Fermier des Oëtrois de Luçon, la somme de six cent livres, valeur reçuë dudit Sieur en Vins & Eaux-de-Vie, laquelle sera pour la Pension de Monsieur votre Fils, comme par avis de

Monsieur,

Monsieur AUBERV, Marchand,

A SAINTES.

Votre Serviteur;
LA GRANGE.

*La Lettre suivante est payable au Particulier y dénommé, Et non à autre, à moins
qu'il n'en fasse un Transport.*

A Troyes, le 10. Janvier 1743. Pr. liv. 1800.

Monsieur à la S. Jean-Baptiste prochaine, payez à Monsieur Hardouin
de Reims dix huit cent livres, valeur en Compte, que je passerai au
vôtre, comme par avis de

Monsieur,

Votre Serviteur,

Monsieur Duclos, Receveur du Grenier à Sel,

A P E R N A Y.

L A M Y.

34
*Lettre de Change, avec un Ordre qui n'oblige point le Donneur de Valeur, tirée au
premier d'un mois pour l'onzième jour.*

A S. Malo, le 25. Novembre 1741. Pr. liv. 500.

Monsieur, au premier du mois prochain, il vous plaira payer à l'Ordre de Monsieur Guillaume de cette Ville, cinq cent livres, valeur reçue comptant dudit Sieur, que vous passerez au Compte de Monsieur Richard, suivant l'Ordre qu'il m'en a donné. Je suis

Monsieur,
Votre Serviteur, LACOUR,
Monsieur DuBRUISSEAU, Négociant,
Pour Mr. RICHARD,
AU HAVRE.

Payez à Mr. Fournier, ou
Ordre, valeur reçue comp-
tant de Monsieur Grand-
maison. A S. Malo, le 27.
Novembre 1741.

GUILLAUME.

Lettre qui n'oblige point le Donneur de Valeur.

A Grenoble, le 8. Janvier 1740: Pr. liv. 400: .

Monsieur, à la Mi-Catême prochaine, il vous plaira payer, à l'Ordre de Monsieur Regnault de Lyon, la somme de quatre cent livres, valeur reçue comptant de Monsieur Delafosse; laquelle vous porterez à mon Compte, comme par avis de

Monsieur,

Monsieur LAVILLE, Négociant;

A MASCON.

Votre Serviteur,

PHILIPPE.

Lettre payable à l'Ordre du Teneur.

A S. Flour, le 4 Août 1741. Pr. liv. 700.

Monsieur, à vingt jours de date, vous payerez à mon Ordre, sept cent livres, valeur en moi-même, que vous passerez en Compte, comme par avis de

Votre Serviteur,
SALLIAN.

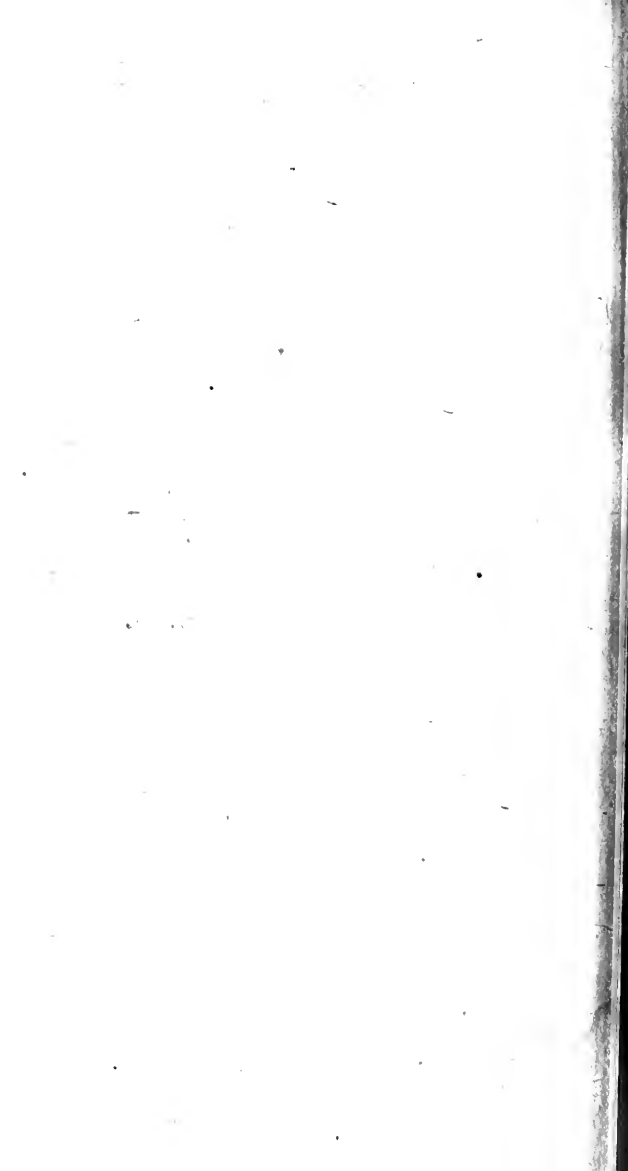
Monsieur,
Monsieur PITHOU, Négociant,
A MEAUX.

FORMULES

D E

BILLETS

NEGOCIABLES.



Billet de Change pour Lettres fournies

JE payerai dans quinze jours à l'Ordre de Monsieur David, Banquier en cette Ville, la somme de deux mille livres, pour pareille somme qu'il m'a fournie en deux Lettres de Change; l'une de quatre cent livres, tirée le 8. du mois dernier, par le sieur Denis de Roüen, sur Mr. Poujet, Marchand à Paris, payable à la fin du courant, à l'Ordre dudit Sieur David, valeur déclarée comptant; lequel Sr. David me l'a endossée: l'autre de seize cent livres, tirée le premier de ce mois par le Sr. Ferrand de Bordeaux, sur le Sr. Corbeau, Banquier à Paris, payable à vuë, à l'Ordre de Madame Galonnier, valeur déclarée en Compte; laquelle Dame Galonnier en a passé l'Ordre à Mr. Joly, qui l'a passé audit Sieur David, & ledit Sieur David à moi. A Clermont, le 10. Mars 1737. PARNAPPE.

Nota. Quand il faut tant de détail dans un Billet, il est aussi bien de copier les Lettres de Change & les Ordres, & de dire: Valeur reçue en Lettres de Change, dont les copies sont ci-dessus.

Billets de Change pour Lettres à fournir.

J'Ay reçu de Monsieur Delorme, Secretaire du Roi en cette Ville, la somme de deux mille livres, pour laquelle je promets lui fournir sous quinze jours, ou à son Ordre, des Lettres de Change payables à vuë dans la Ville de Strasbourg. A Metz, le 8. Juin 1736. LAUNAY.

Billet de Change pour Lettre fournie, payable au Particulier y dénommé, & non à autre, quand il en seroit fait un Transport. Edit du Commerce, Tit. 5, Art. 30. Page 309. de ce Livre,

JE paierai dans un mois à Monsieur Dugué, Marchand à Amiens, mille livres, valeur reçu dudit Sieur en une Lettre de Change de pareille somme qu'il a tirée aujourd'hui à mon Ordre sur Monsieur Lelong, Négociant à Paris, payable le premier du mois prochain, valeur déclarée comptant. A Arras, le 20. Mai 1742. JAQUELIN.

Billet à Ordre , Valeur reçue comptant.

JE payerai dans un mois, à l'Ordre de Monsieur Lallemand, Marchand à Lyon, douze cent livres, valeur reçue comptant dudit sieur. A S. Etienne, le 24. Novembre 1738.

R I V I E R E.

Billet à Ordre, valeur en Marchandises.

JE païerai dans six mois, à l'Ordre de Monsieur François, Marchand à Orleans, mille livres, valeur en compte des Marchandises qu'il m'a fournies. A Montargis, le 5. Juillet 1738.

R A T E L O N.

Billet à Ordre, Valeur reçue en un autre Billet à Ordre.

JE paierai à Ufance, à l'Ordre de Madame Quantin de cette Ville, quatre mille livres, pour un Billet de pareille somme que j'avois fait à Monsieur Pajon de Bourges, à elle endossé, qu'elle m'a remis aujourd'hui avec son Acquit. A Nevers, le 7. Août 1738. DESRIVES.

Billet Solidaire.

Nous payerons solidairement, le vingt du mois prochain, dans la maison de Monsieur Nicolas, l'un de Nous, chez lequel nous avons élu domicile, à l'Ordre de Monsieur Françay, Marchand à Paris, la somme de mille livres, pour les Marchandises qu'il nous a fournies jusqu'à ce jour. A Orléans, le 4. Novembre 1743. JACQUELIN & NICOLAS.

Nota. Sans le mot *solidairement*, chacun ne doit que sa part.

Autre Billet Solidaire d'un Mari & de sa Femme.

Nous soussignés, Pierre Gautier, Marchand à Poitiers, & Marie Poulineau, mon Epouse, *que j'autorise à l'effet du présent Billet*, promettons payer solidairement à l'Ordre de Monsieur de Létang, Marchand à Bourges, à Noël prochain, la somme de cinq cent livres pour Solde de Compte des Marchandises de Laine qu'il nous a fournies. A Poitiers, le 28. Juillet 1743. P. GAUTIER. M. POULINEAU.

Nota. Si la Femme n'est point autorisée de son Mari, elle n'est point obligée.

Billet payable au Porteur.

JE payerai au Porteur, dans un mois, la somme de deux mille livres, valeur reçue comptant de Monsieur Dupin, Négociant à Rouen. Fait à Paris, le 22, Juin 1743. L E F R A N C, Banquier, rue S. Severin.

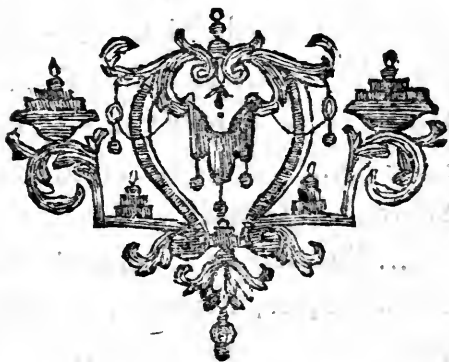
F O R M U L E S DESOMMATIONS, PROTETS, ET DENONCIATIONS.

Sommation pure & simple.

L'An mil sept cent..... le.....
 Jour d..... à..... midi, à la
 Requête du Sr... demeurant à....
 Paroisse de..... où il a élu domi-
 cile, j'ai..... Huissier, &c. de-
 meurant à..... Paroisse de....
 soussigné, sommé le Sieur.....
On met la qualité. demeurant
 à..... Paroisse de.... lieu de son
 domicile, en parlant à..... de
 paier présentement audit Sieur. ..
 la somme de..... qu'il lui doit.
Il faut dire en quoi. Sinon ledit
 Sieur..... proteste de se pourvoir

contre lui par les voies de Droit ;
lequel Sieur..... parlant comme
ci-dessus , a refusé de payer ;
pourquoi je lui ai laissé copie de
la présente Sommation. Fait à.....
par moi Huissier susdit, les jour
& an ci-dessus.

*Nota. Dans la Copie que l'Huissier
laisse, il dit : Je lui ai laissé la présente
Copie.*



*Sommation de payer un Billet de
Change ou à Ordre, avec
Assignment.*

Nota. Il faut donner Copie du Billet
& des Ordres, en tête de la Sommation.

L'A N mil sept cent.....le.....
jour de..... à..... midi, à la
Requête du Sieur..... *On met la*
Qualité. demeurant à..... Paroisse
de.... où il a élu domicile, *On dit,*
ayant l'Ordre du Sieur..... *quand*
il y a des Ordres au Billet. j'ai.....
Huissier, &c. demeurant à..... Pa-
roisse de..... soussigné, sommé le
Sieur..... *sa qualité,* demeurant
à..... Paroisse de..... lieu de son
domicile, en parlant à. .. de païer
présentement audit Sieur ou à
moi pour lui, la somme de.....

contenuë en son Billet de Change
ou à Ordre, dont copie est ci-dessus.
Sinon ledit Sieur..... proteste
de se pourvoir contre lui par les
voies de Droit. Lequel Sr..... par-
lant comme ci-dessus, a refusé de
paier; pourquoi je lui ai donné
Assignation à comparoir au Con-
sulat de..... *Ou autre Jurisdiction à*
laquelle en appartient la connoissance.
pour être condamné par corps,
Si c'est consulairement, à payer au-
dit Sr..... la somme de.... contenuë
audit Billet, aux intérêts de ladite
somme & aux dépens. Lui déclara-
nt que Me..... Procureur occu-
pera sur la présente Assignation;
& je lui ai laissé copie dud. Billet,
des Ordres & du Présent. Fait à....
par moi Huissier susdit, les jour
& an ci-dessus. Q*u*

Protêt de Lettres de Change faute d'Acceptation.

Nota. S'il arrivoit qu'on eut sur une même Personne plusieurs Lettres de Change à faire accepter, on doit les protester par un seul Acte, à la tête duquel on les transcrira avec les Ordres.

L'An mil sept cent..... le jour de.....a..... midi, à la Requête de. ... demeurant à.....Paroisse de.....où il a élu domicile, j'ai.....Huissier, &c. demeurant à.....Paroisse de.....souffigné, sommé le Sr.....demeurant à.....Paroisse de.....lieu de son domicile, en parlant à.....d'accepter présentement pour paier à son échéance une Lettre de Change que je lui ai exhibée, dont copie

est ci-dessus, tirée sur lui par le Sr. .. montant à la somme de..... protestant, faute d'Acceptation, de la renvoyer sur les lieux, de me pourvoir contre le Tireur & les Endosseurs par les voies de Droit, & de tous dépens, dommages & intérêts. Lequel Sr..... parlant comme ci-dessus, a répondu..... & a refusé de signer, sommé de le faire, *ou* a signé sa réponse. Ce que j'ai pris pour refus. Sur quoi je lui ai réitéré les Somination & Protestation ci-dessus & laissé copie de ladite Lettre de Change, des Ordres & du présent, en présence de..... Témoins soussignés. Fait à..... par moi Huissier susdit, les jour & an ci-dessus.

Protêt faute de Paiement.

Nota. Après la Copie de la Lettre de Change ou Billet, & des Ordres, on dira :

L A N mil sept cent..... le
jour de..... à..... midi, à la
Requête du Sieur..... demeurant
à..... Paroisse de..... lieu de
son domicile, j'ai..... Huissier,
&c. demeurant à..... Paroisse
de..... soussigné, sommé le
Sieur..... demeurant à..... Paroisse
de..... en son domicile, en par-
lant à..... de paier présentement
audit Sieur, ou à moi pour lui,
la somme de..... contenuë en la
Lettre de Change, ou Billet, ci-

dessus transcrite, dont je lui ai fait exhibition, protestant de la renvoyer sur les lieux faute de paiement, & de prendre pareille somme à Change & Rechange en toutes Places, aux risques de qui il apartiendra. Lequel Sieur..... parlant comme ci-dessus, a répondu..... & a refusé de signer, sommé de le faire, *ou* a signé sa réponse: ce que j'ai pris pour refus; pourquoi je lui ai réitéré les Sommation & Protestation ci-dessus: & laissé copie de ladite Lettre *ou* Billet, des Ordres & du présent, en présence des Témoins soussignés. Fait à..... par moi Huissier susdit, les jour & an ci-dessus.

Dénonciation de Protêt avec Assignation.

On copie la Lettre de Change, ou Billet, les Ordres, le Protêt, le Contrôle; & on dit:

ET le..... jour d..... audit
an, à..... midi, à la même
Requête & élection de domicile
énoncées au Protêt d'autre part,
ou ci-dessus, j'ai..... Huissier, &c.
signifié ledit Protêt au Sieur.....
Tireur *ou* Endosseur, *sa qualité,*
demeurant à..... Paroisse de.....
en son domicile, en parlant à.....
& j'ai donné Assignation audit
Sieur..... en parlant comme ci-
dessus, à comparoir, *on fixe*

le tems suivant l'éloignement des lieux, pour être condamné par corps à payer au Demandeur la somme de..... contenuë en la Lettre de Change énoncée audit Protêt, ensemble aux frais faits jusqu'à ce jour, aux intérêts & aux dépens. Fait à..... par moi Huissier susdit, les jour & an ci-dessus.

Nota. On n'est point obligé de constituer un Procureur, quand on plaide devant les Juge & Consuls.

F I N.

T A B L E

DE LA PREMIERE PARTIE.

C HAPITRE I. Des Marchands & & Négocians,	page 1
Des Marchandes Publiques ,	2
Des Femmes de Négocians ,	6
Des Banquiers ,	7
Des Agens de Change ,	7
Des Commissionnaires ,	8
Des Courtiers ,	10
Des Gentilshommes ,	11
Des Secretaires du Roi & Officiers de Judicature ,	12
Des Mineurs ,	12
Des Garçons de Boutique ,	13
Des Tapissiers, Fripiers & Marchands de Chevaux ,	14
Des Messagers, Voituriers & Rouliers ,	16
Des Entrepreneurs de Rouliers ,	22
CHAP. II. Des Registres ,	23
CHAP. III. Des Sociétés ,	26
CHAP. IV. Des Billets, Quittances & Mémoires arrêtés ,	31
CHAP. V. Des Lettres de Crédit ,	35
CHAP. VI. De la Jurisdiction Confu- laire ,	50

Edit de Charles I X. avec les différens Articles des Ordonnances qui y sont relatifs ,	40
Election des Juge & Consuls , & l'Edit de leur établissement déclaré commun ,	41
Leur compétence & leur incompétence ,	44
Droits de juger nonobstant les transports faits à des Privilégiés ,	49
De la forme de procéder ,	50
Du délai pour ouir les Témoins ,	52
Du délai des examens des causes , interrogatoires , nouveaux délais , & dépositions de Témoins ,	53
Deffenses de prendre des salaires ou honoraires ,	55
L'Apel ne peut être reçu si la somme n'est au-dessus de 500 liv.	56
Deffenses d'accorder des reliefs d'Apel & de casser ou surseoir les Sentences Consulaires ,	57
Les Sentences au-dessus de 500 liv. s'exécutent par provision , nonobstant l'Apel qui se relevent au Parlement ,	59
Des Contraintes par corps ,	60
Des Intérêts ,	63
Des Saisies & Décrets ,	64

Suite contre les Héritiers des Condam- nés ,	65
Geoliers & Prisonniers ,	66
Permission d'acheter une Place ,	67
Permission de faire contribuer <i>ad hoc</i> ,	68
Permission de poursuivre les Refusans ,	69
Ne point assigner aux heures de la Place ,	69
Permission de se choisir un Greffier ,	70
De l'âge des Juge & Consuls ,	71
De leur Election ,	72
De leur Compétence ,	73
Des Juges Conservateurs des Foires ,	79
Du conflit de Jurisdiction entre les Juge & Consuls & les Juges ordinaires ,	81
De l'Incompétence des Juge & Consuls ,	81
Des Assignations Consulaires ,	87
Du Contrôle des Exploits , Billets, &c. ,	89
Du choix de la Jurisdiction Consulaire ,	92
Des Procureurs & des Personnes chargées du pouvoir de parler ,	92
Du Déclinatoire & du Renvoi ,	93
De la Récusation des Juges & Prise à Partie ,	94
Des deffauts ,	100
Des Réassignations ,	103
De l'Administration de la Justice ,	104

De la Prescription & du Serment ,	106
De la Preuve par Témoins ,	110
De la Reconnoissance & de la Vérification des Ecritures sous signature privée.	111
Des Raports & Estimations ,	120
Des Contraintes par corps ,	121
Des Cautions Bourgeoises ,	122
Du Délai de paier ,	123
De l'Exécution des Sentences ,	126
De l'Apel des Sentences ,	127
Des Intérêts & Prêts sous Gage ,	130
CHAP. VII. De l'Amirauté ,	133
Des Patrons & Maîtres de Navires ,	133
Des Assurances ,	134
De la Grosse Avanture ,	135
Du Fret & Nolis ,	135
Des Avaries ,	136
De la Prescription & fin de non-recevoir dans le Commerce Maritime ,	136
CHAP. VIII. De la Conservation de Lyon ,	140
Du Virement des Parties ,	154
De l'Escompte ,	156
Des Contraintes par corps ,	174
Des Lettres de Change ,	175
De la Diminution des Espèces ,	175

CHAP. IX. Des Lettres d'Etat ,	177
CHAP. X. Des Lettres de Répi ,	181
CHAP. XI. Des Cessions de Biens ,	199
CHAP. XII. Des Faillites & Banque- routes ,	204
Du tems où la Faillite est réputée ou- verte ,	205
Du Devoir des Juge & Consuls dans les Faillites ,	206
De la conduite que doit tenir le Failli ,	208
Des Peines contre le Failli & contre les Créanciers ,	210
De la Faillite d'un Négociant dont le do- micile est éloigné de la Jurisdiction Con- sulaire ,	211
De la Compétence des Juge & Consuls à l'égard des Faillites ,	212
De la Procédure contre un Failli ,	214
De l'Election des Sindies entre les Créan- ciers d'un Failli ,	215
Des Fauteurs de Banqueroute ,	216
Des Créanciers suspects de fraude ,	217
De la conduite que doivent tenir les Créan- ciers en certains cas ,	218

T A B L E

DE LA SECONDE PARTIE.

C HAPITRE I. Des Lettres de Change & de leur origine, <i>page</i>	221
CHAP. II. Du tems des Lettres de Change,	228
CHAP. III. Des Acceptations,	233
CHAP. IV. Des Acceptations sous Protêt.	238
CHAP. V. Des Ordres,	243
CHAP. VI. Des Protêts,	252
CHAP. VII. Des Dénonciations de Protêts & des Garanties,	264
CHAP. VIII. Du Change & Réchange,	287
CHAP. IX. Des Qualités du Porteur d'une Lettre de Change,	294
CHAP. X. Des Lettres de Change perduës,	296
CHAP. XI. Des Lettres de Change tirées par premiere & seconde,	301
CHAP. XII. Des Prescriptions & du terme de la charge des Cautions,	303
CHAP. XIII. Des Billets de Change & à Ordre,	307
CHAP. XIV. Des Augmentations & Diminutions d'Espèces, & des Usages reçus,	317.

CHAP. XV. Des Lettres & Billets dont la connoissance appartient aux Juge & Consuls ,	326
CHAP. XVI. Termes des Protêts des principales Villes d'Europe ,	331
CHAP. XVII. Termes des Usances dans les principales Villes d'Europe ,	333
Formules de Lettres de Change ,	337
Formules de Billets Négociables ,	353
Formules de Sommations , Protêts & Dénonciations ,	364

A <i>Acceptation.</i> Quand elle doit être datée ,	page 234
Comment elle se fait ordinairement ,	234
Comment se fait celle pour les quatre Païemens de Lyon ,	235
Comment elle doit être faite quand la valeur de la Lettre est saisie ,	236
Acceptation sous Protêt ne peut se refuser ,	238
Comment elle se fait ,	239
Peut être faite par toutes sortes de personnes ,	240
Acceptation sous Protêt , pour mettre à Compte. Comment elle se fait ,	241

Libre ou sous Protêt. Ce que c'est , 241
Acceptation peut être biffée par l'Ac-
cepteur , 250

Conditionnelle n'a point lieu , 253

Accepteur. Ce qu'il doit faire quand on a
faisi la valeur d'une Lettre en ses mains ,
236

Accepteur sous Protêt. Quels sont ses Ga-
rans , 240

Article 13. du Tit. 5. de l'Edit du Com-
merce. A qui il doit s'appliquer , 266

Aval. Ce que c'est , & comment il se fait ,
245

Augmentation & Diminution des Espèces.
Pour le compte de qui , 318

Billets à Ordre. Combien il y en a de
fortes , 309

Billets à Ordre payables à volonté. Ce
qu'on doit faire en les négociant , 313

Billets à Ordre perdus. Ce qu'il faut faire
pour en être païé , 300

Billet de Change. Ce qu'on doit y expri-
mer , 307

En quel cas il devient une simple Pro-
messe , 309

Billet de Change perdu. Ce qu'il faut faire
pour en être païé , 300

Billet païable comme Lettre de Change.

Ce que c'est, 329

Billet païable au Porteur. Ce qu'on est
obligé d'y exprimer, 316

Cautions des Lettres de Change. Quand
elles sont déchargées, 305

Change. Ce que c'est, 287

De quand l'Intérêt du Change commence à
courir, 290

Créance. Quel tems doivent avoir les Obli-
gés à une Lettre de Change pour la prou-
ver quand elle est niée, 279

Créanciers d'un homme qui a fait Faillite
peuvent obtenir du Juge la permission de
se faire païer des Lettres de Change
qu'ils trouvent parmi ses Effets. 294

Delai du Porteur. Du tems où il com-
mence à courir, 268

Dénonciation de Protêt. Quand on doit la
faire, 264

Ce que tous les Endosseurs d'une même
Lettre doivent avoir de tems pour la
faire, 266

Donneur de valeur. En quel cas il n'est con-
sidéré que comme chargé de Procura-
tion, 284

E*ndossement.* Comment ce terme doit s'entendre, 243

F*emme*, n'est point garante des Lettres qu'elle tire ou endosse, 285

G*ens d'Affaires Mineurs.* En quel cas ils sont réputés Majeurs, 227

J*ours de grace* accordés aux Débiteurs de Lettres de Change, 228

Sont compris dans les trois mois accordés pour faire le Protêt d'un Billet à Ordre, valeur en Marchandises, 313

Juge & Consuls. Lettres & Billets dont la connoissance leur appartient, 326

L*ettre de Change.* Son origine, 221

Ce que c'est, 222

En quel cas elle ne doit être regardée que comme un Mandement, 223

En quels termes elle doit être conçue, & ce qu'on doit y exprimer, 224

A Vuë; quand elle est payable, 228

A plusieurs jours de Vuë; quand elle est payable, 229

A tel jour de tel mois; quand elle est payable, 230

A tant d'Ufances ; quand elle est payable ,	230
A telle Foire ; quand est elle payable ,	230
En quel cas on peut se faire rendre une Lettre de Change ,	232
A Vuë ; ne doit point être acceptée ,	233
Avec des Ordres en blanc est réputée appartenir au dernier Endosseur ,	247
A tant de jours de Vuë ; de quand on doit commencer à compter le tems ,	255
Dont l'échéance est passée , donnée en paiement ; à quoi est obligé le porteur ,	263
Sur un homme qui a fait Faillite est nulle ,	284
Trouvée chez un homme qui a fait Faillite ; ce qu'il faut faire pour en avoir le paiement ,	294
Lettre de Change perduë ; ce qu'il faut faire pour en être païé ,	296
Comment se fait une seconde Lettre , après une premiere perduë ,	298
Ce qu'il faut faire pour assurer la garantie contre les Obligés à une Lettre perduë ,	299
M Andement , n'est point sujet aux diligences prescrites pour les Lettres & Billets de Change ,	225 & 262

<i>Mineurs.</i> En quel cas ils sont réputés Ma-	
jeurs ,	225
En quel cas la Contrainte par corps a lieu	
contre eux ,	226
<i>Minorité</i> , n'est d'aucun égard en cas de	
Prescription des Lettres & Billets de	
Change ,	303
<i>Monnoie.</i> Quand il faut en évaluer le prix ,	
	231
Ce qu'on peut paier en menuë Monnoie ,	
	324
O rdre. Ce que c'est , & ce qu'il faut y	
exprimer ,	244
Ordre en blanc. Ce que c'est ,	245
En quel cas on se sert des Ordres en blanc ,	
	246
Sans date , est réputé Ordre en blanc ,	248
Quoiqu'il ne soit pas écrit de la même main	
dont il est signé , est bon ,	249
Peut être biffé par celui qui l'a passé ,	251
P aieur. A quoi doit prendre garde celui	
qui paie une Lettre de Change ,	295
Paieur sous Protêt. Quels sont ses Ga-	
rans , & à quoi il est obligé ,	240
Porteur d'une Lettre de Change , peut l'ac-	
cepter sous Protêt pour lui-même ,	239
Ne peut donner plus de tems qu'il n'en est	
accordé par la Lettre ,	253

Peut recevoir une partie du montant de sa Lettre , & protester pour le surplus ,	254
Ce qu'il doit faire après un Protêt faute d'Acceptation ,	254
Le tems qu'il a pour exercer son recours en garantie ,	264
Ses Droits contre les Obligés à une Lettre de Change ,	278
Ses Droits , & ce qu'il doit faire en cas de Faillite de tous les Obligés à sa Lettre ,	282
En quel cas il n'est point obligé à la Dénonciation du Protêt ,	285
Ses Qualités ,	294
De quoi il est garant ,	295
Ne peut exiger de payement qu'à l'expiration des jours de grace ,	322
Qui ne se présente pas au tems prescrit , encourt le hazard de l'augmentation & diminution des Especes ,	322
<i>Prescription</i> n'a point lieu à l'égard des Lettres de Change perduës ,	298
Des Lettres & Billets de Change ,	303
Des Billets à Ordre & au Porteur ,	304
Des Lettres pour les quatre Paiemens de Lyon ,	305

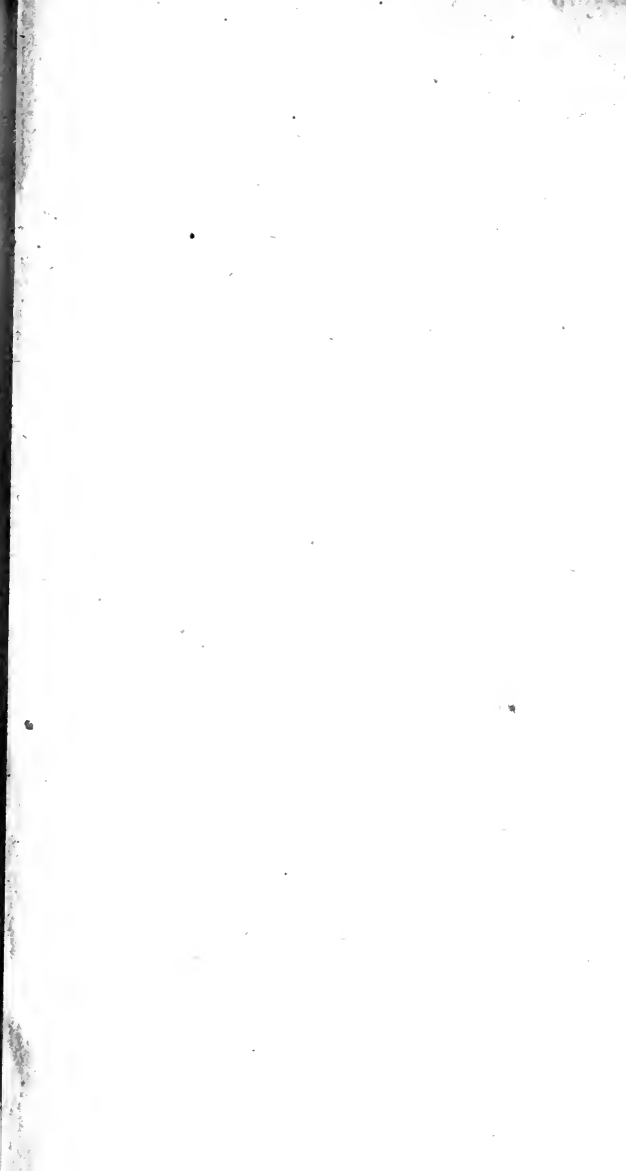
<i>Protêt</i> ; ne peut être suppléé par aucun autre Acte ,	252
Quand doit être fait le Protêt faute d'Acceptation ,	252
Quand celui des Lettres à Vuë ,	255
Quand celui des Lettres pour les quatre Païemens de Lyon ,	258
Quand doit être fait le Protêt faute de Païement ,	259
Par qui doivent être faits les Protêts ,	261
Protêt ; insinué pendant le cours d'une Instance , n'est pas une nullité ,	282
D'un Billet de Change ; quand il doit être fait ,	310
Des Billets à Ordre ; quand on doit le faire ,	311
Des Billets à Ordre sur Lyon ; quand on doit le faire ,	312
Son terme dans les principales Villes de l'Europe ,	331
<i>Préfix.</i> Ce qu'emporte ce mot ,	259
Q uittance d'une Lettre de Change ,	245
R échange. Ce que c'est ,	287
Comment il doit être tiré ,	288

Comment il est dû ,	289
De quand l'intérêt du Rechange commen- ce à courir ,	293

T ems des Lettres de Change ,	228
Tems des Lettres de Change à jours de vuë ,	255
Tireur de Lettres de Change. En quel cas on peut l'obliger d'en rendre la valeur ,	232
En quel cas il est Garant d'une Lettre dont le Protêt n'a pas été fait dans le tems prescrit ,	276

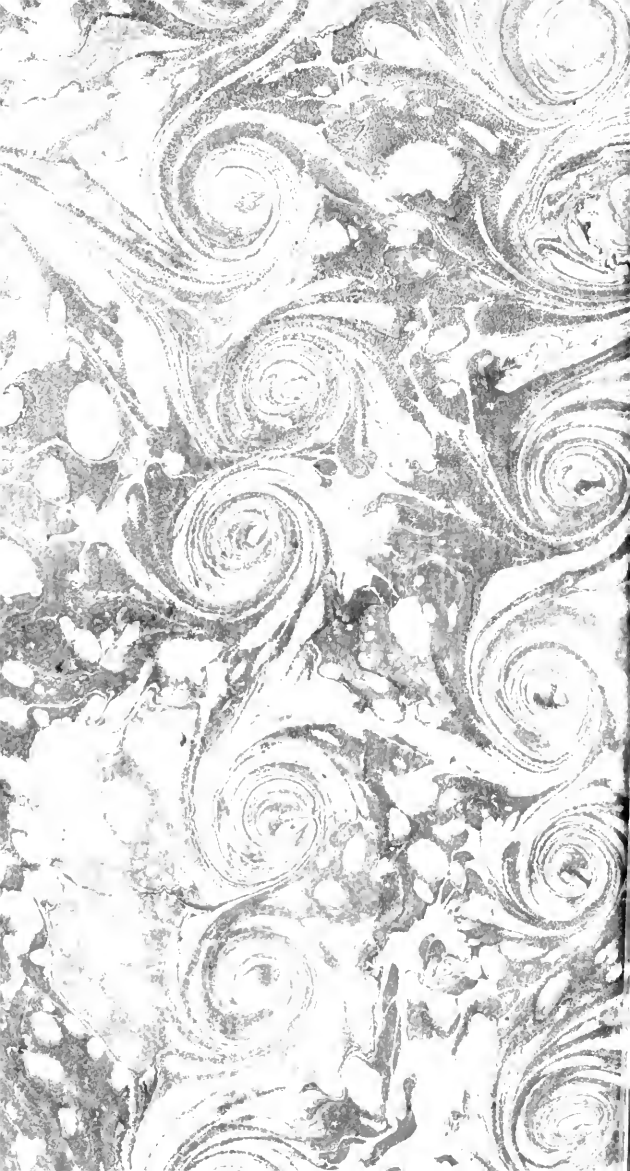
V aleur reçue. Comment doivent être entendu ces mots ,	225
Usages des Places , sont autorisés par une Déclaration du Roi ,	320
Sont différens dans le Roïaume ,	222
Usance ; de combien de jours elle est com- posée ,	230
Son terme dans les principales Villes de l'Europe ,	333

Fin de la Table.









HF Masson, Philbert Joseph
1324 Instruction des négociants
M3 Nouv. éd. augm.
1748

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
